

Retrouvailles coréennes

Emouvantes retrouvailles : pour la première fois depuis la guerre de Corée, qui débuta en 1950, quelques dizaines de familles séparées par la ligne de démarcation entre le Nord et le Sud ont pu se réunir du 21 au 23 septembre. Auront-elles un prolongement à la mesure de l'espoir qu'elles suscitent ? De part et d'autre d'une fausse frontière, « zone militarisée infranchissable » qui coupe leur pays en deux, des millions de gens (dix au bas mot) verront-ils enfin exaucé leur vœu le plus cher : retrouver les leurs ? Ne serait-ce, pour beaucoup déjà fort âgés, qu'une dernière fois ?

Sans doute l'événement du week-end dernier est-il historique, mais sa portée reste bien symbolique. Pour que ce premier « goutte-à-goutte » humanitaire se transforme en véritable courant d'échanges comme celui qui existe entre les deux Allemagnes, il faudra que s'exerce pleinement et durablement la volonté politique des deux régimes antagonistes comme celle des pays les plus directement concernés. En tenant compte ici et là de l'héritage empoisonné du passé, des impératifs et réalités du moment : nature des régimes, équilibres stratégiques, sécurité intérieure.

Cela dit, les signes d'une détente propice au renforcement du dialogue et de la confiance sont manifestes aujourd'hui dans et autour de la péninsule coréenne. Les effusions du week-end passé en sont l'exemple le plus récent et le plus éclatant. Il n'est pas le seul.

A Tokyo, on fait état d'une rencontre secrète, dernièrement à Séoul, entre un émissaire nord-coréen de haut rang et le président Chon Doo Hwan. Cette information, précise, a été démentie à Pyongyang comme à Séoul. Les spéculations n'en courent pas moins sur un prochain sommet Nord-Sud, ce qui serait un événement sans précédent. Les contacts secrets du même type pris en 1972 n'avaient abouti qu'à la création d'une commission bilatérale, à la vie courte.

D'autres développements vont dans le sens d'un apaisement. Pyongyang semble résigné à l'existence du régime pro-américain de Séoul, sinon à la présence des bases américaines dans le Sud. Kim Il Sung, en acceptant voilà un an de renouer le dialogue économique et humanitaire, a du même coup conforté la position des autorités sudistes. On prétend à Séoul que la gravité de leurs problèmes - succession, crise économique et financière, retard technologique - ainsi que l'évolution pragmatique du voisin chinois et la montée en puissance de la Corée du Sud ne laissent guère le choix aux dirigeants du Nord. Des deux côtés, la propagande a baissé d'un ton, et, malgré les incidents, les négociations se poursuivent. Américains, Chinois, Japonais et même parfois Soviétiques possèdent à la roue de la détente.

D'autres facteurs jouent en sens contraire. Le Nord, inquiet du rapprochement entre Washington, Pékin, Tokyo et Séoul, semble peucher vers l'URSS de façon plus prononcée. Moscou a commencé à lui livrer des Mig-23. L'ébauche de détente actuelle pourrait souffrir aussi d'un rejet éventuel de la demande des Nordistes, qui souhaitent être associés à l'organisation des Jeux olympiques de Séoul en 1988.

Il aura fallu plus de quinze ans pour mettre au point la brève rencontre d'une poignée de familles écartelées. C'est dire combien l'optimisme quant au rapprochement des deux Corées doit être tempéré de prudence et de patience.

LA GUERRE CONTRE L'IRAN

L'Irak achète vingt-quatre Mirage F-1

Bagdad renforce sa puissance dans le Golfe

Selon un accord de principe conclu il y a quelques jours, l'Irak achètera à la France vingt-quatre avions de combat Mirage F-1 qui lui seront livrés dans les dix-huit mois pour les premiers exemplaires de cette commande dont les détails financiers et industriels demandent à être précisés. Cette transaction intervient alors que les Irakiens ont restitué les avions d'attaque Super-Étendard fournis par la France il y a deux ans à l'occasion d'un prêt qui, à l'époque, avait fait grand bruit.

Ce n'est pas la première fois que l'Irak achète des Mirage F-1 à la France. Deux contrats précédents ont été conclus et exécutés, un premier portant sur la livraison de soixante Mirage F-1 et un second relatif à la vente de vingt-neuf appareils du même modèle. Ce sont les Mirage F-1 qui constituent, à l'heure actuelle, la « force de frappe » de l'armée de l'air irakienne, dans ses combats au Proche-Orient contre les forces israéliennes.

Pendant tout le temps qu'a duré la livraison de ces quatre-vingt-neuf Mirage F-1, l'Irak a exprimé le besoin de disposer d'un avion susceptible, par son rayon d'action et par son armement, d'atteindre le terminal pétrolier iranien de l'île de Kharg afin de lui faire subir d'importants dégâts et de menacer la circulation des pétroles. C'est la raison pour laquelle les Irakiens ont obtenu de la France le prêt de cinq Super-Étendard, prélevés sur les stocks de l'Armée de l'Air française : le Super-Étendard, armé d'un missile surface-surface Exocet

AM-39, est l'outil adapté à cette forme de combat, notamment dans la région du Golfe.

Ce prêt de Super-Étendard à l'Irak a concerné cinq avions pour une durée de deux ans, entre l'été 1983 et l'été 1985. Aujourd'hui, l'Irak a pu rendre les cinq appareils, dont deux dans un état qui nécessite des travaux considérables de réparations.

Durant ces deux années, les Irakiens, assistés de techniciens français, se sont employés à monter des Exocet sur les Mirage F-1 qu'ils détenaient de longue date afin de les rendre aptes aux missions dévolues aux Super-Étendard. Depuis, les missiles Exocet, que les Irakiens ont aussi installés sur des hélicoptères Super-Frelon de conception française, arment les Mirage F-1 et, lors de certaines opérations récentes dans le Golfe, de tels avions de combat ont été engagés contre des cibles iraniennes non sans quelques succès.

JACQUES ISNARD.
(Lire la suite page 3.)

L'AFFAIRE GREENPEACE

M. Fabius voudrait désigner très vite les responsables

Le général Imbot, nouveau chef de la DGSE

Le conseil des ministres a nommé, ce mercredi 25 septembre, le général René Imbot, actuellement chef d'état-major de l'armée de terre, directeur général des services secrets français en remplacement de l'amiral Pierre Lacoste, limogé vendredi.

Avant la réunion du conseil, le président de la République et le premier ministre semblaient hésiter sur la façon de gérer les suites de l'affaire Greenpeace, mais M. Fabius semblait décidé à désigner très vite les responsables.

L'attitude personnelle de M. Charles Hernu ne paraissait pas étrangère à ces hésitations. Alors que l'ancien ministre de la Défense continue de soutenir qu'il n'a pas donné l'ordre de couler le Rainbow Warrior, on laissait entendre, mardi soir, dans l'entourage du chef du gouvernement, que M. Laurent Fabius possède depuis dimanche soir, c'est-à-dire depuis les premières conclusions du nouveau ministre de la Défense, la certitude que le feu vert politique de toute l'opération avait bien été donné par M. Hernu en personne.

Les mêmes sources exprimaient l'espoir que l'ancien ministre de la Défense reconnaîtrait publiquement sa responsabilité sur ce point, quel qu'il ait pu être le « décalage » - si « décalage » il y a eu - entre sa directive orale et les moyens employés pour « anticiper » sur les projets des écologistes embarqués à bord du Rainbow Warrior.

Tel était aussi le vœu de certains des principaux dirigeants du PS que M. Fabius a reçus mardi soir, à 18 heures, à l'Hôtel Matignon, comme chaque semaine.

Le premier ministre avait auparavant multiplié les entretiens avec le président de la République et plusieurs ministres. M. Fabius avait pris, comme chaque mardi, son petit déjeuner avec M. Mitterrand à l'Elysée, avant d'aller à l'Hôtel Matignon, avec M. Paul Quilès, une longue réunion de travail, élargie ensuite, l'après-midi, au ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, et au secrétaire général de la présidence de la République, M. Jean-Louis Bianco. Mais, dès le milieu de l'après-midi, il se confirmait que le chef du gouvernement ne ferait aucune déclaration le jour même, contrairement au sentiment qui prévalait le matin dans son entourage.

ALAIN ROLLAT.
(Lire la suite page 10.)

Un entretien avec « Jean Fabien »

« Jean Fabien » avait soulevé une vive émotion, au Parti communiste, lorsqu'il avait été publié sous ce pseudonyme, en novembre 1984, un livre composé de notes et de documents laissés par Jean Kanapa, ancien responsable de la politique extérieure du PCF, décédé en septembre 1978. Kremlin-PCF, témoignage sur la crise des relations entre les communistes français et soviétiques après l'intervention des troupes du pacte de Varsovie contre le « printemps de Prague », en août 1968, apportait, sur des faits déjà connus, un éclairage inédit.

La publication de ces documents, précédés d'un commentaire orienté contre l'actuelle direction du parti, révélait une situation sans précédent au PCF. Elle signifiait ou tendait à accréditer l'existence, à un niveau élevé de la hiérarchie du parti, d'une opposition décidée à mener une sorte de combat de la dernière

chance contre la tendance dominante, au sein de la direction, depuis la rupture de l'union de la gauche en 1977.

L'anonymat du ou des auteurs de ce combat avait donné

L'auteur de « la Guerre des camarades » menace la direction du PCF de nouvelles révélations

lieu à toutes sortes de rumeurs, des proches de la direction dirigeant les soupçons, notamment, vers deux députés communistes, avant d'être eux-mêmes mis en cause comme les artisans possibles d'une opération qui aurait visé à discréditer les adversaires de M. Georges Marchais. Dans la préparation du vingt-cinquième congrès du PCF, « Jean Fabien » apparaissait comme un « OVNI » embarrassant pour les uns, en rai-

son de ce qu'il disait, et, pour les autres, ce raisonnement de la façon dont il transgressait les règles du secret et du centralisme démocratique.

A nous, « Jean Fabien » présentait un visage : celui d'un ancien collaborateur du comité central

mier, tiré pour l'essentiel des notes de Jean Kanapa, relatives, cette fois, aux années 1972 à 1978, tant les informations concernant la politique extérieure du PCF qui s'y trouvent sont plus précises que celles qui se rapportent à sa politique intérieure. Notre interlocuteur est manifestement soucieux de dissiper cette impression, et il se déclare prêt à d'autres révélations, sur la période postérieure à la mort de Kanapa.

La direction du PCF se trouve, ainsi, sous le coup d'une menace, dont il est difficile de préciser la portée, mais dont on ne peut négliger l'existence, au moment où les sondages situent l'influence communiste au-dessus de 10 % de l'électorat et où la politique suivie depuis 1984 provoque un certain désarroi dans les rangs du parti.

PATRICK JARREAU.
(Lire l'entretien page 7.)

QUARANTE ANS DE SÉCURITÉ SOCIALE

La forteresse

par PIERRE DROUIN

La Sécurité sociale est dans la force de l'âge. Elle va bientôt atteindre ses quarante ans (1). La majorité fera bonne mesure pour fêter l'événement. Une manière de dire à l'opposition qui pourrait, en cas de victoire en 1986, être tentée d'ébranler le monument : il fait partie du patrimoine national, « bas les pattes ».

En fait, la droite sera beaucoup plus prudente qu'on ne le croit, face à cette forteresse, défendue par l'opinion publique, qui voit là une des conquêtes majeures de l'après-guerre. Avec raison. Le système français de protection sociale est devenu l'un des plus perfectionnés qui soient, et l'idée que chaque membre de la collectivité nationale y a droit s'est progressivement imposée.

Vieillesse à l'abri de la misère, revenus partiellement versés lorsque la maladie frappe à interrompre le travail, frais de médecin et de chirurgie couverts pour l'essentiel, coup de pouce donné lorsque des enfants viennent alourdir le budget du ménage, tout cela paraît aujourd'hui tellement naturel ! Or c'est là le fruit d'une longue histoire mutualiste et syndicale, le passage de larges zones d'ombres sociales à cette assurance obligatoire qui a permis de lever peu à peu des obstacles qui s'opposaient jadis sur la route du bien-être.

On oublie davantage que la Sécurité sociale est un formidable outil de régulation économique (avec les indemnités de chômage qui ne dépendent pas, elles, du système). Une crise comme celle qui s'est ouverte il y a plus de dix

ans aurait eu des conséquences autrement dramatiques si tous ces « amortisseurs » n'avaient pas servi à éviter l'effondrement, en soutenant - malgré tout - la demande de biens et de services.

Mais cette forteresse - qui a fait ses preuves - doit être regardée de plus près aujourd'hui, sondée, auscultée pour éviter que des forces qui n'apparaissent pas en 1945 ne contribuent à la démanteler. C'est qu'il a coulé de l'eau sous ses ponts-levis !

(Lire la suite page 30.)

(1) C'est l'ordonnance du 4 octobre 1945 qui a institué l'organisation de la Sécurité sociale. Dès la fin du mois de septembre 1985, une exposition sera organisée par les trois caisses nationales du régime général, ainsi qu'un colloque, que présidera M. Mitterrand, du 2 au 4 octobre.

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

- Picasso à l'hôtel Salé.
- Entretien avec la photographe Gisèle Freund.
- Les stars indiennes à la Cinémathèque Beaubourg.

(Pages 17 à 23)

Etranger (2 à 6) • Politique (7 à 10) • Société (12 et 14) • Culture (17 à 19) • Communication (24) • Économie (28 à 31)

Echecs (16) • Programmes des spectacles (20 à 23) • Radio-télévision (26) • Carnet (24) • Informations Services (18) • Annuaire classés (25)

JEAN-PHILIPPE TOUSSAINT

LA SALLE DE BAIN

« Une exception, une merveille : l'éclosion d'un écrivain inclassable et parfait... Entre Salinger, les nouvelles du New Yorker, quelques récits du meilleur Kafka... Un charme acide, constamment humoristique. »

Jacques-Pierre Amette, *Le Point*



39 F
MINUIT

Ordinateur
16 ports
12 domes
chez Du

IBM
OR

ES HOMMES PETITS
ONT ENFIN
EUR PRÊT À PORTER

étranger

DIPLOMATIE

DEVANT L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

M. Chevardnadze affirme que l'URSS est prête à négocier comme à relever le défi de la « guerre des étoiles »

M. Chevardnadze, le nouveau ministre soviétique des affaires étrangères, a souligné le chaud et le froid dans le discours qu'il a prononcé mardi 24 septembre devant l'Assemblée générale des Nations unies. Il a notamment affirmé que l'URSS était prête à relever le défi de la « guerre des étoiles », mais aussi à proposer des réductions « réellement substantielles » des arsenaux stratégiques nucléaires. Sans doute, M. Chevardnadze sera-t-il plus spécifique ce mercredi, lors de

l'entrevue qu'il doit avoir avec son collègue américain M. Shultz, et vendredi prochain lorsqu'il rencontrera M. Reagan à Washington. On en saura alors davantage sur les rumeurs qui courent dans la capitale américaine et selon lesquelles l'URSS pourrait proposer aux États-Unis une réduction de 40 % des arsenaux stratégiques des deux pays. Selon la Maison Blanche, comme le département d'État, Moscou n'a jusqu'à présent rien proposé de tel.

« Pour lui, la volonté de paix de l'URSS (et, à-t-il ajouté, dans une incise remarquée, de la Chine, « qui elle aussi a pris un engagement unilatéral de ne pas être la première à recourir à l'arme nucléaire ») ne saurait être comparée au militarisme américain, désormais tourné vers l'espace.

Une envolée lyrique

Mais M. Chevardnadze a aussi insisté sur l'esprit d'ouverture avec lequel son pays aborde les prochaines négociations Est-Ouest, non sans assurer un passage que la visite en France de M. Gorbatchev revêtira de ce point de vue « une grande importance ». Il a assuré que Moscou allait formuler bon nombre de propositions pratiques en faveur de la réduction des armements en tous genres (nucléaires bien sûr, mais aussi chimiques et classiques), ainsi que celles des effectifs militaires. Le ministre des affaires étrangères soviétique a d'ailleurs terminé sa peroration par une envolée lyrique sur ce que pourrait être non la guerre des étoiles, « mais la paix durable » : une mise en commun des ressources matérielles dans le domaine de la conquête spatiale, de préférence sous l'égide d'une organisation universelle dont l'ONU pourrait être la marraine.

On attendait M. Chevardnadze au tournant de son premier grand discours « officiel » en tant que ministre des affaires étrangères, à la fois convenu et difficile si l'on veut capter l'attention du public le plus blasé du monde et dans lequel s'illustra sa longévité sur le podium. Le nouveau titulaire des affaires étrangères soviétique semble s'être senti sans trop de peine dans le monde. Il est vrai que, tant sur le fond que dans la forme, la rhétorique diplomatique du Kremlin accorde peu de place à la subjectivité. Mais cette intervention a plutôt confirmé que l'URSS abordait la nouvelle phase des rapports Est-Ouest avec l'intention non certes de renouer l'essentiel, mais du moins de mettre un terme à la période de glaciation que l'on a observée depuis le début des années 80.

BERNARD BRIGOULEUX.

M. Mitterrand à Berlin-Ouest le 10 octobre

M. François Mitterrand doit se rendre à Berlin-Ouest, le jeudi 10 octobre, pour une visite d'une journée. Le président de la République « arrêtera » au passage à Bonn. Il serait, en effet, question que le chancelier Helmut Kohl accompagne M. Mitterrand au cours de cette visite. Ce voyage est destiné à réaffirmer la présence française à Berlin-Ouest et l'attachement de la France au statut de la ville issu des accords de Potsdam de 1945. Selon ces accords, la présence des troupes des puissances alliées de la seconde guerre mondiale (États-Unis, Grande-Bretagne, France et URSS) garantit le statut particulier de Berlin, qui, en théorie, reste une entité distincte des deux États allemands, la RFA et la RDA.

Les interprétations divergentes des Occidentaux et des Soviétiques concernant l'application de ces ac-

cords ont abouti à une intégration de plus en plus grande de Berlin-Ouest à la RFA et de Berlin-Est à la RDA. Il n'en demeure pas moins que quelques vestiges de cet état des choses : chaque puissance assure, par exemple, tour à tour la garde du dernier pensionnaire de la prison de Spandau, Rudolf Hess, condamné à la détention à vie en procès de Nuremberg, et des militaires alliés peuvent circuler dans les deux parties de la ville.

L'accord exclut également la présence de troupes allemandes dans Berlin. C'est pourquoi la présence du ministre de la Défense de la RDA en uniforme lors de la réception de M. Laurent Fabius à Berlin-Est, le 10 juin dernier, avait créé un certain malaise dans la délégation française.

L. R.

De notre envoyé spécial

New-York. — Pour son discours inaugural devant l'Assemblée générale des Nations unies, M. Edouard Chevardnadze, le nouveau ministre des affaires étrangères d'Union soviétique, a voulu doser la fermeté, mais aussi l'esprit d'ouverture avec un soin qui répondait à celui que son homologue américain avait manifesté la veille. Sa longue intervention du mardi 24 septembre, à New-York, est d'ailleurs plus d'une fois apparue comme une réplique à M. Shultz.

Pour l'essentiel, le ministre soviétique a pris le contre-pied des accu-

« Le sort des otages français au Liban évoqué en marge des travaux de l'ONU. — M. Dumas a évoqué avec M. Shamir le sort des otages français au Liban en marge des travaux de l'Assemblée générale de l'ONU, a-t-on indiqué de source française.

Aucune précision supplémentaire n'a été fournie sur cette partie de l'entretien. On sait seulement que certaines organisations politiques libanaises accusent Israël de n'avoir pas libéré tous ces prisonniers palestiniens, condition sine qua non pour la remise en liberté des otages détenus au Liban. MM. Marcel Carton et Marcel Fontaine ont été enlevés le 22 mars dernier, et le journaliste Jean-Paul Kauffmann et le chercheur au CNRS Daniel Serfat ont été enlevés.

L'entretien entre les chefs des diplomatie française et israélienne a également porté sur les relations entre la CEE et les pays tiers méditerranéens, question qui intéresse particulièrement Israël, extrêmement dépendant du marché communautaire pour ses exportations, notamment agricoles. Mardi, M. Shamir s'est également entretenu avec le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe. Il lui aurait répété, dans un climat tendu, les vifs reproches qu'il avait adressés la veille, devant un public d'hommes d'affaires américains, à la Grande-Bretagne, accusée d'avoir « porté un coup terrible à la paix au Proche-Orient », en acceptant de recevoir officiellement à Londres des membres de l'OLP. — (AFP).

« Abou Nidal menace d'assassiner deux personnalités de l'OLP. — Dans un communiqué publié à Damas, l'organisation clandestine palestinienne Fatah-Commandement révolutionnaire, dont le chef est Abou Nidal, a menacé d'assassiner M. Mohammed Melhem et l'évêque anglican Elia Khoury, membres du comité exécutif de l'OLP, qui feront partie de la délégation commune jordanienne-palestinienne devant être reçue prochainement par le chef de la diplomatie britannique. L'organisation d'Abou Nidal menace ces deux personnalités de les exécuter si elles ne respectent pas « la volonté et le droit du peuple palestinien à poursuivre la lutte armée » et les invite à ne pas participer à cet acte de « trahison » et à proclamer immédiatement leur opposition à l'accord intervenu récemment à ce sujet à Amman entre le roi Hussein de Jordanie et le premier ministre britannique. — (AFP).



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

LE REFUGE PROTESTANT

Par Myriam Yardeni

Comment les protestants s'intègrent-ils dans les divers pays d'accueil ? Dans quelle mesure leur exode a-t-il contribué à moderniser l'Europe du XVIII^e siècle ? Autant de faits de civilisation fondamentaux cernés pour la première fois dans cet essai d'histoire comparative du Refuge.

Collection « L'Historien » dirigée par Roland Mousnier. 236 pages. 145 F.



AFRIQUE

Ouganda

L'armée commet autant de méfaits que sous le régime déchu

Les négociations entre le Conseil militaire (CM), au pouvoir à Kampala, et l'Armée nationale de résistance (NRA), le principal mouvement d'opposition armée, devaient reprendre, mercredi 25 septembre, à Nairobi, en présence du chef de l'État ougandais, M. Arop Moi. Le chef de l'État ougandais, le général Tito Okello, est arrivé lundi dans la capitale kenyane pour s'entretenir avec M. Arop Moi. Les négociations entre les deux parties avaient jusqu'à présent échoué sur l'exigence de la NRA d'obtenir la moitié des sièges au Conseil militaire.

De notre envoyé spécial

Kampala. — Opération d'encerclement : un petit groupe de bandits a assiéé il y a quelques jours au détroit de méditerranée le bronze représentant M. Milton Obote, le président déchu, qui pendait sous le portail d'entrée du Parlement.

Le pouvoir militaire issu du putsch du 27 juillet, tout bien que mal, d'efface les traces du précédent régime avec lequel pourtant il avait étroitement collaboré. La population ne s'y trompe pas, qui n'a pas constaté jusqu'à maintenant des changements majeurs dans sa vie quotidienne. Toujours presque sans de bragues, toujours en tenue traditionnelle entre la capitale et la frontière kenyane — tenue par des gens en uniforme, nerveux et agressifs. Toujours presque autant d'actes de violence : dans certains foyers de Kampala, les habitants n'ont plus couché chez eux.

L'insécurité qui fait grimper le prix de la viande et surtout celui du maïs — le régime de butenwa — nourrit de base de tout un chacun, n'a pas dissuadé une fédération de la Société générale de signer, fin août, un contrat de 56 millions de francs pour la rénovation de deux hôpitaux, à Entebbe et à Jinja.

Les « gens d'Amin »

Au nord de l'Ouganda, en pays Lango, dans les districts d'Apac et de Lira, des partisans d'Amin Dada ont mis à sac ce lieu de M. Obote : habitants torturés et tués, femmes violées, villages pillés. La machine gouvernementale a cessé d'y fonctionner. Au nord de la capitale, dans le Luwero, bastion de l'Armée nationale de résistance (NRA), là où elles ont en partie repris le contrôle de la situation, les troupes gouvernementales se livrent sans vergogne à de multiples méfaits contre la population qui déserte la campagne. Maintenant que la « fraternisation » entre la NRA et l'Armée nationale de résistance a cessé d'être le cas, les gens d'Amin, comme on les qualifie, qui à la chute du dictateur, s'étaient réfugiés au Soudan et au Zaïre voisins et qui ont récemment rallié le nouveau régime.

Le général Issou Luwero, chef d'état-major à l'époque d'Amin

Après le voyage de M. Jospin à Tunis

LE MDS REFUSE DE SE RENDRE AU CONGRÈS DU PS A TOULOUSE

(De notre correspondant.)

Tunis. — Le Mouvement des démocrates socialistes (MDS), principal parti d'opposition en Tunisie, a refusé de se rendre au congrès du Parti socialiste qui se tiendra à Toulouse, le mois prochain, au congrès du PS de Toulouse. Cette décision a été prise à la suite du refus de M. Lionel Jospin de rencontrer les dirigeants du MDS, en visite de courtoisie, lors de sa récente visite en Tunisie (Le Monde du 22-23 septembre). Le premier secrétaire du PS entendait que ce contact ait lieu à son hôtel.

Les dirigeants du MDS font remarquer que « les bons rapports » qu'il entretenait depuis 1978 avec le Parti socialiste ont commencé à se détériorer lorsque celui-ci est arrivé au pouvoir en France en même temps que les liens du PS s'amélioraient progressivement avec le Parti socialiste destourien, auquel il n'avait pourtant pas épargné ses critiques pendant de longues années.

MICHEL DEURÉ.

Dada, patron de l'ancienne armée nationale ougandaise (FUNA) et aujourd'hui membre du conseil militaire, se défend d'avoir partie liée avec son ancien « patron », à qui il avait faussé compagnie deux ans avant sa chute. « J'ai donné mille hommes sous mon ordre, de tribus très diverses, affirme-t-il, prêts, si nécessaire, à aider le gouvernement. Je n'ai pas de liens avec lui. »

« Ce qu'il en soit, un des responsables les plus en vue du Parti démocratique (DP), la principale formation de l'opposition sous le régime de M. Obote, reconnaît que « le gouvernement n'a aucune autorité », que « chaque clan défend ses propres intérêts ». Il en arrive même à soutenir que « le comportement de l'armée régulière est pire que celui du peuple, car, aujourd'hui plus que jamais, les soldats violent les femmes ». Le DP est prêt à remettre en cause sa participation au gouvernement si les négociations de paix en cours n'aboutissent pas à une heureuse conclusion.

La guérilla elle-même est divisée et Yoweri Museveni, son chef, contesté. Le général Okello et les siens quêtent en vain un soutien populaire qui leur fait défaut. Ils perdent de la population et se préparent à la

guerre. Une précaution parmi beaucoup d'autres : vingt pièces d'artillerie lourde protégées depuis peu le quartier résidentiel de Kololo, à Kampala. Au bout du compte, ces affrontements, quoi qu'en disent les protagonistes, tiennent pour beaucoup à un conflit Nord-Sud à résonance tribale. Les Nordistes veulent conserver le pouvoir et les Sudistes de leur reprendre. La population conste en tout cas qu'elle n'a rien à gagner à la victoire de l'un ou de l'autre camp. A l'heure qu'il est, elle en voudrait plutôt à la NRA de faire traîner les choses en longueur, de laisser pourrir la situation. « Plus elle attend, plus ce sera difficile pour elle. » Aussi les rumeurs incontrôlées qui courent dans Kampala sur l'imminence d'une attaque rebelle finissent-elles par entretenir l'espoir.

JACQUES DE BARRIN.

« Une attaque de maquisards de la NRA. — Les forces gouvernementales ougandaises ont repoussé une attaque lancée dimanche matin 22 septembre par les troupes de la NRA contre la ville de Jinja (80 kilomètres à l'est de Kampala). La circulation routière de Kampala à Fort-Portal et Hoima, dans l'ouest du pays, a repris alors que la route de Masaka, qui est vitale pour l'économie du pays, serait toujours bloquée par les maquisards de la NRA.

République sud-africaine

Un militant noir est mort dans sa cellule

La police sud-africaine a annoncé mardi 24 septembre, la mort en détention d'un militant noir anti-apartheid, membre du Front démocratique uni (UDF), M. Mbuyelo Mbotya, emprisonné à King-William's-Town, province du Cap. Agé de trente-cinq ans, M. Mbotya serait « tombé malade » dans sa cellule, moins de vingt-quatre heures après son arrestation. Sa famille affirme, pour sa part, qu'il est mort à l'hôpital de la ville d'East-London, située plus au sud, où il devait être opéré pour des blessures à la tête, reçues au cours de sa détention. Un policier a, d'autre part, été tué lors de perquisitions effectuées dans la township de Veeplas, à 300 kilomètres de Johannesburg. Dans le township de Ciskei, c'est un policier noir qui a été brûlé vif par la foule.

Dans la région du Cap, la police et l'Armée ont bloqué les trois cités noires de Langa, Nyanga et Gugulethu pour effectuer, dans le cadre d'une « opération de prévention criminelle », une rafle « de toutes les personnes suspectées d'avoir commis des actes de violence lors des récentes émeutes ». Enfin, à l'université métisse du Cap, les forces de l'ordre sont intervenues mardi en tirant des gaz lacrymogènes pour disperser les étudiants qui manifestaient contre les détentions sans jugement et les violences de la police.

A Johannesburg, un important mouvement affilié à l'UDF, la Soweto Civic Association, a dénoncé la campagne lancée par l'Alliance pour la convention, nouvelle associa-

tion réformatrice regroupant des opposants modérés au régime (Le Monde du 24 septembre), l'accusant de profiter du vide (politique) créé par la démission de nombreux dirigeants de l'UDF. Sur le plan économique, le rythme de l'inflation s'est accéléré au mois d'août, pour atteindre 16,4 %, contre un pic antérieur de 16 % le mois précédent. Ce taux est le plus élevé enregistré en Afrique du Sud depuis mai 1982. En revanche, en raison de la faiblesse du rand, la balance commerciale a enregistré, dans la même période, une nette augmentation de son excédent, qui s'élève à 1,43 milliard de rands contre 936 millions en juillet.

A Washington, deux hauts responsables sud-africains, MM. David Steward, ancien ambassadeur aux Nations unies, et Les Maitley, ont été reçus au département d'État pour des entretiens devant porter notamment sur l'indépendance de la Namibie.

A Paris, la situation en Afrique du Sud a été au centre de l'entretien que le président de la République a eu mardi avec le chef de l'Etat tanzanien, M. Julius Nyerere. M. François Mitterrand a également évoqué cette question lors d'une entrevue avec le président malgache, M. Didier Ratsiraka. Celui-ci a déclaré, à sa sortie de l'Elysée, que son hôte avait, d'autre part, accepté le principe d'une aide financière française pour l'achèvement des travaux du palais présidentiel de Tananarive, offert par le Corée du Nord. — (AFP, Reuters, AP).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75472 PARIS CEDEX 09
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine

Directeur de la publication : Robert Beau-Méry (1944-1969)

André Fontaine (1969-1982)

André Laurent (1982-1983)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F.

Principaux associés de la société :

Société civile :

« Les Rédacteurs du Monde »,

MM. André Fontaine, gérant,

et Robert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur :

Bernard Worms.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Salas.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.

ISSN : 0393-2037

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat postal)

1. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAIS-BAS

399 F 763 F 1 089 F 1 380 F

IL — SUISSE, TUNISIE

394 F 772 F 1 044 F 1 300 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changement d'adresse définitif ou

provisoire (deux semaines ou plus) : nos

abonnés sont invités à formuler leur

demande aux nouvelles ou au service des

abonnés. Joindre la dernière bande d'envoi à

toute correspondance.

Veuillez adresser vos chèques, d'origine

tous les deux mois, par chèques d'abonnement.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 600 dr. ; Tunisie,

200 m. ; Liban, 1 200 L. ; Israël, 1 200

Sh. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1 200 \$

Ch.-d'Israël, 316 F. CFA ; Danemark,

7,80 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 \$

G.-B., 30 p. ; Grèce, 90 dr. ; Hongrie, 300

fr. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,950 D. ;

Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 8,00 kr. ;

Portugal, 200 esc. ; Pays-Bas, 1,80 fl. ;

Yugoslavie, 110 din.

هك: احن الأمل

n'ayez plus l'angoisse de la page blanche

A	B	C	D	E	F	G	H
a	b	c	d	e	f	g	h
<i>a</i>	<i>b</i>	<i>c</i>	<i>d</i>	<i>e</i>	<i>f</i>	<i>g</i>	<i>h</i>

De 4 à 24 styles d'écriture selon les modèles.



Clavier multilingue



Souligné automatique



Repositionnement automatique après correction



Effacement automatique



Retour marge automatique



Entrée mémoire fluide

le centrage vous rend automatiquement le sourire

écriture normale et expansée

Doublément des caractères

Bip!

Système de vérification orthographique (option)

IBM 67.15
NOUVEAU

IBM 67.70
NOUVEAU

IBM 67.80
NOUVEAU

IBM 67.46

IBM 67.47

IBM 67.50

Il suffit d'appuyer sur deux touches

2018-8

© PUBLICS

22,31
0,05
7,1
27.14
7.029

Alignement automatique des nombres



La nouvelle gamme IBM

Aujourd'hui 25 septembre à 14h et demain soir jeudi 26 septembre à 23h30 sur FR3. découvrez l'ensemble de la nouvelle gamme de machines à écrire électroniques IBM.

IBM TOUT SIMPLEMENT

هكذا من الأصل

مكتبة محمد عبد الله

INDE

VEILLE D'ÉLECTIONS AU PENDJAB

A l'ombre des fusils

La police indienne a arrêté, mardi 24 septembre, quelques centaines de militants soupçonnés d'être des extrémistes extrémistes, dans une rafle à la veille des élections locales qui se déroulent, ce mercredi, au Pendjab. Douze heures avant le début du scrutin, deux bombes, camouflées dans des gâteaux, ont explosé à Ludhiana, au Pendjab, sans faire de blessés mais endommageant un commissariat de police et six magasins.

De notre envoyé spécial

Amritsar. — Regardez-moi ça, bougonne le solide paysan sikh, debout sur sa charrette à mules, on dirait la guerre... C'est, certes, 150 000 hommes en armes dans une région à peine plus grande que la Suisse, ça ne passe pas inaperçu. Surtout si les ordres sont de s'exhiber : aux carrefours, sur les marchés, autour des temples hindous et des dômes blancs du sikhisme, dans les campagnes entre les mosquées de blé, de maïs et de rizières, dans les villages abrutis de soleil et le long des routes, dans les halls de marbre des hôtels et autour des bâtiments administratifs, tout le long de la frontière et près des centrales électriques.

Partout. A pied, à cheval, en jeep, en camion, à bicyclette, de tous côtés des uniformes. Vieux fusil En-

lent par eux-mêmes, et la plupart, prudents, n'ont pas manqué de s'adjoindre les services de pistoleros, d'anciens militaires surtout, pour la durée de la campagne. Celle-ci est un peu morte, forcément, car les meetings publics sont rares et les traditionnelles fanfares fortement déconseillées. En fait, l'essentiel de l'activité politique se déroule à huis clos, dans des salons de thé, dans les résidences privées et, malgré l'interdiction, dans les temples sikhs.

Pour le reste, l'information du public est assurée par voie d'affiches et de haut-parleurs. Tous ceux, sans exception, qui veulent approcher les candidats sont soumis, plutôt deux fois qu'une, à des fouilles corporelles. Et quelques semaines, les autorités ont délivré près de cent mille permis de port d'armes qui viennent s'ajouter au quart de million déjà détenu dans l'Etat — le plus martial de l'Inde. Le 25 septembre, il y aura treize mille armes au Pendjab et trois millions d'armes à feu (estimation policière) pour les protéger !, résume un journaliste d'Amritsar. Les terroristes n'ont qu'à bien se tenir !

Depuis l'ouverture de la campagne, le 10 septembre, près d'un millier de « suspects » ont été arrêtés : des quantités d'explosifs ont été saisies. Les raids de sécurité se sont multipliés dans toutes les villes et tous les villages de l'Etat, et aussi à Delhi, en Haryana et au Cachemire voisins. Rêve n'est pas à l'assassinat. Ne vous laissez pas impressionner, a répété du haut de sa cage de verre antiballes le premier ministre,

à boycotter, pour ne pas empoisonner ce que ses supporters appellent la « trahison du Sant Longowal », l'ancien président de l'Akali Dal officiel, assassiné par des extrémistes le 20 août.

Et puis, de l'autre côté, il y a l'Akali Dal précisément, le vrai, qui fait campagne sur le nom du « Sant » assassiné, et le Congrès-I, qu'il faudra bien rebaptiser du nom de Rajiv si l'on veut être réaliste. Adversaires dans l'arène électorale, les deux grands partis du Pendjab sont, en fait, liés depuis le 25 juillet par l'accord, signé à New-Delhi, entre Rajiv et Longowal, ce « compromis historique » qui mettait théoriquement fin à la confrontation en officialisant le règlement progressif des principales revendications non autonomistes de la secte. Les deux partis s'étaient engagés à tout faire pour en concrétiser, au plus vite, les principaux points.

Un accord secret ?

Rien n'a changé, et le Congrès, comme l'Akali, foute aujourd'hui campagne — pour l'accord de Delhi. Les différences entre les deux programmes tiendraient sur un timbre-poste. « Ce n'est plus une élection, c'est une rencontre amicale », s'écrient les adversaires des deux concurrents. De fait, on n'aura jamais vu un chef de parti indien vanter autant les qualités humaines et le « noble sacrifice » de feu le leader de son rival.

« Le Sant Longowal est mort pour l'unité de l'Inde, l'amitié hindou-sikh et la prospérité du Pendjab », s'est exclamé Rajiv Gandhi à toutes ses apparitions publiques. Et d'inviter son parti à s'abstenir de toute vituperation contre les Akalis, au grand dam des caciques du Congrès. La rumeur, tenace, qui court le pays est

la suivante : convaincu que le Pendjab ne saurait retrouver la paix qu'avec les Akalis au pouvoir, Rajiv Gandhi aurait passé un accord secret avec Longowal : « Mettez fin à l'agitation qui permet aux terroristes d'agir, et je vous promets une victoire facile aux élections ». Le premier ministre lui-même a dû démentir pareil arrangement.

De fait, si des candidats de grand renom ont été écartés au profit de novices dans nombre de circonscriptions (1), et si les notables de

l'Akali n'ont eu face d'eux que des adversaires négligeables, le Congrès a tout de même veillé à proposer plus de 60 % de candidats sikhs aux suffrages des Pendjabis. Arithmétique électorale ubique.

Prise à contre-pied, l'organisation politico-religieuse a d'ailleurs fait un effort dans le même sens : pour parer aux accusations de sectarisme, dix candidats hindous, un musulman et même un chrétien se présentent sur les listes des Akalis. Une « première » qui ne passe pas inaperçue,

même si le parti demeure, avant tout, celui du sikhisme en crise.

Et si, malgré tous ces efforts, les Akalis ne parviennent pas à remporter seuls la victoire, peut-il y avoir cohabitation avec le Congrès au pouvoir local ? « On verra », répond Rajiv Gandhi. La paix dans l'Etat des sikhs vaut bien un compromis électoral, se dit-on à Delhi.

PATRICE CLAUDE.

(1) Environ 80 candidats sur 117 sont des nouveaux venus.

Les six millions d'électeurs sikhs se rendront-ils aux urnes en dépit des violences et des appels au boycottage ?

field sur l'épaule, revolver sur la hanche ou pistolet mitrailleur au poing, l'essentiel est de se montrer, d'impressionner, de rassurer. Exceptionnellement la surveillance de la frontière avec le Pakistan est commandée, depuis une semaine, par l'armée régulière, en alerte dans ses casernes. Le couvre-feu a été décrété tout le long des 3 700 kilomètres. Les soldats ont ordre de tirer à vue sur les contrevenants.

Jusqu'ici, ce sont surtout les contrebandiers (or, héroïne et alcool), ainsi que les immigrants pakistanais et bangladaïses qui en font les frais. C'est le cas à Ken Kheran, ville frontalière à 60 kilomètres au sud-ouest d'Amritsar, la ville du Temple d'or : une rue défoncée, des huttes de boue séchées, et des cochons noirs dans les égouts à ciel ouvert. « On a arrêté quinze immigrants illégaux hier, et une bande de contrebandiers est tombée dans une de nos embuscades », raconte le commandant Sain Dass, des Border Security Forces. Ils ont eu un mort et on a pu récupérer 95 kilos d'or. Mais des terroristes, non, on n'en a pas vu par ici.

Ken Kheran est pourtant réputé soutenir les extrémistes. C'est à quelques kilomètres de là qu'une vingtaine d'hindous, innocents passagers d'un autobus, se sont fait massacrer l'an dernier par des terroristes sikhs. Leur crime accompli, les meurtriers, paraît-il, sont passés du côté pakistanais. On craint qu'ils ne reviennent, eux ou d'autres. On craint les infiltrations de terroristes « sikhs ou pseudo-sikhs », comme dit M. Rajiv Gandhi, cotraînés, dixit encore le premier ministre, par le voisin musulman. On craint surtout que ceux qui veulent l'indépendance du Sikhistan (ou Khalistan), et qui sont encore 2 000 ou 3 000 au Pendjab même, n'aient les services de renseignement, ne passent à l'action sanglante. D'où ces élections à l'ombre des fusils.

Candidats « sérieux » ou « fantaisistes »

Jusqu'au début du mois, la règle électorale voulait que la consultation soit annulée si un seul candidat dépassait pendaot la campagne. M. Rajiv Gandhi, qui tient par-dessus tout à ce qu'elle ait lieu, a changé cela. Dorénavant, les décès de candidats indépendants ne comptent plus : « Beaucoup sont des fantaisistes », explique-t-il. Les élections ne seront reportées que si vient à disparaître le candidat d'un « parti reconnu ». Objectif de la réforme : couper l'herbe sous le pied des terroristes boycottant ceux qui pourraient être politiciens vus, histoire de renvoyer la compétition aux calendes grecques.

Le nombre de candidats « sérieux », dignes d'une protection rapprochée, est ainsi ramené de 863 à environ 300. Les autres se débrouil-

lont nombreux mercredi. Tout est là.

Les 6 millions d'électeurs sikhs du Pendjab acceptent-ils de braver le terrorisme et d'enterrer enfin le sabre de guerre pour se rendre aux urnes ? Ou céderont-ils à la menace physique, écouteront-ils les appels au boycottage lancés par les plus extrémistes ? Telle est, pour l'Inde, la seule question qui vaille. Chacun, co définitive, se moque un peu de savoir qui, du Congrès-Indira ou de l'Akali Dal (la première organisation politico-religieuse des sikhs) l'emportera. « Dans les deux cas, s'il y a ou au moins 60 % de participation, dit-on dans les deux camps, ce sera la victoire de la démocratie sur le terrorisme. »

La grande perdante...

Les dernières élections dans cet Etat-poudrière remontent à plus de cinq ans et s'étaient soldées par l'éclatante victoire d'Indira Gandhi (63 sièges de l'assemblée locale sur 117). Cette fois pas un mot d'elle, pas une citation, pas un seul portrait sur les murs. La grande perdante de cette consultation, s'il en faut déjà une, c'est elle. Pour le reste, le pronostic est hasardeux. D'un côté il y a le vieux « Baba », Joginder Singh, un octogénaire trépassé qui, par-delà la mort, cherche à établir avec Bhindranwale, son fils, tué à la tête de ses disciples au Temple d'or, un lien, qui était plus que tenu de son vivant. Le fils d'Indira Gandhi contre le père de Bhindranwale : une vieille affaire de famille en quelque sorte, mais dont l'issue dictera le sort, non seulement d'une secte de 15 millions d'individus, mais aussi, peut-être, du pays tout entier.

Président de l'United Akali Dal, une brancbe dissidente plutôt extrémiste et autonomiste de la célèbre organisation sikh, le « Baba », comme on l'appelle affectueusement au Pendjab, n'a ni vision ni programme. Mais il est respecté « parce qu'il est vieux, qu'il est le père, et qu'on le croit manipulé par les jeunes excités de la fédération des étudiants sikhs », explique un cadre de l'Akali Dal ancien. Peut-être ne représente-t-il pas grand monde, mais aucun politicien pendjabî ne peut se permettre d'attaquer publiquement une « barbe blanche » de si grand renom.

Alors le vieillard va librement, de village en village, porter la bonne parole. Il parle du Vadda Ghalu Gharu, le « grand massacre » des sikhs, perpétré par les hindous après l'assassinat d'Indira Gandhi et « dont les coupables sont toujours en liberté, tandis que des milliers de jeunes sikhs innocents sont en prison ». Il parle « des souffrances et des humiliations » subies par les milliers de soldats sikhs qui avaient déserté pendant le « grand massacre », et dont la plupart sont en prison ou exclus de l'armée. Bref il appelle les 6 millions d'électeurs sikhs

VALIDATION
Tous les
Mardi, Mercredi
et Jeudi
DES BULLETINS
LOTO SPORTIF
on joue, on marque, on gagne!



LA RENAULT 25 VOUS INVITE A LA GRANDE CASCADE.

Renault est heureux de vous accueillir à la Grande Cascade du Bois de Boulogne, pour vous faire essayer la Renault 25 dans la version de votre choix. De la Renault 25 TS à la Renault 25 Limousine V6 Turbo, 16 versions essence ou diesel pour vous séduire sur le thème de l'exigence absolue.

Du lundi 23 au dimanche 29 septembre, à la Grande Cascade du Bois de Boulogne. Le lundi de 11 à 18 heures, du mardi au samedi de 10 à 19 heures, le dimanche de 10 à 18 heures. Si vous souhaitez prendre un rendez-vous pour un essai, téléphonez au numéro vert : 16.05.25.1986.



RENAULT présente elf

ASIE

Chine

UN SUCCÈS POUR M. DENG XIAOPING

La conférence nationale du parti a annoncé un recentrage de la politique des réformes

De notre correspondant

Pékin. — La nouvelle composition des organes dirigeants du PC chinois consacre le succès de M. Deng Xiaoping. Après avoir obtenu le départ de dix « vétérans », il fait entrer au bureau politique six responsables relativement jeunes. La moyenne d'âge des membres du bureau politique est ainsi passée de soixante-seize à soixante-neuf ans. Au comité permanent de cet organisme, l'âge moyen restait néanmoins de soixante-dix-huit ans. La nouvelle génération, entrée en masse au comité central dimanche, fait donc son apparition au Politburo et, plus encore, au secrétariat du comité central.

Les nouveaux hommes ont presque tous une formation universitaire, l'un des critères indispensables, avec l'« intégrité politique », mais aussi le patronage de M. Deng. Deux d'entre eux apparaissent déjà comme destinés aux plus hautes fonctions : M. Hu Qili — ancien collaborateur du secrétaire général du PC, M. Hu Yaobang, quand celui-ci dirigeait les Jeunesses communistes, — que, la semaine dernière, M. Deng a pratiquement présenté comme son dauphin ; M. Li Peng, le plus proche adjoint du premier ministre, et qui apparaît de plus en plus comme son héritier présumé. Ce sont tous des civils, alors que des dix démissionnaires du politburo étaient des militaires. Les trois qui y restent ont déjà de loin dépassé l'âge de la retraite.

PÉKIN AUTORISERA L'INSTALLATION DE CERTAINES SES INSTALLATIONS NUCLÉAIRES

Vienne (Reuters). — La Chine a annoncé, mardi 24 septembre, son intention d'ouvrir certaines de ses installations nucléaires civiles à l'inspection de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA). « Le gouvernement chinois a décidé de proposer volontairement de placer certaines de ses installations nucléaires civiles sous le contrôle de l'AIEA le moment venu », a déclaré le délégué chinois Zhou Ping au cours de la conférence annuelle de l'AIEA.

La Chine était la seule des cinquante-quatre possédant l'arme nucléaire à n'avoir pas soumis ses réacteurs civils aux contrôles de l'AIEA. Tels qu'ils sont pratiqués aux États-Unis, en France, en Grande-Bretagne et, depuis le mois dernier, en Union soviétique. L'annonce chinoise, qui a surpris les autres délégations, renforce l'autorité de l'AIEA, qui s'efforce d'empêcher tout détournement à des fins militaires de la production d'énergie nucléaire civile. Elle vise aussi à accroître la confiance de la communauté internationale à l'égard de Pékin. « Cette décision s'inscrit dans le cadre de la politique étrangère indépendante de la Chine », a indiqué M. Zhou. « Elle ne résulte pas de négociations bilatérales ».

Le rôle de l'armée, dont on connaît l'opposition aux réformes de M. Deng, en particulier quand ce dernier réduit ses crédits et son prestige, n'a jamais été aussi limité dans l'histoire du PCC et dans la vie politique chinoise. Signe du peu d'importance accordée à la chose militaire dans la politique de modernisation du pays, mais qui risque de créer un mécontentement durable parmi les officiers quand

Le numéro un chinois a assuré la promotion de ses hommes de confiance, mais il admet la nécessité de corriger les dérives résultant de sa politique de réformes.

M. Deng ne sera plus là pour tenir en main la commission militaire du parti.

Mais succès ne veut pas dire triomphe. M. Deng Xiaoping conforte sa majorité, il n'a pas fait table rase. Resterait encore en place les témoins du conservatisme, comme MM. Chen Yun et Hu Qiaomu, mais aussi des personnalités comme MM. Li Xiangmin, le chef de l'État, Peng Zhen, le président du Comité central, qui l'emprunt de M. Deng semble le plus solide. Mais M. Deng Liang, chef de la propagande jusqu'à l'été dernier, et qui avait conduit la campagne contre la « pollution spirituelle », y conserve son poste.

Y a-t-il en compromis ou affrontement entre M. Deng et ceux qui, comme l'économiste Chen Yun, estiment qu'il va trop vite, menaçant ainsi les fondements mêmes du régime ? Il est malaisé d'avoir des certitudes à cet égard, peut-être M. Deng a-t-il estimé que, plutôt que d'affronter certains problèmes de face, mieux valait attendre le prochain congrès, en 1987, en espérant que d'ici là, le temps ayant fait son œuvre, quelques vieillards irascibles auront été « rejoindre Marx ». Avec le risque, néanmoins, que lui-même, qui n'est plus tout jeune non plus, les accompagne. Le numéro un chinois est cependant optimiste dans ce domaine et n'a visiblement ni l'intention de décaler et de passer la main au secrétaire général actuel, particulièrement terre pendant les récentes réunions, ni de céder le pas à M. Chen Yun, son principal contestataire, qui avait l'air bien fatigué à la tribune.

Les rönchonnements de M. Chen Yun

Dans l'ensemble, ces deux plénums et cette conférence du PCC tenus au pas de charge en l'espace d'une semaine ont confirmé, s'il en était besoin, la prééminence de M. Deng. Non seulement il a placé ses gens et s'est débarrassé d'opposants ou de bois mort, mais c'est lui qui a énoncé, lundi, les grandes orientations de la politique à suivre par le parti.

Dans son discours-programme M. Deng a en effet donné le ton

pour les années à venir, avec, en base continue, les rönchonnements de M. Chen Yun, pour qui tout va toujours trop vite et trop loin. Mais les divergences quo l'on a pu constater portaient essentiellement sur l'application de réformes qui semblaient tolérées, bon gré mal gré, par le chef de file des conservateurs. Même s'il critique la situation dans l'agriculture, les médias et l'économie de marché, et regarde

de renforcer la discipline et de corriger sans faiblesse toutes les dérives issues des réformes. Il a même reconnu que certains maux, éliminés depuis la libération, en 1949, étaient réapparus. Renforcer la discipline serait inefficace sans un « renforcement du travail idéologique et politique ». M. Deng se plaint des « faiblesses idéologiques fondamentales » de certains cadres. Il est stupéfiant d'entendre le chef d'un PCC déclarer : « Je voudrais proposer une nouvelle obligation, l'étude de la théorie marxiste, non seulement pour les nouveaux cadres, mais aussi pour les anciens. Certains camarades pourraient répondre : « Nous sommes trop occupés avec la construction du pays et ce dont nous avons le plus besoin c'est de connaissances spécialisées et de gestion. Quelle utilité immédiate peut avoir l'étude de la théorie marxiste ? Camarades, c'est un malentendu. Le marxisme n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action ».

C'est donc à un recentrage que l'on vient d'assister. Recentrage en faveur de générations plus jeunes et mieux formées, mais aussi recentrage de la politique des réformes face aux oppositions et aux obstacles rencontrés. M. Deng, hier si pressé, reprend aujourd'hui à son compte le proverbe cité par M. Chen Yun : « Plus on se hâte, moins on avance vite ».

PATRICE DE BEER.

Les nouveaux promus au bureau politique

Six personnalités font leur entrée au bureau politique :

● M. TIAN JIYUN. — Né en 1929 dans le Shandong, responsable de questions financières et du Plan dans plusieurs provinces. Entré au comité central en 1982, il a été secrétaire général du gouvernement et est considéré comme l'un des nouveaux économistes du régime.

● M. QIAO SHI. — Né en 1924 dans le Zhejiang, a fait toute sa carrière dans l'appareil du parti. Il a dirigé, comme membre suppléant du secrétaire, le département des relations internationales du comité central de 1982 à 1983, avant de prendre, en 1984, la tête du département organisation.

● M. LI PENG. — Né en 1928 dans le Sichuan, a été le fils adoptif de Zhou Enlai. D'abord vice-ministre de l'industrie électrique puis de l'énergie, il est entré, en 1982, au comité central. Vice-premier ministre depuis 1983, il est particulièrement chargé des nouvelles technologies et de l'énergie, nucléaire notamment. Il a en outre reçu mission, en 1985, de superviser la réforme de l'éducation.

● M. WU XUEQIAN. — Né en 1921 à Shanghai, a milité dans les mouvements de jeunesse avant de disparaître pendant les années de la révolution

culturelle. Devenu, en 1978, responsable du bureau des relations internationales du PCC, il est entré, en 1982, au comité central et a été nommé la même année ministre des affaires étrangères. ● M. HU QILI. — Né en 1929 dans le Shandong, actif dans les Jeunesses communistes, il est accusé de « droïtisme » en 1968. Rupture à la fin des années 70, il a notamment été maire de Tianjin avant d'entrer en 1982 au secrétariat du comité central où il a été l'adjoint direct du secrétaire général, M. Hu Yaobang. Ingénieur diplômé de l'université de Qinghua à Pékin, il parle couramment l'anglais.

● M. YAO YILIN. — Né en 1917 dans l'Anhui, il a notamment été ministre du commerce dans les années 60. Cédant pendant la révolution culturelle, il entra cependant au comité central dès 1973 et comme membre suppléant au bureau politique en 1982. Vice-premier ministre, il préside en 1982 la commission du Plan, mais quitte cette dernière l'année suivante en raison, semble-t-il, des réserves qu'on lui prête sur la politique des réformes.

Trois de ces personnalités, MM. Qiao Shi, Tian Jiyun et Li Peng, deviennent en même temps secrétaires du comité central.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

● BUENOS-AIRES ACCUSE LA GRANDE-BRETAGNE DE COLONIALISME. — L'Argentine a accusé, lundi 23 septembre, la Grande-Bretagne de chercher à prolonger une situation anachronique et coloniale dans les îles Malouines. « En refusant systématiquement d'appliquer les résolutions des Nations unies sur les îles, le Royaume-Uni fait preuve de son opposition à la politique de décolonisation de l'ONU », a déclaré le ministre argentin des affaires étrangères, M. Dante Caputo, devant l'Assemblée générale des Nations unies. — (Reuters.)

Etats-Unis

● M. KISSINGER NE SOUHAITE PAS DE NÉGOCIATIONS S'IL ÉTAIT ENLEVÉ. — M. Henry Kissinger a déclaré, mardi 24 septembre, à New-York qu'il avait donné des instructions à la Maison Blanche pour que les autorités américaines ne négocient en aucun cas sa libération si jamais il était enlevé par des terroristes. L'ancien secrétaire d'Etat américain a fait cette déclaration au cours d'un symposium consacré à la couverture par la presse américaine de la prise d'otages du Boeing de la TWA à Beyrouth en juin. « Fondamentalement, le refus est d'adopter une position refusant toutes négociations et toutes concessions », a dit M. Kissinger. — (AFP.)

Italie

● M. ENZO TORTORA VA DÉMISSIONNER DE SON MANDAT EUROPÉEN. — M. Enzo Tortora, député européen du Parti radical italien depuis un an, a annoncé, mardi 24 septembre, à Bruxelles, sa démission du Parlement de Strasbourg. « Presque tout de suite au début de l'année », a déclaré un porte-parole du ministre turc des affaires étrangères. Le bâtiment soviétique avait été dévot de sa route à cause de la mauvaise visibilité. Le navire turc a été sérieusement endommagé, mais n'a pas coulé. Les autorités turques ont affirmé que les membres de l'équipage avaient été sauvés. — (AFP.)

Tunisie

● L'AMIRAL LEENHARDT A TUNIS. — L'amiral Yves Leenhardt, chef d'état-major de la marine française, qui effectue une visite de trois jours en Tunisie, devait être reçu, ce mercredi 25 septembre par le président Bouguiba et le premier ministre.

M. Mohamed Mzali. L'amiral Leenhardt s'est entretenu mardi avec le ministre de la défense, M. Shabbane Baly, auquel, selon l'agence Tunis-Afrique Presse, il a renouvelé l'expression de la détermination du gouvernement français à consolider davantage sa coopération militaire avec la Tunisie. La coopération entre les deux marines s'exerce principalement dans les domaines de la formation des cadres et de la fourniture de matériel. — (Corresp.)

● MENACES LIBYENNES. — Dans une allocution prononcée mardi soir 24 septembre, à Monastir, à 160 kilomètres au sud de Tunis, M. Mohamed Mzali, premier ministre tunisien et ministre de l'Intérieur, a révélé qu'une nouvelle menace de « recourir à la force » a été brandie par l'ambassadeur de Libye à Tunis, convoqué dans la journée au ministère des affaires étrangères pour y recevoir une note de protestation à la suite de la violation, la veille, de l'espace aérien par quatre avions militaires libyens. L'ambassadeur, selon M. Mzali, a répondu que cette incursion « n'était qu'un avertissement » avant que Tripoli « ne mette à exécution sa menace de recourir à la force » pour faire cesser la « campagne de presse tunisienne » contre son pays. Le 22 août, la Libye avait déjà envisagé un recours. — (AFP.)

Turquie

● COLLISION ENTRE UN BATEAU SOVIÉTIQUE ET UN NAVIRE TURC. — Un navire de la marine nationale turque a été éperonné, mardi 24 septembre, par un bâtiment auxiliaire de la flotte soviétique, à la sortie du Bosphore sur la mer de Marmara, au sud d'Istanbul. La collision s'est produite en raison du brouillard, a déclaré un porte-parole du ministre turc des affaires étrangères. Le bâtiment soviétique avait dévié de sa route à cause de la mauvaise visibilité. Le navire turc a été sérieusement endommagé, mais n'a pas coulé. Les autorités turques ont affirmé que les membres de l'équipage avaient été sauvés. — (AFP.)

URSS

● VISITE DE M. JANOS KADAR. — Le secrétaire général du PC hongrois, M. Janos Kadar, est arrivé, mardi 24 septembre, à Moscou, pour une « visite de travail et d'amitié ». Il s'agit de la première visite à Moscou de M. Kadar depuis l'accession au pouvoir de M. Mikhaïl Gorbatchev. — (AFP.)

ECOLE DE GESTION DE PARIS

ADMISSIONS ANNÉE 85-86

INFORMATIONS - INSCRIPTIONS ET CENTRE DE CONCOURS

Mme BEN BAH E.G.P.

3, Impasse Royer Collard

Paris 75005 (métro: Luxembourg)

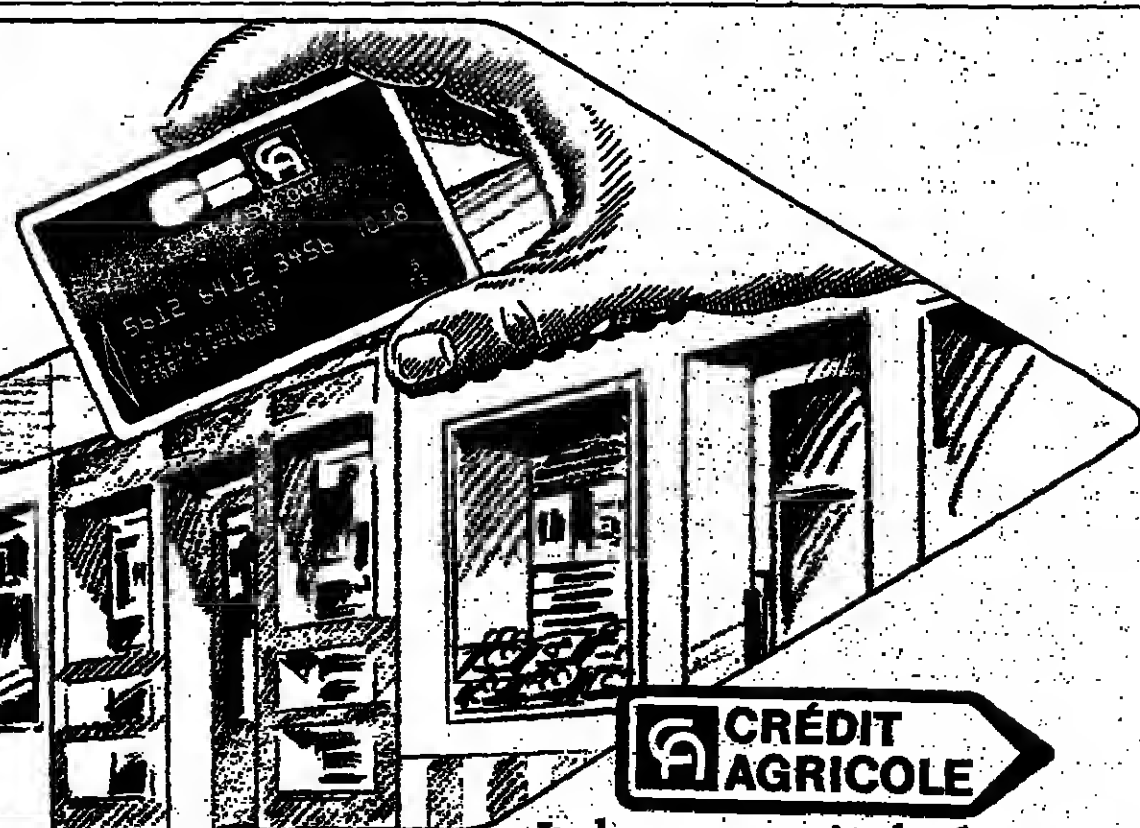
Tél. (1) 325.63.91

Association d'éducation à but non lucratif
Établissement Libre d'Enseignement Supérieur

7 grammes de bon sens et toutes les portes s'ouvrent... ou presque.

Faire compliqué quand on peut faire simple, ça n'a pas de sens. Bientôt, partout en France, une seule carte suffira pour régler vos achats chez de très nombreux commerçants. Avec la nouvelle carte du Crédit Agricole, ils vous feront confiance et vous réserveront le meilleur accueil. Alors si vous voulez les 7 grammes de bon sens qui ouvriront pratiquement toutes les portes, poussez la porte du Crédit Agricole.

Nouvelle carte du Crédit Agricole.



CRÉDIT AGRICOLE

Le bon sens près de chez vous.

هكذا من الأصل

ica
La réussite en...
• ACTION
• COMPTABILITÉ
• COMMERCIAL
91, rue de France
Tél. (1) 325.63.91

TRAVERS LE MONDE

Argentine
Buenos Aires, 25 sept. (AFP) - Les élections législatives ont eu lieu dimanche 22 septembre. Le Front pour la liberté (FRL) a remporté la victoire, obtenant 125 sièges sur 255. Le FRL est une coalition de droite, menée par le général Borge. Le Front pour la victoire (FV), une coalition de gauche, a obtenu 130 sièges. Les élections ont été marquées par une violence extrême, avec de nombreuses victimes.

France
Paris, 25 sept. (AFP) - Le ministre de l'Intérieur, Jean Follor, a annoncé que le gouvernement envisageait de créer un nouveau ministère de la Sécurité intérieure, regroupant les services de police, de gendarmerie et de sécurité nationale.

Italie
Rome, 25 sept. (AFP) - Le président de la République, Sandro Pertini, a reçu dimanche le pape Jean-Paul II. Les deux hommes ont eu une conversation cordiale, marquée par une atmosphère de respect mutuel.

Espagne
Madrid, 25 sept. (AFP) - Le gouvernement espagnol a annoncé qu'il envisageait de modifier la loi de amnistie, afin de permettre la poursuite de certaines affaires liées à la guerre civile.

Grèce
Athènes, 25 sept. (AFP) - Le gouvernement grec a annoncé qu'il envisageait de modifier la loi de amnistie, afin de permettre la poursuite de certaines affaires liées à la guerre civile.

Allemagne
Berlin, 25 sept. (AFP) - Le gouvernement allemand a annoncé qu'il envisageait de modifier la loi de amnistie, afin de permettre la poursuite de certaines affaires liées à la guerre civile.

Autriche
Vienne, 25 sept. (AFP) - Le gouvernement autrichien a annoncé qu'il envisageait de modifier la loi de amnistie, afin de permettre la poursuite de certaines affaires liées à la guerre civile.

Belgique
Bruxelles, 25 sept. (AFP) - Le gouvernement belge a annoncé qu'il envisageait de modifier la loi de amnistie, afin de permettre la poursuite de certaines affaires liées à la guerre civile.

Canada
Ottawa, 25 sept. (AFP) - Le gouvernement canadien a annoncé qu'il envisageait de modifier la loi de amnistie, afin de permettre la poursuite de certaines affaires liées à la guerre civile.

États-Unis
Washington, 25 sept. (AFP) - Le gouvernement américain a annoncé qu'il envisageait de modifier la loi de amnistie, afin de permettre la poursuite de certaines affaires liées à la guerre civile.

Union soviétique
Moscou, 25 sept. (AFP) - Le gouvernement soviétique a annoncé qu'il envisageait de modifier la loi de amnistie, afin de permettre la poursuite de certaines affaires liées à la guerre civile.

Chine
Pékin, 25 sept. (AFP) - Le gouvernement chinois a annoncé qu'il envisageait de modifier la loi de amnistie, afin de permettre la poursuite de certaines affaires liées à la guerre civile.

Japon
Tokyo, 25 sept. (AFP) - Le gouvernement japonais a annoncé qu'il envisageait de modifier la loi de amnistie, afin de permettre la poursuite de certaines affaires liées à la guerre civile.

Inde
New Delhi, 25 sept. (AFP) - Le gouvernement indien a annoncé qu'il envisageait de modifier la loi de amnistie, afin de permettre la poursuite de certaines affaires liées à la guerre civile.

Indonésie
Jakarta, 25 sept. (AFP) - Le gouvernement indonésien a annoncé qu'il envisageait de modifier la loi de amnistie, afin de permettre la poursuite de certaines affaires liées à la guerre civile.

Malaisie
Kuala Lumpur, 25 sept. (AFP) - Le gouvernement malaisien a annoncé qu'il envisageait de modifier la loi de amnistie, afin de permettre la poursuite de certaines affaires liées à la guerre civile.

Philippines
Manille, 25 sept. (AFP) - Le gouvernement philippin a annoncé qu'il envisageait de modifier la loi de amnistie, afin de permettre la poursuite de certaines affaires liées à la guerre civile.

Singapour
Singapour, 25 sept. (AFP) - Le gouvernement singapourien a annoncé qu'il envisageait de modifier la loi de amnistie, afin de permettre la poursuite de certaines affaires liées à la guerre civile.

Taiwan
Taïpei, 25 sept. (AFP) - Le gouvernement taiwanais a annoncé qu'il envisageait de modifier la loi de amnistie, afin de permettre la poursuite de certaines affaires liées à la guerre civile.

Thaïlande
Bangkok, 25 sept. (AFP) - Le gouvernement thaïlandais a annoncé qu'il envisageait de modifier la loi de amnistie, afin de permettre la poursuite de certaines affaires liées à la guerre civile.

Vietnam
Hanoi, 25 sept. (AFP) - Le gouvernement vietnamite a annoncé qu'il envisageait de modifier la loi de amnistie, afin de permettre la poursuite de certaines affaires liées à la guerre civile.

Yugoslavie
Belgrade, 25 sept. (AFP) - Le gouvernement yougoslave a annoncé qu'il envisageait de modifier la loi de amnistie, afin de permettre la poursuite de certaines affaires liées à la guerre civile.

BOULE DE GESTION DE P... ADMISSIONS ANNÉE 85-86

BOULE DE GESTION DE P...
ADMISSIONS ANNÉE 85-86
E.G.P.

CREDIT AGRICOLE
Le bon moyen pour...

Les progrès discrets de la téléphonie

PERDUE entre télématique et fibre optique, la téléphonie française s'éclaircit discrètement la voix. Un téléphone de voiture fiable véritablement national, des combinés qui affichent leurs comptes, un téléphone public d'intérieur : peu de nouveautés françaises au SICOB 85, mais des petits trucs pour rendre le téléphone encore un peu plus familier.

On le disait tout haut, le téléphone de voiture en France, ce n'était pas ça : 12 000 abonnés, au lieu de 60 000 en Grande-Bretagne, le retard était important, sans compter la mauvaise qualité du service. Les adeptes du « téléphone roulant » ne pouvaient que se plaindre de la faiblesse des portées et du parasite

simplement interdit de les commercialiser.

« Le marché grand public n'existait pas avant l'introduction massive de combinés asiatiques », explique M. René Callard, directeur commercial de HPF, deuxième constructeur français de postes téléphoniques (2). « Ce sont eux qui ont suscité le besoin. Le marché existe maintenant, et, le 1^{er} novembre, nous serons les seuls avec nos postes agréés. »

D'où la recherche de nouveaux looks de combinés, après étude ergonomique. Look « bureau » : combiné rectangulaire pour être stable à plat sur une table, coudé judicieusement pour loger le médium et laisser le petit doigt retomber près

Pas de nouveautés surprenantes mais un affinement des matériels et surtout des procédures

lage fréquent réunissant malencontreusement deux voitures coincées côte à côte dans un embouteillage.

Or, malgré un coût relativement élevé (30 000 à 32 000 F hors taxes l'équipement d'un mobile) et une clientèle bien ciblée (hommes d'affaires, médecins, hommes politiques...), les listes d'attente pour l'obtention d'une fréquence ne faisaient que s'allonger dans les grandes villes (Paris, qui regroupe la moitié des abonnés, Lille, Lyon et Marseille).

Le Radiocom 2000, téléphone de voiture nouvelle version, viendra en fin d'année à la rescousse de tout ce monde. La principale nouveauté présentée par les télécoms au SICOB 85 aura pour fonction de porter à 135 000 le parc de ce matériel et de couvrir 85 à 90 % du territoire. Elle pourra également être utilisée comme réseau d'entreprise raccordé au réseau public (1).

Le glas du « Made in Taiwan »

L'amélioration de la capacité d'accueil correspondra aussi à une amélioration de la qualité du service grâce à sa conception de type cellulaire (le territoire étant quadrillé par des relais couvrant 15 à 30 km de rayon). L'opération débute en novembre à Paris et en Ile-de-France, en décembre pour les Pays de la Loire, et s'étendra progressivement aux autres régions jusqu'en 1990. Elle fera des heureux, car son installation devrait être accompagnée d'une baisse des prix de l'abonnement (déjà amorcée en août dernier) afin de s'aligner sur les tarifs internationaux.

Pour les professionnels en mal de coups de fil, on signalera l'extension de la gamme des répondeurs. Ceux-ci deviendront « multilignes » et diffuseront des messages différents. Le support magnétique, lourd à manier, est de plus en plus remplacé par le stockage numérique des messages. Les services qui sont fréquemment appelés (15 000 à 20 000 appels par jour pour la météo...) ont déjà recours depuis deux ans à l'audiophone. Conçu par la société Dinova, cet appareil permet maintenant d'alterner parole et messages vidéotex.

Enfin rien de vraiment surprenant parmi les nouveaux déviateurs d'appel, autocommutateurs (standards), systèmes Eurosignal ou téléphoniques.

Frémissement en revanche du côté des constructeurs français de postes téléphoniques. On attend là de pied ferme le 1^{er} novembre, qui sonnera le glas du « made in Taiwan ». A cette date, non seulement il sera interdit de se servir de postes non agréés par les PTT, mais il sera tout

du micro sur une touche « secret » autorisant les commentaires off the record. Look féminin : les dames apprécieront le Lady, aux courbes délicates, commercialisé par HPF.

La société Sodoca s'est penchée sur le premier clavier à touches élastomères, plus fiable, plus résistant, plus agréable au toucher. Getel propose le téléphone qui affiche ses comptes, le GS63 (prix public : 1800 F) et qui écrit de parler pour ne rien dire. On ne compte plus les téléphones destinés à mettre au placard le bon vieux carnet d'adresses. Certains mémorisent même les noms de vos correspondants (AlphaX de GEE).

Quant au look « public » des téléphones, la DGT, en lutte contre la fraude et le vandalisme (3), a choisi un nouveau type de publiphones à monnaie, le TE 80. Robuste, à touches, il s'incite pas au « tabassage », courant en cas de non-fonctionnement. Expérimenté à Nantes, cet appareil a de suite fait ses preuves : les recettes ont augmenté de 50 % !

Le paiement par carte se généralise (75 000 cartes à mémoire ont été vendues par les PTT). Reste à découvrir le point-phon, un téléphone public d'intérieur destiné à remplacer 2 500 restaurants, salons de coiffure, stations-service, grands magasins, entreprises, etc. avant la fin de l'année (10 000 fin 1986, 50 000 à 60 000 dans cinq ans). Parfaitement adapté pour se placer sur un comptoir ou un bureau, il accepte indifféremment les pièces de 50 centimes, 1, 2, 5 ou 10 F. Ce matériel pourra en outre être exporté. Son utilisation dans un site protégé, son faible encombrement et son mode de fonctionnement - le locataire de l'appareil gère lui-même sa caisse et fixe la surtaxe qu'il désire appliquer - devraient séduire bon nombre d'utilisateurs et de commerçants.

Enfin, surprise : les PTT envisagent de changer les cabines « aluminium » situées sur la voie publique. Moins angossantes pour les claustrophobes, on sait qu'elles disposent de systèmes de fermeture mieux adaptés. Mais on discute encore de la couleur...

JEAN-MICHEL DUMAY.

(1) Il existe actuellement 30 000 réseaux privés, flottes de taxis, de médecins, etc. qui ne peuvent se raccorder au réseau public.

(2) Deuxième derrière Matra et devant Thomson, HPF est une société grenobloise qui emploie 700 personnes, spécialisée dans la fabrication de claviers et de combinés téléphoniques.

(3) Les 192 900 cabines publiques installées en France ont rapporté aux PTT 2 800 millions de francs en 1984. La fraude a coûté 250 millions de francs et le vandalisme 320 millions de francs.

SIEMENS

Un pas de plus en électronique

Siemens, premier européen, construit l'usine du futur pour la fabrication de la mémoire 1 Mégabit.

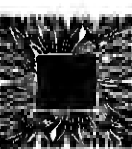
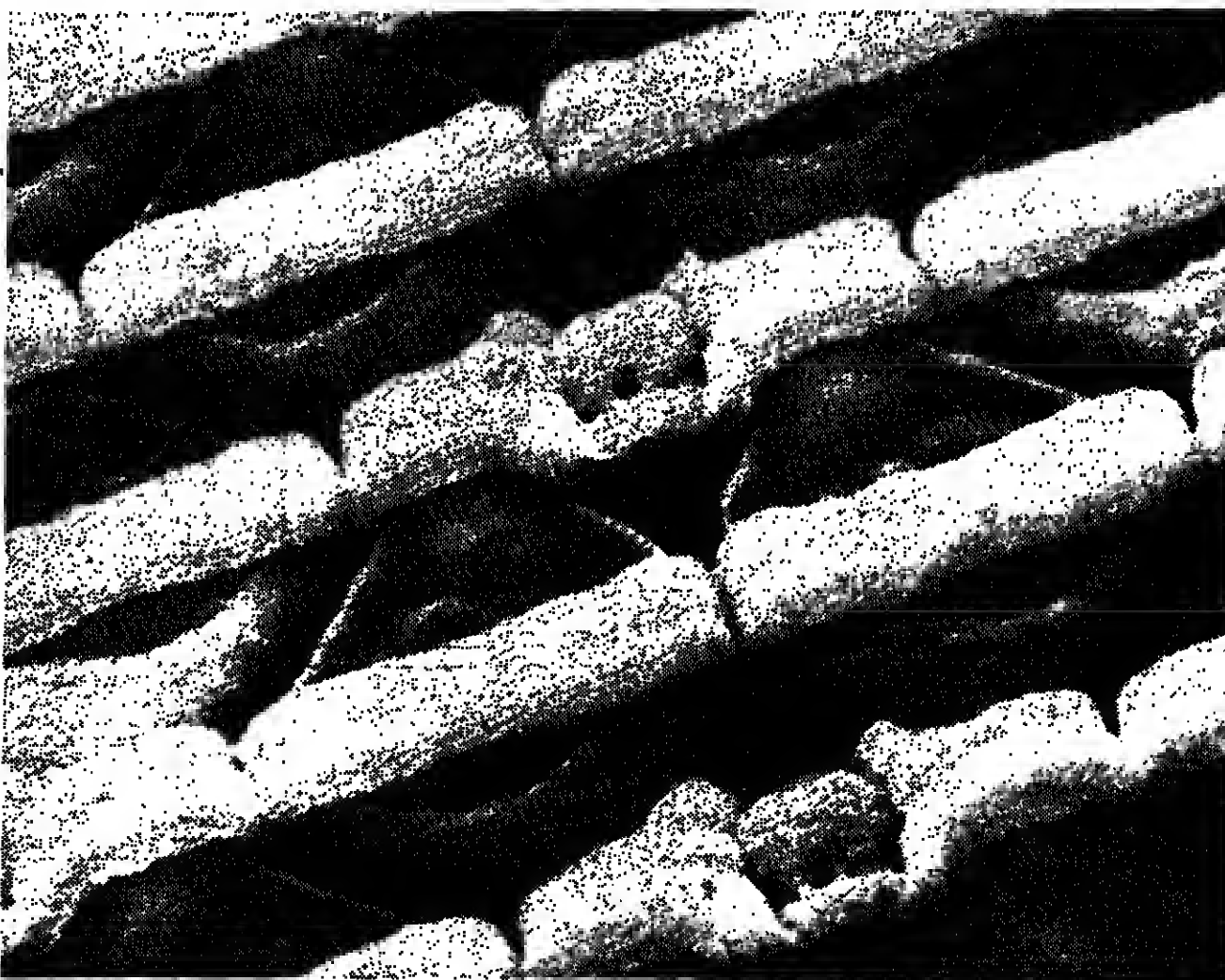
Les mémoires de grande capacité, d'un ou plusieurs mégabits, constituent le prochain grand défi de la microélectronique. La première génération - la mémoire 1 Mégabit - est en cours de développement et sera produite en série à partir de 1987 dans la nouvelle usine de Ratisbonne (RFA). Ce « super-chip » peut mémoriser jusqu'à 1 million de bits - soit le contenu de 64 pages de machine à écrire - sur un cristal de silicium de la taille d'un ongle.

La production de ces composants à très haute intégration, avec des structures inférieures ou égales au micron, exige une précision extrême, et une pureté encore jamais atteinte dans les salles blanches. Ainsi, un mètre cube d'air ne doit contenir, au maximum, que

10 particules de 0,0003 mm, soit 10 fois moins que pour la fabrication des mémoires de 256 K.

Les mégachips offrent des solutions nouvelles et plus économiques pour mémoriser, traiter et transmettre de grandes quantités d'information. La microélectronique est une technologie-clé d'aujourd'hui et Siemens est un des leaders dans cette technologie. Pour mieux servir ses clients et les clients de ses clients.

Siemens en France: 3 000 personnes - 20 agences - 3 usines - 2 milliards de Francs de C.A. dont 20% à l'export - 1 milliard de Francs d'achats à des firmes françaises.



L'innovation par la microélectronique.
Siemens.

icad

Institut Privé
des Attachés
de Direction

La réussite en entreprise

EN 2 ANS (BTS)

• ACTION COMMERCIALE •
• COMPTABILITÉ et GESTION D'ENTREPRISE •

3^e ANNÉE (à Option)

• COMMERCE INTERNATIONAL • P.M.E. •

DOCUMENTATION SUR DEMANDE

91, rue de l'Université • 75007 PARIS
Tél. (1) 551.23.90 et 555.71.69

économie

LE RAPPORT TADDEI SUR L'AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL

REPÈRES

Dollar : stable à 8,26 F

Le dollar est resté stable le 25 septembre, « sur un palier » disent les cambistes à 8,26 F dans les premières transactions entre banques à Paris (contre 8,2650 F en cotation officielle le 24 septembre) et à 2,71 DM. Après la légère reprise de mardi, les cambistes s'attendent plutôt à de nouveaux tests à la baisse avant la fin de la semaine ou échéance du mois et du trimestre les besoins de couverture devraient le faire se redresser légèrement. La stabilité actuelle intervient malgré des chiffres meilleurs que prévu des ventes de biens durables et d'inflation outre-Atlantique. Le Canada, par la voix de son ministre des finances, et M. Delors, président de la CEE, se sont félicités de la volonté des grands pays industrialisés de faire baisser le dollar. Enfin le deutschemark malgré d'excellents résultats du commerce extérieur ouest-allemand est resté relativement stable face au franc.

Tourisme : excédent record au premier semestre

Le solde positif — provisoire — de la balance touristique française a atteint le chiffre record de 15 milliards de francs, indique le ministère du commerce, de l'artisanat et du tourisme. Ce chiffre, s'il était confirmé, dépasserait le précédent record de 13,7 milliards de francs enregistré durant les six premiers mois de 1984. La ministre de tutelle, M. Michel Crépeau, avait affirmé, à plusieurs reprises, que le solde positif du tourisme devrait dépasser, cette année, les 30 milliards. Il avait atteint 27,7 milliards en 1984 et 8,1 milliards l'année précédente.

En un an (juin 1984-juin 1985) la dette extérieure de la France s'est accrue de 2 milliards de dollars

« Exprimé en francs, l'endettement extérieur à moyen et à long terme de la France s'est stabilisé », note le ministère de l'économie et des finances dans le communiqué publié avec les chiffres de la dette extérieure au 30 juin 1985. Ces chiffres, que nous avons publiés dans nos éditions d'hier, montrent effectivement, grâce à la baisse du dollar — revenu de 9,72 F au 31 décembre 1984 à 9,30 F en moyenne au 30 juin dernier — un faible accroissement de notre dette : 528,5 milliards contre 582,5 milliards de francs fin 1984. Mais en un an — du 30 juin 1984 au 30 juin 1985 — l'accroissement est plus sensible : il atteint 63 milliards de francs. Exprimée en dollars, la dette extérieure

passée de 55,2 milliards au 30 juin 1984 (dollar à 8,50 F) à 54,3 milliards au 31 décembre 1984 (dollar à 9,72 F) et à 57,2 milliards au 30 juin dernier (dollar à 9,30 F).

Ces évolutions ne prennent pas en compte le remboursement anticipé, en juillet, d'une partie — 650 millions de dollars — de l'emprunt contracté par l'Etat français en juin 1983 sur les marchés internationaux.

L'endettement net de la France — qui prend en compte ses créances sur les pays étrangers — est passé de 197 milliards de francs au 30 juin 1984 à 236,5 milliards de francs au 31 décembre 1984 et à 230 milliards de francs au 30 juin 1985.

Une « nouvelle » voie pour créer des emplois

Conjuguer la durée d'utilisation des équipements avec la diminution du temps de travail

Attendu comme l'Arlésienne, évoqué par M. Laurent Fabius au cours de l'émission télévisée « L'heure de vérité » du 4 septembre et même contesté avant d'être achevé, le rapport de M. Dominique Taddei s'est imposé dans le débat politique et social d'une manière curieuse : il était supposé connu et, cependant, il n'existait pas. Sous forme de deux lourds volumes, il vient enfin d'être remis au premier ministre. L'une au moins de ses recommandations pourrait faire l'objet d'une décision gouvernementale (voir encadré).

An point de départ de ce travail qui a soulevé tant de passions, une idée qu'on aurait qualifiée de lumineuse si les blocages de la vie sociale n'avaient, depuis des années et, plus encore, depuis l'échec des négociations sur la flexibilité en 1984, été

souvent à des contraintes techniques et qu'on ne passerait pas d'un seul coup d'une faible utilisation des équipements à leur exploitation en continu, ne serait-ce que pour des raisons d'environnement économique. Même la compensation salariale, cet épouvantail qui bloquait bien des discussions, ne serait plus un problème. Les gains de productivité atteints et l'abaissement des coûts unitaires de production en automatisant les tâches, permettant même, dans le cas des activités à « forte intensité capitaliste », que cette compensation soit totale.

Des branches entières — le cuir et la chaussure, le bois et le meuble, le textile et l'habillement, le matériel électrique et électronique, le verre — pourraient tirer profit de cet énorme potentiel. Enfin, les comptes publics et sociaux, ceux de la sécurité sociale et de l'INEDIC notamment, s'en trouveraient améliorés de 23 à 42 milliards après cinq ans selon les modèles, au point que l'on pourrait concéder des incitations financières pour engager le processus.

L'effet cannibale

Tout serait donc pour le mieux si quelques succès, parfois importants, ne submergeaient dans cette séduisante théorie que, du gouvernement au patronat, à défaut des syndicats, on ausculte avec un œil bienveillant. Les raisonnements économiques appliqués résistent bien à une analyse globale et montrent leurs bienfaits sur les comptes de la nation. Pour autant, et si les résultats positifs sont possibles au sein des branches concernées, on ne peut écarter le risque d'un « effet cannibale » des

mesures proposées, les entreprises qui ne pourraient suivre réduisant le bénéfice de ces mesures. On peut craindre aussi des conséquences perverses sur d'autres branches, par exemple celle des biens d'équipement. De même les simulations micro-économiques, pour juger de l'impact sur les entreprises, sont-elles satisfaisantes, mais la complexité des éléments à mettre en œuvre peut contrarier le bilan. Sur-tout, le rapporteur redoute le choix d'employeurs qui pourraient être amenés à déclasser plus vite leur vieux matériel, pour rentabiliser plus rapidement leur équipement le plus moderne et, dans l'investissement pas l'effet sur l'emploi ici, et chez les fournisseurs, en amont, serait alors contrarié, entre autres.

Mais là n'est pas le plus déficant. Pour fonctionner, le processus préconisé ne dépend pas de la volonté des pouvoirs publics mais est entièrement soumis au bon vouloir des partenaires sociaux qui devraient être capables de mener des « négociations gigognes » dans les branches et les entreprises, à la fois globales et le plus décentralisées possible pour intégrer toutes les modalités d'application. Non seulement ce sera long, à un moment où le gouvernement cherche à aller vite, mais cela s'avère une extraordinaire complexité. La politique contractuelle, potentiellement réhabilitée par ces propositions, n'est sans doute pas une mesure d'attente d'un tel niveau de sophistication.

Pour ces raisons, plusieurs observateurs ont déjà « enterré » le rapport Taddei, qui ne s'adresse pourtant qu'au secteur industriel. Quand on sait que le député socialiste s'est vu confier une deuxième mission pour étudier l'application des mêmes solutions au secteur tertiaire marchand et aux services publics, on imagine aisément qu'il n'est pas arrivé au bout de ses peines et que ses idées ne sont pas prêtes de se concrétiser.

ALAIN LEBEAUCHE

LES RECOMMANDATIONS

Négocier d'abord, légiférer rarement

En s'appuyant sur la politique contractuelle, le rapport Taddei formule deux recommandations : engager d'abord des négociations de branches pour une meilleure utilisation des équipements et la réduction du temps de travail ; encourager « simultanément » des négociations dans les entreprises pour définir les modalités concrètes.

Pour accompagner l'effort des partenaires sociaux, les pouvoirs publics devraient moins intervenir par un « toilettage » des textes réglementaires ou législatifs que trouver des moyens d'incitation. Financièrement, il s'agirait d'autoriser un amortissement accéléré des équipements qui, du fait de leur plus grande utilisation, subissent une usure plus rapide : l'avantage du taux minoré à 45 % de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, prévu par le projet de loi de finances pour 1986, pourrait être étendu aux entreprises qui feraient connaître un accord sur l'aménagement du temps de travail. Une diminution de la part salariale des cotisations sociales pourrait être accordée aux salariés qui accepteraient une réduction de la durée hebdomadaire du

travail, afin de compléter la compensation salariale. Enfin, et surtout, les aides publiques à l'investissement et à la modernisation pourraient être attribuées en priorité aux entreprises qui s'engageraient à négocier la durée d'utilisation des équipements et l'organisation du travail. Le recours à ces aides, déjà existantes, et dont le montant global atteint, selon les types retenus, de 25 à 30 milliards de francs, avait déjà été évoqué par M. Fabius lors de l'émission « L'heure de vérité ». Un prochain conseil des ministres pourrait en arrêter le principe.

Permi les interventions législatives et réglementaires, le rapport retient seulement la publication d'un décret d'application de l'ordonnance de janvier 1982, applicable à partir du 1^{er} janvier 1986, qui faciliterait le travail par roulement ou en relais. Il y ajoute la modification de l'ordonnance de 1982, qui autoriserait la création d'équipes de suppléance de fin de semaine — les fameux VSD, vendredi, samedi, dimanche — pour y substituer la recours aux équipes de trois jours, le vendredi ne donnant pas lieu à une surémunération.

toute capacité d'entente avec l'ensemble des partenaires. Plutôt que d'espérer la dilution du chômage dans une croissance retrouvée, ou de croire aux vertus solidaires du partage du travail sur fond de réduction du temps de travail, ne pouvait-on pas sortir du rêve et trouver une autre formule ? Par exemple, conjuguer la durée d'utilisation des équipements, pour les entreprises, et la diminution de la durée hebdomadaire, pour les salariés... Sur ces prémisses simples, qu'il n'est pas le premier à évoquer, M. Taddei, député socialiste du Var, en mission parlementaire, est arrivé à la conclusion que tous les objectifs économiques s'en trouveraient améliorés. On a, en fin de compte, plus de créations et d'emplois (de 289 000 à 365 000 créations après cinq ans, selon les cas) moins de déficits publics ou de déficit commercial, plus d'investissements et de productivité et, même, une progression du pouvoir d'achat pour les salariés considérés dans leur masse.

Que n'y avait-on pensé plus tôt ! Il suffirait pour cela que l'industrie commence à utiliser tout ou partie des 96 heures utiles d'une semaine, hormis la nuit et le dimanche, contre actuellement 46 heures dans le secteur manufacturier, 45 heures dans l'agro-alimentaire et même 40 heures dans le bâtiment. Il suffirait aussi que les salariés acceptent de travailler en deux équipes de 6 à 7 heures par jour pendant cinq jours ou encore fassent la semaine de quatre jours en trois équipes de 32 heures.

Sans chambardement

Tout cela pourrait se réaliser sans grand chambardement. Non seulement le code du travail est assez souple pour tolérer ce genre d'adaptation, mais les correctifs législatifs seraient à peine nécessaires pour modifier les décrets existants. Les limitations au travail de nuit, comme à celui du dimanche demeurent. M. Taddei fait en effet observer que leur pratique est liée

ENTREPRISES

Apple porte plainte contre son fondateur

La direction d'Apple, le constructeur californien de micro-ordinateurs, a porté plainte contre M. Steve Jobs, fondateur de l'entreprise en 1977. Elle l'accuse d'avoir « complété en secret » contre la société, en utilisant ses recherches et en détournant des ingénieurs de talent. M. Jobs, écarté de toute direction opérationnelle en juin, a démissionné de la présidence la semaine dernière. Il s'apprête à fonder une nouvelle société, mais dément vouloir utiliser les « secrets » d'Apple.

Aciers-inox : Uguine devrait atteindre l'équilibre en 1986

Filière à 99,8 % de Sactol et détenteur de 53,2 % d'Uguine-Gueugnon (producteur de tôles inoxydables), Uguine-Acières était jusqu'alors à la fois société mère d'Uguine-Gueugnon et société industrielle spécialisée dans les produits longs d'acier inoxydable. Dans un souci de clarté dans l'organisation et la gestion des deux entreprises, et afin de créer une image commune aux activités inoxydables plates et longues, Sactol a créé une filiale à 100 %, Uguine-SA, qui devient la société mère des deux sociétés : Uguine-Gueugnon et Uguine-Savoie. L'ensemble représente 6 000 personnes et un chiffre d'affaires de quelque 5 milliards de francs.

En 1985, Uguine-SA est le deuxième producteur mondial d'inox (300 000 tonnes) et fournit 8 % du marché mondial. Les résultats de l'ensemble industriel marquent un net redressement par rapport à 1984. Uguine-Gueugnon compte sur un résultat net équilibré pour 1985. Uguine-Savoie restera en revanche fortement déficitaire (perte : 120 millions de francs contre 140 en 1984) à cause du démarrage d'un nouveau train de laminage, le plus puissant du monde : l'équilibre devrait être atteint au début de 1986.

La banque Chaix reprend

L'agence de Montpellier appartenant à l'Européenne de banque Aux termes d'un accord conclu, le 24 septembre, à Avignon, entre la banque régionale Chaix, présidée par M. Jean Matouk, et la Compagnie financière de crédit industriel et com-

mercial, de M. Claude Joven, cette société holding qui cofinancie le CCF, mais également l'Union de banques à Paris et l'Européenne de banque, a accepté le rachat à cette dernière de son guichet de Montpellier. Ce guichet de l'Européenne de banque (laquelle dispose d'une vingtaine d'agences en France, dont le motif à la province) doit permettre à la banque Chaix de compléter ainsi son implantation à l'intérieur du triangle de Valence, Marseille et Montpellier. Décidées à s'associer pour développer leur coopération, les deux partenaires prévalent l'accès à Chaix au réseau international du CCF et à son « portefeuille de titres diversifiés ». Il est confirmé (le Monde du 7 juillet 1985) que la Compagnie financière du CCF détendra 20 % du capital de la banque Chaix à l'issue d'une augmentation de capital et d'un étalement régional.

Grève des gérants des magasins Coop dans le Nord

Les gérants de 800 magasins Coop du Nord — Pas-de-Calais ont décidé de faire une grève générale, le jeudi 26 septembre. Ce mouvement a été décidé pour protester contre le plan du syndicat et de la direction de la Coopérative régionale du Nord qui envisage, selon les gérants, la fermeture de 300 à 400 de leurs magasins. Les organisations syndicales (CGT, CFDT, FO) ont confirmé que ce plan prévoyait la vente de 3 hypermarchés Rond Point (à Denain, Liévin et Saint-Pol-sur-Mer) et la fermeture de la moitié des magasins de proximité, ainsi que celle des entrées de Coudry et de Sire-Noble qui emploient 800 salariés.

DIRECTION EXPORT PARTAGE

Ingen. pdc école, business school, 40 ans, trilingue, rompu aux affaires internationales, création animation réseau, temps partiel ou complet, missions ponctuelles. Dépense de bureau en région parisienne. (1) 722-72-64.

TIME IS MONEY

LE METRO, C'EST LE SENS DES AFFAIRES.

tessil Giada PRODUCTION DE TISSU NON TISSE

Notre Maison est en mesure de produire tous les types de points en grammes au m², toutes les largeurs et tous les densités. Nous sommes donc en mesure d'adapter la production à toutes vos exigences technologiques.

DEMANDEZ NOS ÉCHANTILLONS

NOUS CHERCHONS DES REPRÉSENTANTS QUI SOIENT INTRODUITS DANS DES SECTEURS

50047 PRATY (Italie) - Via E. Scroboni, 92 - Tel. 0574/593.700 - 593.729 - Telex 573110 Giada I

LA GUERRE DANS L'ESPACE

MARCEAU FELDEN

UN OUVRAGE FONDAMENTAL

16 x 21,5 cm - 327 p. - 120 F

Berger-Levrault

UN GRAND NOM DE FRANCE

HOMMES D'AFFAIRES RENDEZ-VOUS

LE METRO, C'EST LE SENS DES AFFAIRES.

صك: امتن الأصل

مركز الأمل

SOCIAL

L'AVENIR DE L'ASSURANCE-CHOMAGE

Les négociateurs jouent à se faire peur

Tout à la fois préoccupé par la situation financière de l'UNEDIC, et peu enclin à discuter de mesures draconiennes qu'ils savent pourtant inévitables, les déléguations patronale et syndicales réunies pour une troisième séance de négociations, le mardi 24 septembre, ont paru faire du « surplace ».

La seule nouvelle d'importance, est venue du troisième partenaire, l'Etat. Dans une lettre adressée aux négociateurs pour l'ouverture de la réunion, M. Michel Delebarre, ministre du travail, a indiqué que « sans réserve qu'un plan solidaire » pour rétablir l'équilibre financier le gouvernement était disposé à demander aux banques une suspension de l'amortissement pour l'emprunt de 12 milliards de francs contracté par l'UNEDIC, et ce jusqu'à l'expiration de l'actuelle convention, le 31 mars 1986 (soit environ 1 milliard de francs d'économies jusqu'à cette date). Dans un deuxième temps, et « dès lors que les partenaires sociaux auront défini les principes » qui régiront la nouvelle convention applicable à compter du 1^{er} avril 1986, le gouvernement, « est-il précisé, « examinera (...) les possibilités d'un réajustement qui permettra d'alléger la charge financière annuelle ».

« Il reste toujours 3 milliards de francs à trouver », ont successivement reconnu les responsables de toutes les délégations, pas plus avancés pour autant.

Economies sur les prestations fournies aux chômeurs ou augmentation des cotisations, tant des salariés que des employeurs, ne sont plus les seules hypothèses. En annonçant que, pour la prochaine rencontre, la délégation patronale (CNPF et CGPME) ferait connaître « oralement » un schéma directeur susceptible de définir un nouveau système et un mode de règlement pour la situation actuelle, M. Yvon Chotard a éveillé bien des soupçons parmi les syndicalistes. A défaut de se solder par des progrès, cette séance de négociation aura servi à se faire peur, ou à prendre conscience des dangers qui menacent.

A. L.

● Manifestations CGT pour le voyage de M. Mitterrand en Bretagne. — A l'occasion du voyage de M. François Mitterrand en Bretagne les 7 et 8 octobre, la CGT a appelé ses unions départementales et locales à « se mobiliser durant ces deux jours et organiser des manifestations dans la rue et des arrêts de travail ». Reçu le 24 septembre à Rennes, par un conseiller du chef de l'Etat, M. Champeaux, secrétaire du comité régional de Bretagne de la CGT, a déclaré que, « en l'absence de toute annonce de changement en matière de politique économique et sociale de la part de M. Mitterrand, il faut employer les grands moyens ».

LE RAPPORT ANNUEL DU FMI

Un redressement des pays débiteurs est compromis par une inflation forte

Le rapport annuel du Fonds monétaire international (FMI) rendu public à Washington, le mardi 24 septembre, dix jours avant l'ouverture de l'Assemblée générale de cette institution à Séoul, fait état d'une nette diminution de ses activités de prêts pendant l'exercice clos le 30 juin dernier. Alors que, en 1983-1984, le Fonds monétaire avait accordé des crédits d'environ 10 milliards de dollars, ce chiffre est ramené, pour l'exercice 1984-1985, à environ 6 milliards de dollars. Simultanément, le nombre des accords conclus avec les pays membres est tombé à trente pendant l'exercice clos le 30 juin 1985, contre cinquante pendant le précédent. Selon les auteurs du rapport, cette moindre activité du FMI a été rendue possible grâce à la reprise de l'activité économique mondiale et au succès des « politiques d'ajustement ».

Cependant, le rapport ne peut cacher les limites de ce succès. C'est ainsi que ses auteurs sont obligés de constater que « pour un certain nombre de pays en voie de développement, les résultats escomptés du réajustement de l'équilibre extérieur ont été sérieusement compromis par leur incapacité à contrôler l'inflation ». Et d'ajouter : « L'accélération rapide de l'inflation constatée dans plusieurs de ces pays a sapé les chances de durabilité des ajustements obtenus et met en question la possibilité d'une croissance à moyen terme. » Pour les pays en voie de développement, le taux d'inflation a

globalement augmenté de 33 % en 1983 à 37,7 % en 1984. La détérioration est imputable aux pays dits de l'hémisphère occidental, à savoir les pays de l'Amérique latine et de la zone des Caraïbes. Pour ces pays le taux d'inflation est passé globalement de 65,5 % en 1982 à 100,5 % en 1983 et à 119,8 % en 1984, des pourcentages qui cachent, pour certains pays dont le Brésil, l'Argentine (jusqu'au mois de juin 1985), la Bolivie etc., des dérapages inflationnistes beaucoup plus rapides.

Selon les experts du FMI, les modifications dans la structure relative des prix dans certains pays obligés à des ajustements, modifications qui sont opérées en partie à travers la dépréciation de leur monnaie et en partie à travers l'élimination de subventions, entraînent le risque de ce qu'ils appellent « la spirale inflationniste ».

Chute des emprunts

Le rapport note la forte diminution des emprunts bancaires des pays en voie de développement, lesquels avaient, en 1981-1982, obtenu sur le marché quelque 125 milliards de dollars nets de prêts, mais seulement 20 milliards pendant la période 1983-1984. Encore faut-il remarquer que les nouveaux emprunts sont liés à des accords de restructuration.

Cependant, le Fonds monétaire constate que les pays en question ont continué de recevoir par un environ 50 milliards de dollars de la part de

gouvernements ou d'institutions officielles et à travers des investissements en capital non générateurs de dettes. Cela explique que, en dépit du poids du service de la dette, les pays en voie de développement ont pu augmenter leurs réserves de changes de quelque 22 milliards de dollars. Le déficit global de leurs balances des paiements est passé de 103 milliards de dollars en 1982 à 59 milliards en 1983 et à 38 milliards en 1984.

En ce qui concerne les pays développés, le Fonds monétaire estime que : « Les déséquilibres budgétaires sont une source majeure d'incertitudes et de préoccupations dans plusieurs d'entre eux, déséquilibre qui, lié à d'autres facteurs, ont contribué à la formation de déficits des balances de paiements couvrant qui peuvent être insoutenables à long terme. » La note générale n'est guère plus optimiste en ce qui concerne le tour qu'a pris le flottement des monnaies. On peut lire que, contrairement à l'attente de certains observateurs on n'a guère enregistré de tendance à une diminution de la variabilité des taux de change, cela en dépit d'une expérience de plus de dix ans des changes flottants et d'une réduction convergente des taux d'inflation.

Le Fonds monétaire fait état d'une augmentation, en 1984, de

12 % des réserves de changes autres que l'or. Leur montant global s'est élevé à 403 milliards de dollars de tirage spéciaux (1 DTS vaut approximativement 1 dollar). Par contre, le montant des réserves d'or évaluées au prix courant du marché a baissé pour s'établir à 298 milliards de dollars. La diminution est due, pour l'essentiel, à la baisse du prix moyen de l'or passé, pendant l'exercice, de 364 DTS l'once à environ 315 dollars l'once.

Le Fonds note que les réserves autres que l'or ont diminué pendant les premiers mois de 1985, sans doute pour appuyer sa demande, qui n'a guère de chance d'être acceptée, d'une nouvelle allocation de droits de tirage spéciaux, cette monnaie internationale émise par le FMI. Il est à noter que l'augmentation des réserves autres que l'or provient, pour l'essentiel, d'emprunts sur le marché, dont le produit n'a pas été dépensé par les pays débiteurs.

Le Fonds monétaire a dû enregistrer, à la faveur d'une révision de ses méthodes comptables qui l'obligent à prendre en compte certains arriérés, un déficit net de 30 millions de DTS pendant l'exercice sous revue. Cela l'a amené à exclure deux pays membres, le Vietnam et la Guyane, du droit de faire appel aux ressources du Fonds.

P. F.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GRUPE SLN

Le projet de restructuration annoncé en avril 1985 a été mené à son terme et le groupe SLN est désormais organisé, avec effet au 1^{er} janvier 1985, autour de deux sociétés principales : la société métallurgique Le Nickel-SLN opérant en Nouvelle-Calédonie et la société mère qui a été dénommée ERA-MET-SLN.

An cours du premier semestre 1985, les ventes du groupe SLN ont été de 23 606 tonnes contre 21 673 tonnes au premier semestre 1984. Grâce à la remise en activité d'un troisième four électrique en août 1984, la production de Doniambo a atteint, comme prévu, 21 923 tonnes contre 14 747 tonnes au premier semestre 1984.

Les comptes du premier semestre 1985 ont encore été établis dans le cadre de la structure antérieure de la SLN. Ils font apparaître un chiffre d'affaires de 1 207 millions de francs, une marge brute d'autofinancement de 276 millions de francs, et un résultat positif de 144 millions de francs (contre une perte de 67 millions de francs au premier semestre 1984). Le tassement du marché et l'évolution des parités monétaires auront une influence défavorable sur les résultats du deuxième semestre, qui devraient néanmoins confirmer le retour à l'équilibre constaté depuis 1984.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
246-72-23, poste 2412

banque centrale des coopératives et des mutuelles

Le conseil d'administration réuni le 19 septembre 1985 a examiné les comptes du deuxième trimestre de l'exercice en cours.

En capitaux moyens sur cette période et par comparaison avec le 2^e trimestre 1984, les dépôts de la clientèle ont progressé de 17,8 %, les crédits de 23,4 %, les placements en fonds communs et SICAV de 61,2 %.

Ces évolutions favorables entraînent une forte progression du produit net bancaire (+25,1 %) du résultat avant provision (+74,6 %) et du résultat avant impôt triple.

Comme au premier trimestre, ce résultat est supérieur au montant budgété qui était en croissance ambitieuse.

Le BCCM a lancé avec succès, en juillet dernier, un emprunt obligataire, indexé sur le TMO, pour un montant de 250 millions de francs.

93 Agences et Points Conseils à Paris et en province.

bccm

Siège social :
12, place de la Bourse
75002 Paris
Tél. : 233-44-71.

locaexpansion

Les engagements nouveaux conclus du 1^{er} janvier au 23 septembre 1985, d'un montant de 63,4 MF, ont porté sur :

— l'acquisition de nature patrimoniale d'un étage de la tour Maine-Montparnasse à Paris pour 23 MF,

— l'acquisition de nature patrimoniale, en indivision avec une autre Société, d'un immeuble de bureaux avenue de Wagram à Paris pour 14,4 MF,

— la rénovation et l'extension d'un immeuble d'activités situé dans le parc-club Cadéras à Bordeaux pour 7,5 MF,

— le financement en crédit-bail, en indivision avec une autre Société, de la deuxième extension de l'épave de fret de Roissy pour 18,5 MF.

79 % du dividende 1984 ont été payés en actions de la Société à la suite de l'option offerte aux actionnaires, ce qui a entraîné la création de 80 970 actions nouvelles.

Depuis le 1^{er} janvier 1985, deux levées d'option anticipées ont été enregistrées entraînant des plus-values d'un montant global de 2,7 MF (contre 0,4 MF en 1984).

L'exercice 1985 devrait permettre à LOCAEXPANSION de dégager, sans emprunt, après amortissement d'environ 9 MF (contre 2,9 MF en 1984) de frais liés essentiellement aux importantes acquisitions patrimoniales précédentes, un bénéfice analogue à celui de 1984 et de distribuer un dividende dont la progression serait égale au taux d'inflation.

L'ESPAGNE, UN PAYS TOUT ENTIER DERRIÈRE LE TELEPHONE

En Espagne, depuis 60 ans, TELEFONICA a fait du téléphone bien plus qu'un simple moyen de communication. Récemment, TELEFONICA et les sociétés de son groupe ont accompli un énorme effort pour la recherche et le développement technologique, dégageant ainsi des dividendes substantiels. Aujourd'hui, tous les secteurs de l'économie espagnole bénéficient de l'avance prise par TELEFONICA dans le domaine des télécommunications.

Le téléphone est un facteur très important de progrès et TELEFONICA travaille déjà en prévision des besoins du siècle prochain. En Espagne, chaque pas en avant de TELEFONICA correspond à un gigantesque bond en avant pour le développement de la société. C'est la raison pour laquelle en Espagne le pays tout entier est derrière le téléphone.



Telefónica

GRUPE TELEFONICA - Amper - Cables de Comunicaciones - Control Electronico Integrado (THI) - Elasa - Entel - Grafibur - Hispano Radio Maritima - Indelec - Invelco - Secotina - Sintel - Telefonica Internacional - Telettra Española - Standard Electronica - Telefonica y Datos - Telecomunicaciones Marinas.

(Publicité)
— Qu'est-ce que tu fais avec ton bac ?
— Je m'inscris à la « Prépa Sc Po »
de l'Institut Guillaume Apollinaire
— Tiens, pourquoi ?

— Je veux être responsable dans une entreprise. Tu sais, à 22 ans, un avenir sûr devant soi, c'est important. Il n'y a pas que les « maths » pour ça ! Alors je prépare « Sc Po » à l'Institut Guillaume Apollinaire.

— Qui t'a expliqué ça, le directeur de l'Institut ?

— Oui. C'est même pour cette raison qu'il prépare ses étudiants à l'IEP. Il m'a dit que beaucoup de jeunes ignorent qu'ils peuvent avoir des débouchés rapides par cette filière. C'est solide comme formation, recherché, il met tout en œuvre pour qu'on réussisse.

— Ah ? Qu'est-ce qu'il y a de spécial à la « Prépa Sc Po » d'Apollinaire ?

— Des « séances de communication » : il t'écoute, te conseille pour que tu ne travailles

pas seul. Il a mis au point des « conférences de méthode », des contrôles et toute une documentation pour un travail efficace. Tu utilises la salle « vidéo » pour te sentir à l'aise quand tu parles ; c'est important dans la vie de savoir dire correctement ce qu'on veut et ce qu'on pense. C'est essentiel pour les oraux d'examen !

— Tu as raison ! C'est plus qu'une simple préparation à l'examen ?

— Ah oui ! J'ai trouvé une autre dimension à l'Institut Guillaume Apollinaire. D'abord il prend le temps de te recevoir et puis on sent qu'il cherche à t'aider pour que tu trouves ta place dans la société. Il a une telle foi dans la vie que l'on a envie d'entreprendre, d'aller jusqu'au bout, on sort d'Apollinaire « prêt à gagner » comme il dit !

Institut Guillaume Apollinaire
(Etablissement d'enseignement privé)
45, rue du Faubourg-Montmartre, 75009 Paris
Tél. : 770-63-12

DEUX JOURNÉES GRATUITES

SOURDS OU MALENTENDANTS

Les 30 septembre et 1^{er} octobre 1985, le service acoustique de la Mutuelle de la presse et du livre, 29, rue de Turbigo, 75002 PARIS, organise deux journées gratuites d'assistance technique et d'information. M. Lecort, directeur du service d'optique-acoustique, et ses techniciens effectueront la révision, le contrôle, le réglage de votre appareil, quelle qu'en soit la marque.

RENDEZ-VOUS : 233-21-89, poste 175.

SOCIAL

Point de vue

Faut-il supprimer le SMIC ?

par J.-J. DUPEYROUX

FAUT-IL supprimer le SMIC ? Malgré la réponse catégoriquement négative de la dernière version du projet du RPR (1), projet fort peu « libéral » en définitive, la controverse va bon train : elle relate, au Café du commerce, le chœur sur les effets des fameux « seuils », depuis que l'INSEE a montré que ces effets sur l'emploi ne pouvaient être que des plus modestes (2).

La problématique des incidences du SMIC et de son éventuelle suppression en matière d'emploi semble extrêmement complexe : il appartient aux économistes d'éclaircir notre lanterne... s'ils sont en état de le faire avec sérieux. Évitant d'empêcher sur leur science, je m'en tiendrai ici à trois observations, en marge.

1. — D'abord, on ressent quelque malaise devant le double discours, côté cour et côté jardin, tenu dans certains milieux. Côté cour, les pauvres sont trop riches ; n'hésitons pas à leur dire que « ce sera dur », supprimons le SMIC, refusons même toute prestation familiale aux immigrés (3), etc. Mais, côté jardin, les riches ne le seront pas assez : allégeons leur contributions aux charges nationales et notamment, avec un faisceau d'autres mesures allant toutes dans la même sens (4), réduisons de façon drastique l'impôt sur les plus hauts revenus. Je ne suis pas absolument

certain que ce double discours soit très délicat...

2. — Deuxième observation. Lorsqu'on parle du SMIC, on parle toujours d'un SMIC brut, notion vide de sens. Pour le smicard, ce qui compte, c'est ce dont il va disposer une fois précomptées ses cotisations sociales : le SMIC brut vient d'être porté à 4 400 F, le SMIC net, c'est de 3 738 F... ce qui est dérisoire. En revanche, ce qui compte pour l'employeur, c'est le coût de l'emploi d'un smicard, charges patronales comprises : on passe alors de 4 000 F à environ 6 600 F... ce qui est beaucoup !

Conclusion de Candide : c'est ce coût global, très élevé, et non le SMIC disponible, très faible, qu'il faut réduire. Mais il se heurtera à un mur de béton : ce n'est pas un hasard si, dans notre système de prélèvements socio-fiscaux, le poids des cotisations sociales est à un niveau de record du monde, alors que celui de l'impôt sur le revenu est inférieur à ce qu'il est en Turquie...

Exemple simple, celui du financement de la politique familiale, assuré par des cotisations assises sur les salaires, et sois la réserve d'un plafond qui les rend dégressives pour les salaires élevés. Nous n'avons cessé de l'écrire depuis un quart de siècle : on ne conçoit pas de système plus éberrant ! Avant de s'en prendre au SMIC, et donc au SMIC « disponible », ne pourrait-on s'attaquer à de telles incohérences ?

Tous les programmes de l'opposition condamnent aujourd'hui ce mode de financement de la politique familiale : on ne peut qu'applaudir cette condamnation, tout en regretant qu'il ne soit guère précisé par quoi exactement ces cotisations extravagantes seraient remplacées...

3. — Dernière observation, relative aux rapports entre une éventuelle suppression du SMIC et l'indemnisation du chômage. Cette indemnisation est suspendue lorsqu'un chômeur refuse, sans motif légitime, un emploi qui lui est offert. Encore faut-il que cet emploi corresponde à ses aptitudes, à sa silhouette : chacun trouve normal qu'un cadre sans emploi ne soit pas privé de son droit à indemnisation s'il refuse d'aller faire, les vendanges, normal qu'il conserve ainsi une « liberté minimale » indissociable de sa dignité. Mais, au cas de suppression du SMIC, il y a gros à parier que l'on n'aurait pas les mêmes occupants le bas de l'échelle sociale : à partir du moment où un emploi leur serait proposé, serait-il à 2 000 F par mois, ils perdraient vraisemblablement tout droit à in-

demnisation. Ce qui reviendrait à dire : « Acceptez n'importe quoi ou crevez », comme au dix-neuvième siècle. On aimerait que ce point très important soit éclairci (5).

(1) Le Renouveau, page RPR pour la France, p. 39.

(2) Et... et... statistiques, INSEE, n° 173, janvier 1985.

(3) Proposition du Front national et du Club 89, Une stratégie de gouvernement, pp. 83 et 84.

(4) Suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, allègement des droits de succession, réforme du quotient familial, déductions fiscales multiples, etc. Une curiosité : les Propositions pour l'alternance issues de la récente Convention libérale se prononcent pour l'institution immédiate d'une dégressivité de l'impôt sur les revenus atteignant des niveaux astronomiques pour le Français moyen (p. 9).

(5) Les points de position dans le jeu d'un smicard du SMIC, mais d'une réduction de son niveau, appellent la même question. Alain « Printemps 86 », M. A. A. Madelin, C. Millon, J. Toubon, propose de le ramener à 2 400 F par mois en l'alignant sur le minimum de la TUC (l'Express 17-23 juin 1985, p. 94). Soit ! Mais quel droit de chômage qui refuserait un emploi ainsi ramené ?

Quarante ans de Sécurité sociale

(Suite de la première page.)

L'environnement a radicalement changé. Retenons trois éléments très nouveaux du paysage :

1. Le vieillissement de la population s'est accentué sous la pression de deux phénomènes : la baisse de la natalité ; l'allongement de l'espérance de vie dû aux progrès de la médecine. Du même coup, le budget des retraites aura tendance à se gonfler, et celui de l'assurance-maladie également, dans la mesure où les dépenses de santé sont beaucoup plus fortes à soixante-quinze ans qu'à trente ans.

2. La montée inexorable du chômage depuis plus d'une décennie a réduit le nombre des cotisants sans pour autant réduire les dépenses de maladie. Au contraire, si l'on sait que la privation d'emploi peut être la cause de troubles psychophysiologiques.

3. L'éclairage culturel du « droit à la santé » n'est plus le même. Lorsque le système de sécurité sociale a été mis en place, le public pensait surtout à la possibilité de faire face à des accidents de parcours de la vie d'un individu dus à la maladie ou plus généralement à la « réparation » de l'organisme.

« Besoins » et « moyens » de santé

La demande s'élargit de jour en jour, portant sur le bien-être, physique et psychique. Elle tend pratiquement à devenir infinie. Si tel est le cas, il vaudrait mieux, comme le disait Michel Foucault, parler de « moyens » de santé et de l'égalité face à leur accès, plutôt que de « besoins » de santé. Par là il faut entendre, pourrions-nous, il ne faut pas simplement les installations hospitalières et les médicaments, mais tout ce dont une société peut disposer à un moment donné pour effectuer les corrections et les ajustements de santé dont on est techniquement capable. Ces moyens de santé définissent une ligne mobile — celle-ci résulte des capacités techniques de la médecine, des capacités économiques d'une collectivité et de ce qu'une société veut consacrer comme ressources... à la santé (2).

C'est par un autre biais que l'évolution culturelle a transformé les utilisations de la Sécurité sociale. Il est sûr qu'elle profite aujourd'hui plus aux riches qu'aux pauvres — comme l'enseignement. Ce sont en effet les catégories qui ont le plus de loisirs et d'exigences de confort qui font à tout propos tourner la machine médicale. Du coup, un des buts du système, qui était de réduire les inégalités par les « transferts », n'a pu être atteint. Dans le sens horizontal, j'en suis sûr, les vieux, célibataires, vers les familles, cela marche ; mais non dans le sens vertical : catégories à hauts revenus vers les plus démunies.

De cette variation d'éclairage sur la Sécurité sociale des débuts et celle d'aujourd'hui, quel enseignement tirer ? A priori, un système où les recettes vont en diminuant et les dépenses en croissant est menacé d'explosion. Ce qu'on pense maints commentateurs depuis des années. En 1983, l'INSEE estimait qu'il faudrait trouver de 60 à 120 milliards de francs avant 1986 pour équilibrer les comptes. Or, en 1984, l'action de M. Bérégovoy conduisait à un excédent de 16,6 milliards, non seulement grâce à un prélèvement

exceptionnel de 1 % mais aussi à la réduction « régressive » des dépenses, notamment hospitalières. Si le pire n'est pas toujours sûr, il faut bien admettre que la Sécurité sociale entre de nouveau dans les basses eaux du déficit et qu'il faudra, en 1986, reprendre le travail de Sisyphe des précédentes.

Les discussions se poursuivront au niveau du gouvernement quel qu'il soit sur l'augmentation du ticket modérateur et le transfert d'une part des dépenses de l'assurance obligatoire vers les mutuelles ou les assurances privées, ainsi que l'augmentation de la cotisation des salariés pour la caisse-vieillesse (3) ou la prise en charge par l'Etat des prestations familiales (4).

L'important dans le grand débat sur la Sécurité sociale est sans doute d'avoir constamment en vue deux réalités :

1. Les Français ne rognent pas significativement sur leurs dépenses de santé. Dans le budget des ménages, le poste « hygiène et santé » est passé de 5 % en 1950 à 20 % aujourd'hui. Surconsommation de soins ? Il ne faut pas oublier que, s'il convient d'accroître l'efficacité du système, ces dépenses sont économiquement productives.

2. Comme les vraies sources du déficit maladie de la Sécurité sociale sont dans les abus de consommation de tabac et d'alcool entraînant un surcroît de maladies et d'accidents de la route, il convient non seulement de multiplier les campagnes de prévention, mais de taxer vigoureusement les produits d'où naissent ces états pathologiques, ces contributions allant directement vers la protection sociale, malgré la règle de non-affectation budgétaire, violée en d'autres circonstances (5). Pourquoi, au reste, ne pas faire la même chose pour le paiement des conventions pour soins de ville ?

Même si la forteresse Sécurité sociale est consolidée, il n'y aura jamais d'Etat-providence. « Mettre l'homme à l'abri du besoin », le rêve de Beveridge n'a pu être réalisé. Entre les mailles pourtant de plus en plus fines du système de Sécurité sociale glissent, semble-t-il, de plus en plus de personnes qui alimentent l'armée des pauvres, anciens et « nouveaux » (6). En paraphrasant Shakespeare, on pourrait écrire : « Il y a plus de misère sous le soleil que dans toute votre philosophie sociale. » C'est pourquoi, chassons l'hypocrisie, l'assistance, l'aide sociale ne pourront être abolies et remplacées par des lois ou des règlements encore plus sophistiqués. Au contraire, face aux paysages bien léchés des « droits », s'élargiront des zones floues où le bénévolat, les associations, la solidarité de voisinage devront être encouragés pour répondre à des besoins sociaux profondément.

PIERRE DROUIN.

(2) Sécurité sociale, l'enfer. Entretien avec R. Bono, B. Brabant, M. Fouquet, R. Lenoir, P. Rossmann. Editions Syros 1983.

(3) Comme le préconise Jacques Barrot (Libération du 20 août).

(4) Comme le demande Edmond Malin, sans préciser, au reste, s'il convient d'envoyer des seuils d'attribution suivant les revenus.

(5) Sait-on que les taxes sur le tabac et la bière sont en France les plus faibles de tous les pays de la CEE ?

(6) Lire le dossier du Monde diplomatique de juillet 1985 sur « Les pauvres chez les riches ».

Quand le Crédit National prête,

cela veut dire dialoguer, expertiser, conseiller, anticiper, agir.

Pour un chef d'entreprise, cela signifie plus que de l'argent, n'est-ce pas ?

Crédit National

45, rue Saint-Dominique, 75007 Paris - Lyon - Lille - Marseille - Nantes - Nancy - Bordeaux - Strasbourg - Rouen - Dijon - Toulouse - Orléans - Besançon - Poitiers - Quimper - Grenoble.

politique

UN ENTRETIEN AVEC « JEAN FABIE »

« La direction du PCF tient plus à ses privilèges qu'à l'avenir du parti »

« Jean Fabie », l'Asmodée du PCF, nous a accordé un entretien. Plus exactement, notre interlocuteur au sein de ce qui est présenté comme un « groupe de communistes » - responsable de la publication des notes de Jean Kanapa dans *Kremlin-PCF*, en novembre 1984, et d'un récit du retour au pouvoir du Parti communiste en 1977, dans la *Guerre des camarades* (le Monde du 13 septembre) - a accepté de répondre aux questions que nous nous posons à son sujet depuis bientôt un an.

« Qu'avez-vous à cacher ou à protéger qui explique votre anonymat ? Votre emploi ? La façon dont vous êtes entré en possession des notes de Jean Kanapa ? Votre passé ? Vos relations ? Un double jeu ?

« Ce n'est ni un double jeu, ni la façon dont nous sommes entrés en possession des documents qui ont permis notre premier livre, *Kremlin-PCF*. Le recours au secret n'a pas, non plus, pour motif un problème d'emploi. C'est une nécessité politique. Dans l'histoire du mouvement communiste, les tentatives de lutte contre une direction sont, en général, vouées à l'échec, parce que la direction maîtrise l'appareil. On l'a vu encore avec les « rénovateurs » lors du dernier congrès du PCF. L'anonymat, pour nous, répond à un souci d'efficacité. Le même souci pourrait nous en faire sortir.

« A ce propos, comme des millions de télespectateurs, nous avons entendu Georges Marchais [NDLR : le 14 septembre sur TF1] assurer qu'il n'avait pas la *Guerre des camarades* ! Ce mensonge énorme venait après une autre prestation du secrétaire général du PCF, pour le moins indécente : son discours inaugurant l'exposition « Les communistes dans la Résistance » à la fête de l'Humanité. Le parti, déclarait Marchais, « assume avec fierté la totalité de son histoire ». Le parti, peut-être, mais Georges Marchais ?

Puisqu'il ne cesse de lancer des défis, qu'il relève donc le nôtre : « Jean Fabie » est prêt à débattre publiquement avec l'actuel secrétaire général du PCF sur les respon-

sabilités de la direction dans le déclin du parti, notamment en ce qui concerne la période cruciale de 1977. A cette occasion, nous pourrions verser d'autres pièces au dossier accablant que nous avons déjà dévoilé dans le second livre. Puisque Georges Marchais n'a rien à cacher aux Français, qu'il accepte donc le débat, et nous pourrions nous mettre d'accord sur les modalités d'une telle confrontation.

« Pouvez-vous assurer que Jean Kanapa ne serait pas surpris de trouver ses papiers entre vos mains, ou de l'usage que vous en faites ?

« Il n'en serait absolument pas surpris puisque c'est lui-même qui nous les avait confiés pour les utiliser « au moment convenable ». L'usage qui en est fait est conforme à la démarche d'indépendance du PCF inaugurée par Waldeck Rochet et Jean Kanapa. Mieux encore, « Fabie » a permis la réhabilitation posthume de Kanapa du point de vue politique. Débarassé de l'image de stalinien qui lui était accolée, il apparaît comme celui qu'il a été à la

sa collaboration étroite avec Waldeck Rochet, Jean Kanapa formera avec Georges Marchais un tandem politique qui, dit-on, fit bouger le PCF dans le bon sens. Avant qu'ils ne soient mis en échec sur cette ligne, après les municipales de 1977, par ceux dont l'union (de la gauche) reste la bête noire, et l'Union (soviétique) le plus sûr garant de leur pouvoir. Depuis la mort de Kanapa, Georges Marchais a vu sa position s'affaiblir dans l'équipe dirigeante. Il semble qu'il ait dû, pour se maintenir à son poste, adopter - voire conduire - tous les revirements. C'est exactement ce que nous dévotions dans la *Guerre des camarades* !

« D'après vous, en juin 1977, M. Marchais défiait Brejnev en refusant de le rencontrer à Paris, mais, deux mois plus tard, il prépara pour et décida de leur pouvoir. Depuis la mort de Kanapa, Georges Marchais a vu sa position s'affaiblir dans l'équipe dirigeante. Il semble qu'il ait dû, pour se maintenir à son poste, adopter - voire conduire - tous les revirements. C'est exactement ce que nous dévotions dans la *Guerre des camarades* !

« En quelques mois, les choses se sont accélérées. Les Soviétiques ont déclenché un feu puissant contre le PCF, maillon faible de l'euro-

L'Asmodée du bureau politique met M. Marchais au défi d'accepter un débat public avec lui

fin de sa vie : un homme qui s'est battu, dans des conditions difficiles, contre l'ingérence totale de la direction soviétique pour un aggrandissement du parti.

« Est-il exact que sa famille ait porté plainte ?

« Après avoir, dans un premier temps affirmé que les documents publiés dans *Kremlin-PCF* étaient des faux, la famille Kanapa, dans ses deux filles de nationalité soviétique, qui résident en Union soviétique, a assigné les éditions Orban en vue d'obtenir des dédommagements et d'aboutir à la destruction de notre premier livre. Cette démarche est assez incohérente.

« Nous devons protéger nos sources »

« Lors de la parution de votre premier livre, vous avez présenté « Jean Fabie » comme un groupe de communistes, dont certains exerçaient des responsabilités dans le parti. C'était avant le congrès de février dernier. Votre situation a-t-elle changé depuis ?

« Oui. « Un membre du bureau politique fait-il partie du « groupe Fabie » ?

« Ce n'est pas à un journaliste du Monde, journal qui s'abaisse, avec quelque succès, à faire toute la lumière sur l'attentat d'ont a été victime Greenpeace, que j'apprendrais combien il est nécessaire de protéger ses sources. Ce que je puis dire, c'est que jamais les membres de la direction réelle du PCF, à savoir Georges Marchais, Gaston Plissonnier et Roland Leroy, n'ont fait partie de « Fabie ». Permettez-moi de vous dire que l'essentiel ailleurs : les documents, les informations que nous avons publiés sont authentiques. Il ne se trouve pas un protagoniste de nos deux livres, qu'il soit français ou soviétique, espagnol ou vietnamien, etc., pour dire le contraire.

« On a l'impression que, abstraction faite des notes de Kanapa, votre information ne se situe pas au niveau où se décide la politique du PCF.

« Vu les résultats désastreux auxquels ont abouti les « décideurs » de la politique du parti, « Jean Fabie » est, hélas ! heureux de ne pas avoir à partager les responsabilités historiques de la direction du PCF. Il n'en est pas moins vrai que l'on assiste, tout au long du livre, à des réunions au plus haut niveau, national et international : séances du bureau politique, du comité central, rencontres entre partis « frères », etc. Là non plus nous n'avons essayé aucun démenti.

« Dans *Kremlin-PCF*, vous présentez M. Marchais comme le normalisateur du parti après l'affrontement avec les Soviétiques à propos de la Tchécoslovaquie. Dans la *Guerre des camarades*, M. Marchais apparaît, au contraire, comme le pionnier de l'euro-communisme. Comme explication, vous vous contentez de dire qu'il avait « viré sa crinière stalinienne » en 1972. C'est un peu court.

« On peut s'étonner qu'un spécialiste du PCF puisse lire ainsi nos deux livres. Voici ce que nous écrivions dans *Kremlin-PCF* : « Après

litique dans le parti ; bref, affronter la situation à la façon d'un Tito. Il a préféré garder la lettre scellée et que les choses se passent dans le cadre de l'appareil. Là, il a fait ses comptes et il a fini par céder aux Soviétiques.

« Au moment même où nous parlons, la direction « eurocommuniste » du petit parti finlandais affronte publiquement le parti frère soviétique voisin, qui tente de fomenter une scission. Dans ce cas comme dans celui du PCF, le PCUS menace, envoie des lettres-oukases. Le Parti communiste de Finlande, lui, résiste.

« Nous avons d'autres documents et des informations sur la période récente

« Est-ce sous la pression des Soviétiques, selon vous, que le PCF a rompu l'union de la gauche, ou est-ce à cause de cette rupture que Marchais, affaibli, a cherché à se rapprocher avec les Soviétiques ?

« Les Soviétiques affrontent, dans les années 70, un mouvement d'indépendance des PC occidentaux : l'eurocommunisme. Celui-ci repose sur trois piliers, une « trinité indissoluble et dangereuse » pour le PCUS : rapport d'indépendance à l'URSS ; remplacement de ce lien par une unité des PC occidentaux ; union de la gauche élargie au continent. C'est contre cet ensemble que les Soviétiques mènent l'offensive et l'intensifient à partir de 1976. Ils ne peuvent supporter l'idée que ce mouvement vienne remettre en question leur hégémonie sur le communisme international, ainsi que le statu quo européen établi après la seconde guerre mondiale.

« D'autre part, en 1977, le PCF et le PS ne veulent plus de l'union de la gauche ; le PS parce que Mitterrand a enclenché sa stratégie présidentielle et veut se libérer du carcan du programme commun ; le PCF parce que la pression soviétique affaiblit sa direction. Si l'union de la gauche était restée solide, si Marchais avait pu prendre appui sur Mitterrand, peut-être aurait-il résisté aux Soviétiques.

« Avez-vous épuisé votre lot d'archives et d'informations, ou allez-vous en publier d'autres, postérieures à la mort de Kanapa ?

« Nous possédons d'autres documents et disposons d'informations sur la période récente. Avec *Kremlin-PCF*, « Jean Fabie » faisait un tour du monde communiste dans les années 60. *La Guerre des camarades* donne nombre de pièces permettant de connaître les raisons de la soumission de la direction actuelle du parti à la force soviétique dans les années 70 et de comprendre le déclin du PCF. On se rapproche...

« La direction du parti tient plus à ses privilèges qu'à l'avenir du PCF et du pays : telle est l'opinion montante, peut-être même majoritaire, parmi les communistes et leurs électeurs. Au moment où se prépare la conférence nationale du PCF sur les élections législatives de 1986, nombreux sont les militants, réduits au silence de l'appareil, qui se disent : il est bon que cela soit démontré, documents à l'appui. »

Propos recueillis par PATRICK JARREAU.

POST-IT NOTE N'EST PAS UN MANIFESTE POLITIQUE.

fondation saint-simon séminaire public

STRATEGIES ET RELATIONS INTERNATIONALES

L'Amiral Chabaud, Pierre Letouche, le Général Poirier, Jean-Louis Gergori, Michel Duclos, Jean-François Delpech, le Général Gallois, Pierre Hassner comptent parmi les principaux intervenants à ce séminaire animé par Marisol Touraine.

20 séances hebdomadaires de 2 h, à partir du 14/10/85 100, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris. Tél. 222.38.52.

DU SAMEDI 21 SEPTEMBRE AU SAMEDI 5 OCTOBRE

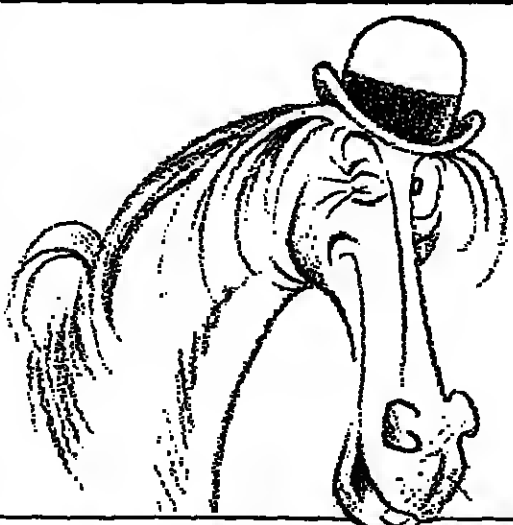
QUINZAINE DE LA MESURE INDUSTRIELLE

-20%

MADELIOS

Place de la Madeleine, Paris

POST-IT NOTE N'EST PAS UN INSTITUT DE SONDAGE.



MERCREDI C'EST LE JOUR DU DERBY!

DERBY LE NOUVEAU DADA DES FRANÇAIS.

TOUS LES MERCREDIS DANS LES PMU.

PIANOS DAUDE

LOCATION 250 f/mois
VENTE 252 f/mois
Ouvert le dimanche

LIVRAISON GRATUITE
GARANTIE DIX ANS

75 bis, av. de Wagram
75017 PARIS
763-34-17/227-88-54

Bouquins - Dossiers par milliers

Rayonnages Bibliothèques

au prix de fabrique
du kit au sur mesure

LEROY FABRICANT

équipe votre appartement
bureaux, magasins, etc.
26 années d'expérience
Une visite s'impose
208, avenue du Maine, Paris (14e)
540-57-40 - NP Alsée

(Publicité)

UNICEF

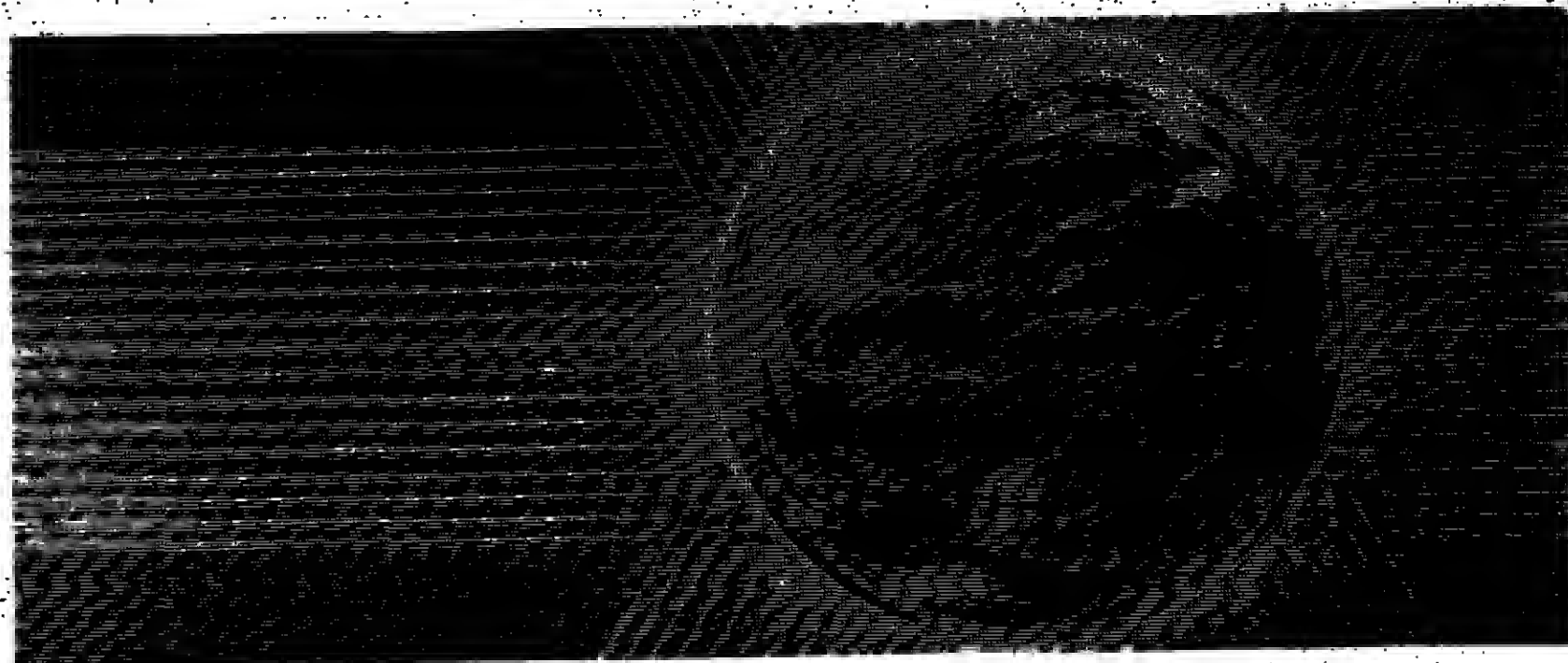
Si vous avez, dans l'immédiat après-guerre (1947-1950), bénéficié de l'aide fournie par l'UNICEF (ou l'UNICEF) aux enfants d'Europe, ou si vous avez, d'une manière ou d'une autre, participé à cette action de solidarité, faites-vous connaître au

COMITÉ FRANÇAIS POUR L'UNICEF

SERVICE DE L'INFORMATION
35, rue Félicien-David, 75018 Paris
Tél. : 524-80-00

Vos témoignages ou vos documents personnels (livres notamment) enrichissent une étude actuellement menée par l'UNICEF sur cette période.

PLANÈTE COMPOSITE



L'AVENIR SE TISSE EN AQUITAINE

Les matériaux composites : un domaine où Bordeaux occupe aujourd'hui une position capitale pour toutes les technologies du futur.

Toujours plus haut, toujours plus fiable, toujours plus économique, l'exploitation de l'espace est une lutte sans merci.

A BORDEAUX, les meilleurs chercheurs du monde viennent échanger, dialoguer, préparer pour demain les moissons de l'espace, de la terre, de la mer.

A BORDEAUX, des entreprises de toutes tailles forment déjà la "Composite Valley" de l'Europe.

A BORDEAUX, un hinterland technologique de premier ordre exploite les fruits de cette recherche : Dassault, Aérospatiale, Elf Aquitaine, SNPE, SEP, CEA.

SEPTEMBRE 85 : BORDEAUX, BASE DU FUTUR

"ECCM I"

PREMIÈRE CONFÉRENCE INTERNATIONALE sur les matériaux composites.

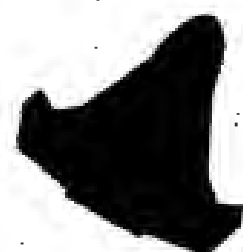
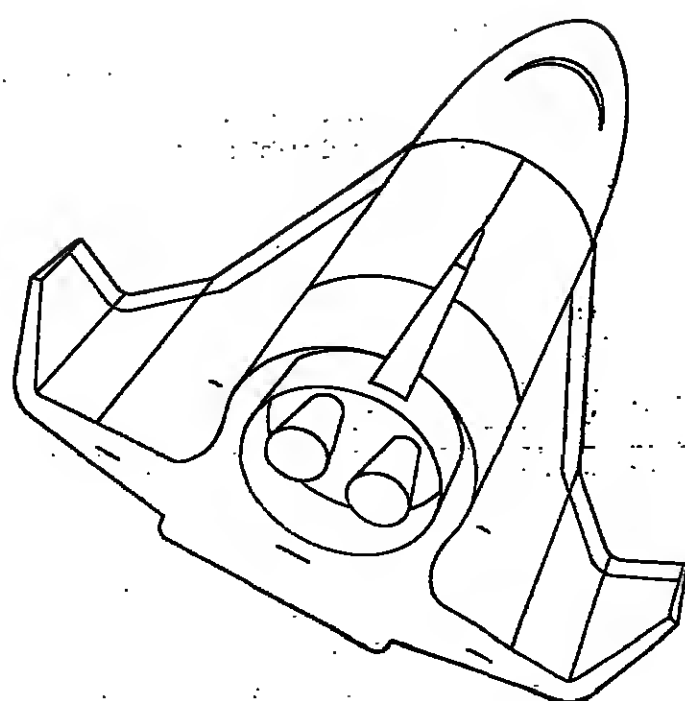
"COMPOSIT EXPO 85"

PREMIER SALON INTERNATIONAL réunissant les producteurs, les transformateurs, les utilisateurs des matériaux composites.

"PLANÈTE COMPOSITE"

PREMIÈRE EXPOSITION GRAND PUBLIC sur l'univers des matériaux composites et leurs applications.

Aujourd'hui, c'est déjà demain.



BORDEAUX: LE FUTUR A SA BASE.

L'AFFAIRE GREENPEACE

M. Laurent Fabius pris au piège

Pour concilier le sens de l'Etat et l'exigence de vérité, le premier ministre doit franchir trois obstacles : l'état-major, M. Hernu et le président de la République.

La mythologie maritime a son lieu de prédilection : le triangle des Bermudes. Le submersion du Rainbow Warrior va-t-elle entraîner dans une spirale fatale le premier ministre, l'obligeant à une chute dans les abysses d'un triangle plus prosaïque, politico-militaire celui-là ? M. Laurent Fabius est en effet enfermé, depuis quelques jours, dans une figure géométrique où se dressent trois obstacles : l'état-major militaire, M. Charles Hernu, M. François Mitterrand. Pour s'en échapper, il lui faudra briser l'un des coins. S'il n'y arrive pas, s'il n'est pas rapidement convaincant, s'il ne désigne pas les responsables, il risque bien d'être la prochaine victime de cette bavare militaire devenue, à force de mensonges, de silences et de temps perdu, affaire d'Etat.

Le premier problème du premier ministre se situe du côté des armées. Alors que les responsables politiques ont dû reconnaître que la presse avait été plus proche de la vérité que les légendes versions officielles, voici que les autorités militaires décident de poursuivre sans ménagement des officiers et sous-officiers suspects d'avoir informé des journalistes.

La cible ainsi visée est claire : c'est la presse elle-même qu'il s'agit d'intimider, c'est son travail d'enquête que l'on veut contraindre. Car, si les militaires ainsi poursuivis, au nom d'une supposée « atteinte à la sûreté de l'Etat », risquent jusqu'à vingt ans d'emprisonnement selon le code pénal, les journalistes pourraient être à leur tour punis de dix ans d'emprisonnement ou de cinq ans pour avoir « porté à la connaissance du public une information militaire non rendue publique par l'autorité compétente », dont la divulgation serait « de nature à nuire à la défense nationale ».

Etout d'abord : le président de la République reconnaît implicitement, dans une lettre au premier ministre, qu'il en savait plus en lisant les journaux. M. Fabius assure, dimanche, dans une mise en scène volontairement dramatisée, que les auteurs de l'attentat sont bien ceux désignés par la presse (des agents de la DGSE ayant agi sur ordre) ; mais, dans la foulée, l'on désigne, aux foudres judiciaires une sorte de « cinquième colonne » militaire, prétendument coupable de bavardages ! C'est un peu comme si les responsabilités s'inversaient : la crise actuelle, ce serait donc la faute aux « fuites », et non pas à ceux qui ont menti à un enquêteur officiel, M. Tricot, malgré la levée du secret défense, on à ceux qui ont autorisé la réalisation, aux antipodes, d'une opération pitoyable.

Cette offensive de type policier contre certains militaires ne relève pas d'une décision du nouveau ministre de la Défense : elle était en route quand M. Hernu était encore en place. En somme, certains responsables militaires font comme si rien ne s'était passé, comme s'il ne fallait pas, enfin, calmer le jeu.

Ils ont reçu, mardi, le renfort de M. Hernu. L'ancien ministre de la Défense est en grande partie responsable du piège dans lequel se débat le gouvernement. Depuis dimanche, M. Fabius lui-même, qui comme M. Mitterrand n'aurait pas été informé de l'opération avant l'attentat, est convaincu de la responsabilité

personnelle de M. Hernu dans la décision et les ordres qui ont amené le sabotage du Rainbow Warrior. Parce que cette responsabilité relève des faits et, bien sûr aussi, parce qu'elle arrange opportunément le gouvernement, M. Hernu est logiquement sur la sellette.

Un demi-aveu

Or que fait-il ? Une déclaration publique à Villeurbanne qui mêle les démentis et les demi-aveux. « Je revendique comme ministre de la Défense l'ensemble des responsabilités qui étaient les miennes à l'époque », assure-t-il, pour ajouter en suite que l'attentat était un « acte scandaleux, condamnable et disproportionné ». Mais, interrogé sur ses informations mettant en cause sa responsabilité, il n'a plus la fermeté qu'il montrait devant M. Tricot, se contentant de déclarer qu'« il aurait été stupide de neutraliser le Rainbow Warrior dans un port étranger ». Est-ce à dire qu'il fallait bien le « neutraliser », mais ailleurs ? Autrement ?

M. Hernu semble donc refuser de servir jusqu'au bout de fusible au pouvoir. Il ne ne fait pas ce qu'on lui a demandé de façon pressante depuis mardi : reconnaître que ce type d'opération contre Greenpeace était depuis longtemps dans les cartons des états-majors, comme l'a révélé M. Bernard Stasi, et qu'il a donné son aval, sous la pression des amiraux du Pacifique, à une opération dont il n'avait pas à connaître les détails techniques.

Ces réticences de M. Hernu obligent à s'interroger sur l'attitude de son ami de longue date, le président de la République lui-même. L'une

des clés de cette affaire n'est-elle pas cette confiance accordée par le chef de l'Etat à son ancien ministre de la Défense ? Celle-ci ne se prolonge-t-elle pas aujourd'hui par un moins grand empressement de l'Elysée à aller vite comme semble le souhaiter M. Fabius ?

L'affaire Greenpeace met ainsi en évidence le décalage entre la vieille garde mitterrandienne et les « sabras » socialistes venus aux affaires. Les premiers, tel M. Hernu, ont multiplié les maladresses : n'est-ce pas M. Claude Estier qui, au lendemain de la démission du ministre de la Défense, évoquait en substance une hypothétique complote politique au sein des armées, assurant qu'« on a été beaucoup plus loin » que les ordres donnés par M. Hernu et désignant la DGSE « des gens qui ont agi d'une façon qui n'est pas conforme à la politique du gouvernement » ? Une déclaration qui ne pouvait qu'accroître l'énervement des militaires, alors même qu'il n'est, en cette affaire, aucune trace de « coup tordu » d'origine factieuse.

A ceux-ci, qui voudraient encore revenir en arrière, s'opposent ceux qui, autour de M. Fabius, voudraient marier un certain sens de l'Etat, de sa cohérence et de son efficacité à l'exigence morale de la vérité. Mais le temps joue, ici, contre eux. Trop peu, trop tard : le premier ministre a pris un risque, lors de sa déclaration surprise de dimanche, en laissant planer le suspens sur les responsables de l'ordre donné à la DGSE tout en ne s'assurant pas, auprès de MM. Mitterrand et Hernu, de pouvoir répondre, dès mardi, comme il l'espérait, à cette interrogation.

Quoi qu'il arrive, la triste morale de cette affaire est que le gouvernement, pourtant confronté à une opposition qui, malgré quelques excès verbaux, ne force pas l'avantage, se sera emparé dans son propre piège.

BERTRAND LE GENDRE
et EDWY PLENIEL

M. Hernu : une défense de la défense

De notre correspondant régional

Villeurbanne. — M. Charles Hernu a retrouvé, sans trouble apparent, sa mairie de Villeurbanne et son département d'élection. Par deux fois, mardi 24 septembre, il s'est livré à un plaidoyer en faveur de la « cohésion des forces militaires ». La première fois, en public, à l'occasion d'une cérémonie en l'honneur de l'ancien président du conseil général du Rhône, M. Benoît Carteron, l'ancien ministre a déclaré : « On ne compte pas sur moi pour polémiquer avec les armées ou les chefs militaires ». Cette manifestation a été l'occasion de vérifier que M. Hernu était bien, localement au moins, l'homme du consensus. La chaleur de l'accueil de son « collègue » sénateur d'opposition, maire de Lyon, M. François Collob, l'atteste clairement.

An début de l'après-midi, devant quelques journalistes, dans son bureau « chargé de symboles » (de symboles militaires) de l'hôtel de ville de Villeurbanne, M. Hernu a tout d'abord fait une déclaration liminaire : « La France a besoin de se protéger, donc elle a besoin de services secrets. Ces derniers ont des missions sur lesquelles, en tant que citoyen, j'ai mon jugement subjectif ». Le raisonnement de M. Hernu restera binaire tout au long de cet entretien. Politiquement, il assume : « Je revendique l'ensemble des responsabilités qui étaient les miennes ». Mais, comme « citoyen », il condamne l'action menée contre le Rainbow Warrior. Hors la présence des micros et des caméras, il sera très net : conler le navire était « scandaleux, disproportionné, condamnable ». Peu avant, il avait clairement indiqué qu'il était « stupide de neutraliser le Rainbow Warrior dans un port étranger ». Ce qui, à bien entendre ce langage éminemment codé, laisse supposer qu'il aurait été moins « stupide » de le « neutraliser » ailleurs.

Au moment de ces déclarations, M. Hernu n'avait pas, selon ses dires, pris connaissance de la teneur exacte de nos informations sur le feu vert politique qui aurait été donné au niveau de son ministère. Il a

affirmé que « neutraliser » était un verbe qu'« il voyait apparaître ». En revanche il confirme qu'un de ses subordonnés (l'amiral Fages) a bien fait une « suggestion » allant dans le sens d'une « anticipation ». Pressé de questions, le maire de Villeurbanne s'est parfois emporté (« Je suis le maire ici et je ne répond pas aux questions des journalistes ») avant de voir son naturel conciliant reprendre le dessus : l'ancien ministre refusait toutes les polémiques « avec les journalistes qui ont fait leur travail » ou avec la hiérarchie militaire, une attitude qui serait contraire, a-t-il estimé, à toute son action politique basée sur un impératif : « Respecter les armées et la nation ». De plus M. Hernu, s'est déclaré « solidaire de M. Laurent Fabius », de son « ami » Paul Quilès, et du premier secrétaire du Parti socialiste.

Ovationné

C'est bien en futur candidat aux élections législatives que le maire ex-ministre a retrouvé dans la soirée une assemblée générale du PS chargée du vote des motions du futur congrès de Toulouse. Conforté par les messages de soutien qu'il avait amassés sur son bureau — parmi lesquels le témoignage d'un « groupe d'évêques », — le militant-citoyen Hernu a été ovationné lorsqu'il a lancé : « Après tout, il y a eu ces dernières semaines pas mal de scandales, et je n'ai jamais vu de ministre démissionner. Et moi, je n'ai pas fait de scandale, et moi, j'ai mon honneur pour moi ». Message reçu cinq sur cinq par environ trois cents militants.

Il faudra encore compter avec un candidat nommé Hernu en mars prochain. Sa place n'est pas encore déterminée. Mais son entourage le presse d'exiger une tête de liste « législative ». Il s'est donné le temps de la réflexion en sachant que son rôle de leader départemental est contesté par M. Jean Popereau, numéro deux national du PS. En tout cas le « battant » Hernu sera là, pour combattre le « gauchodéfaitisme ».

CLAUDE RÉGENT.

ère
marque
de
l'immobilier
en
France.



Michel MAUER
Président Directeur Général
de COGEDIM

Il n'y a pas de hasard. Si nous sommes devenus la plus grande marque, c'est que nous l'avons voulu, tout au long de nos réalisations, en privilégiant la qualité et la sécurité plutôt que la facilité.

Résultats : les milliers de français qui ont acheté Cogedim s'en félicitent. Ils vivent heureux, dans le confort et leurs appartements ont pris, d'année en année, de la valeur.

Des exemples : un trois-pièces de 72 m², situé au Grand Pavé, Paris 15^e, acheté 154.300 F en 1969, s'est revendu 850.000 F en 1985, soit en francs courants, une valorisation de 450 % en 15 ans.

Un deux-pièces de 52 m², situé bd Edgard Quinet, Paris 14^e, acheté 156.000 F en 1972, s'est revendu 720.000 F en 1985, soit une valorisation de 361 % en 13 ans.

A vous de calculer dans les 2 cas le rendement annuel !

Car, pour Cogedim, être la plus grande marque implique des devoirs pour le rester. En immobilier, comme dans tous les domaines, un leader se doit de ne pas décevoir. C'est pour nos clients la meilleure garantie, la meilleure sécurité.

COGEDIM

21, rue d'Astorg - Paris-8^e
Tél. 266.34.56



L'AFFAIRE GREENPEACE

L'ARRESTATION DE TROIS MILITAIRES DE LA DGSE

Règlement de comptes ?

Deux officiers et un sous-officier ont été placés en garde à vue, mardi soir 24 septembre, sur décision du parquet de Paris, après une plainte du ministre de la défense, pour divulgation d'informations couvertes par le secret-défense et pour constituer des atteintes à la défense nationale. Selon le code pénal, ces faits relèvent de la détention criminelle (articles 75 à 78) pour des périodes pouvant aller jusqu'à vingt années. Cette garde à vue est de 48 heures au maximum. A l'issue de la garde à vue et de l'interrogatoire mené par le gendarmier, les trois militaires devront être libérés ou déférés à la justice s'il y a incrimination.

Les deux officiers sont le colonel Fourier, dont l'affectation n'a pas été précisée, et le capitaine Borne, de la DGSE. Le sous-officier est l'adjudant Guillet, du centre d'entraînement commanda du Quémén (Finistère).

« On se décide enfin à nettoyer les écuries d'Augias et il était temps », dit cet officier général qui estime « inconcevable » que le gouvernement n'ait pas réagi plus tôt contre les « fuites » à l'intérieur de la DGSE. Ce sentiment correspond aussi à celui de plusieurs fonctionnaires des services secrets qui, très vite, lorsqu'il est apparu que la DGSE était bien l'auteur de l'attentat contre le Rainbow Warrior, se sont mis à l'œuvre.

Mardi des 17, 18 et 19 août, ont été estimés que « l'affaire avait été écartée ». Un officier de la DGSE avait ajouté : « Nous avons des vendeurs de l'intérieur ».

En réalité, la situation n'est pas aussi simple et il restera au ministre de la défense à apporter les preuves de ce qu'il semble aujourd'hui reprocher aux auteurs d'éventuelles « fuites » et à leurs liens avec la presse.

Deux exemples

Si le nouveau ministre de la défense, M. Paul Quilès, donne l'impression de vouloir battre le fer tant qu'il est chaud, en frappant ainsi « tous azimuts », force est de reconnaître que c'est au début de la semaine dernière, avant même la démission de M. Charles Hernu, qu'on portait au ministre de la défense des sanctions, à attendre, contre des militaires ou d'anciens militaires suspectés d'avoir trop parlé à des personnes non qualifiées pour recevoir des informations secret-défense.

Ces accusations se fondaient sur le fait que certains indices parus dans la presse, sur l'affaire du Rainbow Warrior, relevaient de scénarios de montage de l'opération, par la DGSE, différents de celui qui fut en définitive retenu. Il s'agissait de préparations d'opé-

ration et non de l'opération elle-même.

Ainsi, au ministère de la défense, on cite deux exemples. Premier cas : il n'y aurait pas eu, contrairement à ce qui fut ensuite affirmé par la presse, de quatrième équipe mise en réserve, à bord d'une vedette rapide spécialement affrétée, pour suppléer la troisième équipe engagée pour le sabotage du Rainbow Warrior. Deuxième cas : l'exploit n'aurait pas été effectué, comme cela a paru dans la presse, dans des bouteilles de plongeur préalablement soudées et transportées par l'Ouvéa.

Pour le ministère de la défense, la révélation de tels détails accablés sa thèse selon laquelle les auteurs des « fuites » ont dévalé des plans, cartes préparées, mais non appliquées.

La communication de ces indices, appartenant à des opérations en cours, à la presse aurait eu lieu, à en croire le ministre de la défense, par un intermédiaire. Le capitaine Barré, ancien chef du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) et aujourd'hui en disponibilité pour cinq ans après son rôle dans l'arrestation de trois Irlandais en 1983 à Vincennes, est soupçonné d'avoir été cet intermédiaire. Le capitaine Barré est actuellement en

déplacement à l'étranger. Son avocat précise que l'officier de gendarmerie est à la disposition des autorités judiciaires.

Des collègues des militaires mis ainsi en cause dénoncent ce qu'ils considèrent comme étant, peut-être, les suites d'un règlement de comptes au sein du ministère de la défense.

Le personnel même de l'un des militaires impliqués, l'adjudant Richard Guillet, ne laisse pas, en effet, de faire réfléchir. Du temps où il était sergent-chef, Richard Guillet n'était, entre juillet 1979 et octobre 1981, chef d'équipe de nageurs de combat au centre d'Aspreto et affecté à l'école des troupes aéroportées de Pau, puis au centre d'entraînement commanda de Quémén, pour s'être opposé à des prises de position publiques de certains cadres de la DGSE hostiles à l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Muni et retardé dans son avancement, l'adjudant Guillet avait fait appel, en vain, à l'arbitrage de M. Hernu.

J. L.

M. Fabius voudrait désigner très vite les responsables

(Suite de la première page.)

Tous les conseillers de M. Fabius sont pourtant conscients de la nécessité où se trouve le premier ministre de répondre lui-même, très vite, à la question qu'il a suscitée par ses « aveux » de dimanche soir : qui a donné l'ordre auquel se réfèrent les exécutants du sabotage du Rainbow Warrior ?

Ces hésitations s'expliquent aussi, semble-t-il, par les conseils contradictoires adressés à M. Mitterrand depuis quarante-huit heures.

Lundi, au lendemain de la déclaration faite par le premier ministre, le chef de l'Etat était pressé par certains de ses collaborateurs d'intervenir lui-même, solennellement, pour essayer de mettre un point final à la crise qui persistait malgré la démission de M. Hernu. D'autres conseillers lui recommandaient, au contraire, de laisser le chef du gouvernement continuer à monter au créneau à condition de pouvoir présenter très vite, dans une deuxième

intervention, une explication complète sur les responsabilités en cause. Cette dernière suggestion paraît avoir prévalu, mais on ignore encore, ce mercredi matin, si le premier ministre interviendrait lui-même au terme des délibérations du conseil des ministres, avant sa participation, le soir, à sa causerie mensuelle « Parlez France » de 20 h 30 sur TF1.

Les hésitations du « couple exécutif » tenaient également, sans doute, à une analyse réaliste des désagréments politiques prévisibles, tant pour l'Hôtel Matignon que pour l'Élysée, même si la responsabilité politique personnelle de M. Hernu était confirmée au plus haut niveau de l'Etat. Certaines sources proches de l'Hôtel Matignon percevaient même, mardi soir, des signes de divergences entre le chef de l'Etat et le chef du gouvernement sur la stratégie à suivre.

ALAIN ROLLAT.

M. Lange réaffirme que les deux agents français seront jugés

Wellington (APP.) - Le premier ministre néo-zélandais, M. David Lange, a réitéré, mercredi 25 septembre, à Wellington, les informations laissant entendre que le gouvernement néo-zélandais pourrait intervenir d'une manière ou d'une autre pour empêcher le déroulement normal du procès des deux agents de la DGSE actuellement détenus à Auckland à la suite du sabotage du navire du mouvement écologiste Greenpeace.

Dans un bref communiqué publié par son cabinet, M. Lange a qualifié de « spéculations irresponsables et mal fondées » l'idée que le capitaine Dominique Prieur et le commandant Alain Mafart - qui portaient de faux passeports suisses au nom de Sophie et Alain Turange - puissent échapper à un procès à la suite d'un éventuel accord global de dédommagement avec la France. Le premier ministre a, par ailleurs, ajouté que de telles spéculations ne faciliteraient pas le dialogue avec la France.

M. Lange a affirmé que tous les Néo-Zélandais étaient d'accord avec lui quand il disait que le procès des « Turange » devait avoir lieu comme prévu par la loi néo-zélandaise.

M. Lange réagissait notamment à un commentaire de la télévision néo-zélandaise, qui, dans son journal de mardi soir, avait évoqué l'éventualité d'une prochaine libération des deux officiers français dans le cadre de la négociation d'un accord de réparation entre Wellington et Paris. Citant des sources « extrêmement dignes de foi », la télévision néo-zélandaise avait indiqué que des responsables des deux pays pourraient

discrètement négocier la rapatriation des deux agents de la DGSE tout en assurant que les exigences néo-zélandaises sur le plan des réparations soient satisfaites.

M. Lange a, par ailleurs, refusé de commenter des informations, provenant essentiellement de France, selon lesquelles les deux officiers français pourraient être rapatriés après leur procès, quel qu'en soit le verdict. La loi néo-zélandaise autorise l'avocat général du pays - en l'occurrence le vice-premier ministre, M. Geoffrey Palmer - à décider de l'abandon des charges et des poursuites contre les deux agents français. Une telle décision, répondant essentiellement à des motifs politiques, serait sans appel et pourrait intervenir avant ou après la session préliminaire de « présentation de preuves » qui doit commencer le 4 novembre à Auckland.

Par ailleurs, on dit qu'elle l'avait annoncé lundi, la Grande-Bretagne a demandé mardi 25 septembre à Paris le « versement rapide de dédommagement » pour l'attentat d'Auckland. La demande est formulée dans une note remise au Quai d'Orsay par Sir John Fretwell, l'ambassadeur britannique en France. Elle concerne le remboursement du navire (qui était sous pavillon britannique) et le versement de dommages et intérêts à la famille du photographe tué lors de l'attentat, Fernando Pereira, qui avait la nationalité néerlandaise. La Haye, de son côté, a condamné mardi l'attentat et se prépare également à effectuer des démarches auprès de Paris pour obtenir l'indemnisation de la famille du photographe.

M. Chirac demande à la Nouvelle-Zélande de libérer les « époux Turange »

« Les déclarations gouvernementales sont maintenant telles qu'il est évident que les deux Français actuellement détenus dans les prisons de Nouvelle-Zélande sont innocents », a déclaré M. Chirac, mardi 24 septembre, au micro d'une radio locale de Nouméa. « J'ajoute la Nouvelle-Zélande, démocratie respectueuse de l'état de droit et dans la justice de laquelle j'ai confiance, de libérer ces deux Français », a ajouté M. Chirac.

Le président du RPR a déclaré ne pas comprendre comment la Nouvelle-Zélande, « un pays qui appartient au camp des nations libres et donc devrait être l'allié de la France », s'associe pourtant depuis longtemps à des opérations qui vont directement à l'encontre des intérêts de la France. « Les soutiens politique, logistique, matériel, certainement financier apporté par le gouvernement néo-zélandais à toutes

les actions menées contre les essais nucléaires dans le Pacifique sont incompréhensibles et inadmissibles de la part d'un pays ami. Jamais la Nouvelle-Zélande n'a pris cette position quand l'Angleterre faisait des essais nucléaires en Australie. Je demande aux Néo-Zélandais de faire un peu attention à ce qu'ils font et d'avoir d'égard de la France un peu de correction », a ajouté M. Chirac.

Le rôle de M. Fabius

Le président du RPR a déclaré un peu plus tard à Bourail : « Dans une affaire de ce genre, la responsabilité du premier ministre est la seule qui compte, j'en parle par expérience. Je souhaite que le premier ministre nous dise réellement ce qui s'est passé à partir du moment où on en est arrivé là et quelle est sa propre responsabilité ».

LES « SAGES » DE L'OPPOSITION CONSEILLENT LA « RETENUE »

« Silence, ils coulent ! »

« Il ne faut pas appuyer sur la tête des gens qui se noient dans leurs mensonges, mais il ne faut pas leur tendre la main. »

Il s'agit de l'immensité des dégâts portés à l'institution présidentielle, d'images et au crédit de la France à l'étranger. « C'est le moment où la vérité s'arrête saute par la gravité des choses », commente un des responsables de l'opposition qui ne tient pas, pour ces raisons, à commenter l'affaire.

Si l'opposition n'a pas à « bouger », elle ne doit pas pour autant rester « inerte ». « Il faut qu'elle assure le bon développement de la vérité », commente un des responsables de l'opposition qui ne tient pas, pour ces raisons, à commenter l'affaire.

Dans cette nouvelle « phase » de l'affaire, où « les responsabilités politiques apparaissent de plus en plus nettement », l'opposition a du mal à imaginer que M. Fabius et M. Mitterrand lui-même ne soient pas en cause. D'anciens ministres rappellent que, sous le septennat de M. Giscard d'Estaing, des réunions hebdomadaires de renseignements se tenaient à Marignol autour du directeur de cabinet du premier ministre et que, depuis 1981, ces mêmes réunions se sont « transportées » à l'Élysée. « On ne nous fera pas croire que, dans ces conditions, quelqu'un de très proche de M. Mitterrand, sinon lui, n'était pas au courant de l'opération menée contre le Rainbow Warrior », prévient-

ils. M. Poniatowski remarque que « la réalité est celle de près de deux déclarations, celle du général Sauter et M. Tricot reconnaissant qu'il avait accordé une allocation de fonds exceptionnels et celle de M. Fabius constatant dimanche qu'il y avait bien eu une décision politique ».

Les scénarios possibles ? L'ancien conseiller de M. Giscard d'Estaing voit que trois : le président de la République affirme sa solidarité avec son premier ministre mais se met ainsi « à la merci de tout ce qui va être révélé » ; ou il se sépare de tout le gouvernement et choisit un nouveau premier ministre qui soit dans la ligne du PS ; ou, enfin, il se débarrasse de l'« échappatoire » de la commission d'enquête parlementaire. « Je souhaite très fermement que l'opposition n'accepte pas cette manœuvre dilatoire », ajoute M. Poniatowski.

Il croit en tout cas que « l'on va aller au bout de cette affaire ». Un avis que ne partage pas l'Assemblée de l'opposition. D'aucuns pensent qu'il est « plus facile » de demander maintenant la démission de M. Mitterrand plutôt que de l'exiger le jour où il serait directement mis en cause.

Il en a vu d'autres

Un sénateur UDF doute que cette affaire conduise à une « crise politique grave ». « Le président de la République en a vu d'autres », nous a-t-il fait remarquer. « Il est reparti de zéro à plusieurs reprises et n'a jamais renoncé. L'acte initial au fond n'est pas grave : ce qui est grave, c'est la formidable comédie jouée avec le rapport Tricot. C'est aussi ce qu'exprime un ancien député, M. Jacques Douffiaques (PR), quand il dit : « Chacun sait que les agents des services secrets ne sont pas recrutés dans les sociétés.

n'est pas cet argument qui a été mis en avant par M. Claude Labbé, le mardi 24 septembre, après la réunion du bureau du groupe RPR de l'Assemblée qu'il préside. Son mouvement ne participera pas à une commission d'enquête parlementaire, a-t-il dit, parce qu'il refuse que soit « rapportée sur nous une responsabilité qui appartient tout entière au pouvoir politique ». Il n'est pas intéressé par l'audition d'un officier « ni par le secret de défense et par son honneur de militaire ». Le RPR veut que les « responsables politiques » et en premier lieu M. Fabius, s'expliquent devant les commissions compétentes du Parlement, voire devant « l'Assemblée nationale en séance publique ».

M. Labbé a ajouté qu'une commission d'enquête « contribuerait à déstabiliser totalement les services secrets car il n'est pas normal que cela soit porté sur le plan public (...) en présence de représentants du Parti communiste, dont la fiabilité ne me paraît pas assurée ».

L'UDF, après que certains de ses membres, dont M. Pierre Méhaignier, ont souhaité la réunion d'une telle commission, est maintenant beaucoup plus hésitante. De nombreux parlementaires, comme MM. Christian Bonnet et Jean-Pierre Solé, ont voté résolument hostiles car ils y voient « un piège, un alibi, une manœuvre dilatoire ». La question doit être abordée au cours de la réunion du bureau politique de la confédération giscardienne ce mercredi à 17 heures ; mais la décision définitive pourrait être prise qu'une fois connue les déclarations du premier ministre en début de soirée à la télévision.

Un des arguments avancés par certains membres de l'opposition était que dans une commission de l'Assemblée, les socialistes seraient majoritaires, est-il possible que la droite ait une position différente au Sénat où c'est elle qui est la plus nombreuse ? Pour l'instant il n'en est pas question pour les raisons déjà évoquées au Palais-Bourbon. Au Palais du Luxembourg, aussi, on voudrait dans un premier temps que M. Fabius vienne s'expliquer devant la commission des affaires étrangères et de la défense.

En attendant, le chef du gouvernement pourrait avoir à répondre à quelques interrogations de l'ouverture de la session parlementaire, le mercredi 2 octobre, puisque ce sera le jour des questions au gouvernement et que c'est le RPR qui ouvrira le feu.

THÉRIER BRÉHER.

ON N'ARRÊTE PAS LE PROGRÈS !
LES CAMBRIOLEURS PERFECTIONNENT LEUR OUTILLAGE
 Vous devez perfectionner VOTRE DÉFENSE
 Il est indispensable de FAIRE RÉVISER VOTRE SERRURE par un spécialiste qualifié
 Adressez-vous à un serrurier du réseau PICARD.
 Il vous dira où se trouvent les serruriers agréés de votre région.
 SA PICARD, 4, rue Saint-Sauveur, 75001 Paris - Tél. 233-44-85

RECTIFICATIF
 M^{re} LAZARUS Sophie, professeur agrégée de russe, nous prie de mentionner que la présence de son nom dans la liste des signataires de l'appel « Gorbatchev à Paris : S.O.S. Droits de l'homme » publié dans le Monde du samedi 14 septembre 1985, page 8, résulte d'une erreur.
 Elle tient à préciser que tout en étant un défenseur convaincu des Droits de l'homme, elle n'a jamais signé le texte ci-dessus mentionné.

حزب الامن الاسلامي



Plus j'en sais, plus j'agis.

Aujourd'hui plus que jamais, gérer un portefeuille c'est avant tout agir. Mais pour bien agir, il faut savoir, à temps et en détail.

Pour cela, le Journal des Finances est pour moi le plus précieux des outils. Paraissant désormais le samedi, le Journal des Finances me fournit le panorama complet de la semaine, avec l'indicateur de tendance et les cours de la séance du vendredi.

Chaque samedi, les analyses financières sans complaisance, les prises de positions claires et précises, les conseils judicieux du Journal des Finances me permettent de prendre les décisions qui s'imposent, et d'agir dès le lundi à l'ouverture.

Semaine après semaine avec le Journal des Finances, j'acquiers ainsi une connaissance toujours plus approfondie des marchés financiers et économiques, pour tirer parti au maximum du formidable essor de la Bourse.

**LE JOURNAL DES
FINANCES**
JE LE LIS, J'AGIS.

Le Monde EDUCATION

UN NOUVEAU SOUFFLE POUR LA RECHERCHE

La collaboration des théoriciens et des praticiens

Discours ministériels (1), exposés, tables-rondes, vidéos, réceptions... La Sorbonne a baigné pendant quarante-huit heures, dans la ferveur pédagogique. Certes, comme il se doit dans une manifestation aussi massive et ambitieuse, l'intérêt n'a pas toujours été à la hauteur des attentes et la multiplicité des interventions a parfois donné une impression de précipitation et d'éparpillement peu compatible avec la sérénité de la réflexion scientifique.

Mais, somme toute, ces rencontres organisées par M. Jacques Perriault, autour du thème pom-pom : « Education, formation et société. Recherches pour demain », ont été un succès. Ne serait-ce que parce qu'elles ont rempli leur office, qui était de donner de façon solennelle le coup d'envoi à une réorganisation de la recherche dans le domaine de l'éducation et de la formation (le Monde du 18 septembre).

Très concrètement, celle-ci a pris la forme de l'annonce par M. Chevènement de la constitution d'un groupe de travail qui, en accord avec le ministère de la recherche, devrait faire, avant la fin du mois d'octobre, des propositions visant à la création d'un grand institut national de recherche sur l'éducation et la formation.

On pourra estimer qu'il n'est pas nécessaire de réunir 2 000 personnes pendant deux jours pour former une commission et créer une institution universitaire de plus. Mais, précisément, les responsables de l'opération s'attendent bien qu'il s'agisse d'autre chose que d'un simple « replâtrage » administratif.

Un immense décalage

L'enjeu est en effet de taille : sortir la recherche pédagogique du ghetto où elle a été reléguée jusqu'à présent et lui donner les instruments et les moyens d'une véritable production scientifique. Pour cela il était important de réunir tous ceux qui - dans les universités et au CNRS, dans les administrations et les entreprises - sont intéressés par les problèmes de l'éducation, comme créateurs de connaissances ou utilisateurs de formations. De les écouter et de leur montrer, en les associant au projet, qu'on avait besoin d'eux.

En mettant ainsi les petits plats dans les grands et en invitant des partenaires prestigieux (comme les grandes écoles, la Caisse des dépôts, ou les collectivités locales) à prendre place à ses côtés, l'éducation nationale entendait montrer que la recherche en éducation n'est pas réservée aux maîtres d'école, mais qu'elle touche aux problèmes de fond de la société : le développement, les mutations technologiques et leurs conséquences sociales, la compétition économique internationale, la démocratie (ou, pour parler

La création prochaine d'un grand Institut national devrait donner un élan à la recherche en éducation.

A condition que celle-ci passe sur le terrain.

comme M. Chevènement, la République...).

On peut en effet s'étonner du décalage entre la place immense occupée par la formation dans l'activité économique, les dépenses publiques privées et tout simplement la vie des gens et, d'autre part, la mineur des efforts consentis pour étudier le fonctionnement, le coût et l'efficacité de cette gigantesque machine.

M. Chevènement a indiqué quelques-uns des domaines - la

collaboration des meilleurs spécialistes de disciplines très diverses : économistes, sociologues, linguistes, cybernéticiens, généticiens, anthropologues... Le rôle du futur institut devra être de faciliter cette coopération grâce à la constitution d'équipes de haut niveau travaillant sur des sujets précis.

Mais la recherche en éducation ne se passe pas seulement dans le secret des laboratoires. Elle doit associer des praticiens - instituteurs, professeurs, formateurs d'adultes - qui n'ont pas seule-

Cette collaboration entre théoriciens et praticiens - dont l'intensité et les modalités peuvent varier selon le sujet traité - est une des richesses, mais aussi des difficultés, de ce type de recherche. Elle est source de tensions et demande, de part et d'autre, une juste évaluation de son rôle et de sa compétence. Mettre un peu de rigueur et de clarté dans ce mode de relations devrait être une des tâches du nouvel institut, une certaine confusion ayant souvent eu dans le passé à la crédibilité de la recherche pédagogique.

Une telle réorganisation demandera toutefois du courage pour ne pas couper la recherche du remarquable vivier des novateurs spontanés et des militants des mouvements pédagogiques, qui est l'un des atouts de l'école française.

Changement d'état d'esprit

Sans doute pourra-t-on s'étonner du retard avec lequel s'opère cet agissement d'un secteur aussi décisif pour la vie de notre société. Il tient en grande partie à des pesanteurs historiques, à des traditions administratives et politiques. Mais peut-être aussi les temps sont-ils mûrs pour que ce problème puisse enfin être posé. La pression de la crise économique, la hantise de la rentabilité, le défi des nouvelles technologies, frappent, avec insistance, aux portes de l'école. Un regain de confiance en la science - après les doutes de la précédente décennie - et une revalorisation du monde de la production ont fait se lever d'anciennes préventions.

Enfin les effets négatifs des critiques de l'école comme lieu de reproduction sociale et d'enfermement de la jeunesse se sont largement atténués, faisant place à une demande plus exigeante d'efficacité et de rationalité. Tous ces éléments - auxquels il faut ajouter l'impératif récent d'élargir les universitaires pour l'enseignement de leurs disciplines - rendent plus faciles des évolutions naguère impensables.

On peut donc se féliciter que la recherche en éducation n'échappe pas au grand vent de la modernisation. A condition évidemment de ne pas oublier que le but d'une politique éducative n'est pas de fabriquer des institutions mais des individus. Et que les plus belles machines, comme l'a rappelé le spécialiste américain de l'intelligence artificielle, Seymour Papert, sont celles qui permettent, non pas de refaire ce qu'on faisait autrefois, mais d'accroître la puissance créatrice et l'imagination des enfants.

FREDERIC GAUSSEN.

(1) Outre M. Chevènement, qui est intervenu à l'ouverture et à la clôture du colloque, les assistants ont pu entendre M.M. Carlen, ministre de la recherche et de la technologie, Carraz, secrétaire d'Etat aux enseignements techniques et technologiques, et Schwarzenberg, secrétaire d'Etat aux universités.

« RACONTEZ-VOUS GRAND-MÈRE... GRAND-PÈRE »

Un concours sur ce thème est organisé par le ministère de l'éducation nationale et le secrétariat d'Etat chargé des personnes âgées. Jusqu'au 15 novembre, les élèves de toutes les classes des écoles publiques et privées sont invités à raconter l'histoire d'une personne âgée en la reliant aux grands événements de notre siècle. Un jury composé de représentants de l'administration, de la presse, d'enfants et de personnes âgées attribuera de nombreux prix pour une valeur totale de plus de 100 000 francs.

Secrétariat d'Etat chargé des retraités et des personnes âgées, concours « Racontez-vous grand-mère... grand-père », 40, rue du Bac, 75700 Paris.

Université Aix-Marseille II

Faculté des sciences économiques Aix-Marseille II
- DEA « Jeunes entreprises, planification et développement »
- DES « Formes de l'entreprise : gestion et stratégie de développement »
Châlon : CV déposé avant 30 septembre 1985.
CEDEC Châlon Cedex, pour les inscriptions.
12000 Le Mans - Tél. : (02) 72 40 44.

Le futur « INREF »

Animation et coordination

Créé par le ministère de l'éducation nationale et par celui de la recherche, le futur Institut national de la recherche en éducation et en formation serait un établissement à caractère scientifique et technique, analogue au CNRS ou aux organismes existant pour la santé (INSERM) ou l'agriculture (INRA). Il devra jouer un rôle d'impulsion d'animation et de coordination.

Cet institut regrouperait des équipes de chercheurs propres ou associées qui pourraient être installées dans des universités, d'autres organismes publics ou des entreprises industrielles.

La recherche fondamentale se ferait dans le cadre de trois départements : l'un comprendrait les recherches effectuées à partir de disciplines déjà constituées (sociologie, psychologie, économie, histoire...), un autre les recherches consacrées à la didactique des disciplines enseignées dans les écoles et les lycées (mathématiques, français, physique, langues vivantes...), le troisième serait consacré à l'« ingénierie » de l'éducation (mise au point de nouveaux

matériels pédagogiques, de documentation, de programmes d'autoformation...).

D'autres recherches plus appliquées, et regroupées des chercheurs et des praticiens du primaire et du secondaire, porteraient sur des projets de durée limitée (quatre ou cinq ans), qui devraient permettre de répondre à des demandes précises de l'administration et d'aboutir à la production de produits et de services pédagogiques. Ces activités proviendraient en partie de celles de l'actuel INRP (Institut national de la recherche pédagogique). L'action de l'institut serait renforcée par des délégués scientifiques régionaux, chargés notamment des relations avec les rectors, et par la mise sur pied d'un solide réseau documentaire permettant une diffusion rapide et efficace des résultats des recherches.

Les activités de recherche de cet institut seraient soumises aux mêmes règles que celles des autres centres de même nature, concernant la qualification des personnels, l'évaluation et la publication des résultats.

« Où sont les jeunes ? »

Pour les connaître, écoutons-les...

« Qui sont les jeunes, que veulent-ils, où sont-ils ? » « Allons les voir ! », a proposé M^{me} Anne-Marie Leduc, professeur à l'université de Bordeaux II, répondant à ses propres questions devant l'assemblée surchauffée qui tenait à imaginer des axes de recherches nouveaux sur les problèmes de la jeunesse.

L'une des idées de base de ce colloque consiste en effet à dire que l'école n'est qu'un lieu parmi d'autres de socialisation et d'apprentissage, et que l'échec scolaire n'est que relatif puisque bien des jeunes répètent ce qu'ils ont appris, que des enfants mûrs et aptes à l'école se révèlent dans la société de talents créateurs.

Plutôt que d'approfondir les moyens déjà mis en œuvre et à la pour réconcilier école et société, les responsables du colloque ont préféré mettre l'accent sur les acquisitions d'apprentissage fondamentales « au sein des

bandes, des groupes, des clubs... ».

Les jeunes entrepreneurs, créent... Allons-les à la recherche de leurs utopies en les écoutant. Interrogeons-les aussi sur la réalité, la valeur, les causes de ces enthousiasmes-là, qui ne guérissent pas à l'école ! Pour mettre en valeur ces champs d'investigation, les chercheurs en éducation proposent un véritable renversement de perspective : l'éducation imposée par l'adulte cesserait d'être posée en idéal absolu. Mais pour construire un nouveau modèle, les chercheurs ont besoin de rencontrer les jeunes. D'où la proposition de leur accorder des crédits « pour qu'ils nous aident à mieux les connaître, et, grâce à eux, la société moderne ».

« Nous ne savons pas grand-chose d'eux, a admis M^{me} Nelly Lesselbaum, chercheur à l'INRP, mais ils veulent savoir ce que nous savons d'eux. »

PHILIPPE BERNARD.

L'université Paris-Nord organise une université d'automne sur le thème

« L'Entreprise, milieu éducatif »

du 28 au 31-10-85 à l'I.U.T. de Saint-Denis.

Réserve aux Enseignants et Cadres d'Entreprise.

Pour tout renseignement s'adresser à :

Mission académique

Cité administrative

Route de Choisy

94000 CRÉTIL

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir

assistant-réalisateur
scripte
monteur-monteuse

Cours directs (1^{re} et 2^e années)

Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris

Tél. 874.65.94

Documentation M sur demande

icd institut
international
du commerce
et de la distribution

**JEUNES (Niveau bac, bac + 1) VOTRE AVENIR
DEPEND DE VOS ETUDES**

L'I.C.D. vous ouvre la voie vers les grandes
carrières du COMMERCE et des AFFAIRES INTERNATIONALES

L'I.C.D. une formation en 3 ans concrétisée par :

- Le B.T.S. d'ACTION COMMERCIALE en fin de 2ème année
- Une 3ème année de SPECIALISATION (option PME/PMI ou COMMERCE INTERNATIONAL)
- Une PRATIQUE DU TERRAIN grâce à 4 stages en entreprise d'une durée totale de 8 mois

L'I.C.D. :

- Une grande école pour le commerce
- Un enseignement actif, ouvert sur le monde du travail et les entreprises
- Un programme d'échanges internationaux (avec bourses d'études à l'étranger).

Prochain concours d'entrée :
1er Octobre 1985

L'I.C.D. La garantie d'un diplôme d'Etat, le dynamisme d'une Grande Ecole
I.C.D. 63, avenue de Viller 75017 PARIS Tél. 766.84.22 Etablissement privé d'enseignement supérieur

LE DIESEL SE DECOUVRE DES SENSATIONS.

La nouvelle Mercedes 190 D 2.5 arrive et le Diesel devient sensationnel. Entrez dans le monde de Mercedes et démarrez.

Sensation de décontraction. 5 cylindres sous le capot développant 90 ch à 4600 tr/mn, c'est la nouvelle souplesse. Vous avez sous le pied une puissance d'accélération surprenante de 0 à 100 km/h en 14,8".

Écoutez. Moteur puissant mais discret. On enroule les kilomètres avec enthousiasme. L'insonorisation, la direction assistée et le couple élevé du moteur contribuent à vous donner cette sensation extraordinaire : roulez pendant des mil-

liers de kilomètres comme sur un nuage.

2,5 litres, c'est une nouvelle vitalité pour le Diesel. Dans la 190 de Mercedes ce moteur a l'esprit de performance : 174 km/heure en vitesse de pointe (sur circuit).

Laissez-vous aller à découvrir d'autres sensations, toutes celles qui sont inséparables du nom de Mercedes : sécu-

rité, confort, maniabilité. Et partez, partez loin.

*Mercedes 190 D 2.5 BV5 - Consommations normales UTAC : 5,5 l à 90 km/h - 7,1 l à 120 km/h - 8,6 l en parcours urbain.
Mercedes-Benz Financement : un financement personnalisé - crédit, location, location avec promesse de vente.*

MERCEDES-BENZ



Ogilvy & Mather

RECHERCHE

Le futur ciné

CONSERVATOIRE
IRE DU
IEMA FRANCAIS

istant-réalisateur
ple
teur-monteuse

CF

société

SIX JOURS PLUS TARD A MEXICO

L'exode

millie ou dix mille morts et n'aura détruit qu'un millier d'immeubles. Ce paradoxe s'explique. A l'origine, au temps des Aztèques et de la conquête, Mexico n'était qu'un lac. Aujourd'hui, c'est un océan urbain, le plus vaste du monde et le plus peuplé : 600 kilomètres carrés et

Océan urbain où une catastrophe d'une telle ampleur pourrait - hypothèse d'écologie - avoir été totalement ignorée dans certains quartiers. Une habitante du sud visitant le quartier de La Roma disait : « Quand j'y suis entrée, j'avais l'impression d'entrer dans un film et quand je

la famille, en attendant la reconstruction promise par le pouvoir mexicain. Il est toutefois impossible de prendre la mesure de ce phénomène. Ceux qui ont décidé de quitter Mexico seraient-ils cinq cent mille ou un million qu'on s'aperçoit à peine de leur fuite...

La ville reçoit de nombreux visiteurs de marque. L'épouse du président américain, Nancy Reagan, est venue lundi porter un chèque de 1 million de dollars. Le premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez, en route pour l'Assemblée générale de l'ONU devait faire étape mercredi à Mexico. On signalait même la présence du grand chanteur Plácido Domingo, qui est d'origine mexicaine. C'est vrai : nous l'avons vu, mardi matin, fouiller avec les sauveteurs dans les débris d'un immeuble de Tlatelolco où vivait son oncle et sa tante. Il portait un masque sanitaire et avait, comme tout le monde, les yeux rouges.

BRUNO FRAPPAT.

DÉFENSE

Un missile antichar « urbain »

L'armée de terre française a décidé de s'équiper d'un missile antichar à courte portée (ACCP) conçu par la société Aérospatiale. Ce missile, dont la portée dépasse 600 mètres, sera utilisable contre tous les blindages modernes existants et capable de percer 900 millimètres d'acier. Il est surtout utilisable en milieu urbain et en espace clos, pour le combat de rue. 250 millions de francs figurent au projet de budget 1986 pour le financement de la mise au point et de l'industrialisation de cette arme. Ce missile sera livré à partir de 1989.

Recevant ses ordres par fil, l'ACCP ne sera pas sensible aux brouillages de l'ennemi. L'ensemble poste de tir et munition, d'un poids de 14 kilos, permet le tir à l'épaule. Le tir préparé en installation fixe s'effectue en ajoutant un trépied (2 kilos). Arme individuelle, l'ACCP est facilement utilisable de nuit par simple adjonction d'un intensificateur de lumière.

RACISME

Une marche à travers l'Europe

S'inspirant de la Marche pour l'égalité (1983) et de Convergence 84, SOS-Racisme organise cette année une manifestation de dimension européenne pour l'égalité des droits.

Deux colonnes, composées de scooters et de vélocycles, quitteront Bordeaux et Avignon le 21 octobre et parcourront la France selon un itinéraire formant la sigle SOS. A chaque étape, les participants feront signer une Charte pour l'égalité, notamment par les élus, policiers et magistrats.

Deux autres caravanes parties de Rome et de Stockholm au début de novembre regrouperont des Européens d'origine immigrée ou non et convergeront avec les précédentes le 14 décembre à Paris pour une vaste manifestation. Celle-ci s'achèvera au Bourget par un concert contre l'apartheid.

M. Badinter amende son projet

Les « petits juges » n'iront pas toujours par trois

Les juges d'instruction n'iront pas toujours par trois. Le garde des sceaux a en effet décidé d'amender, par souci de simplification, le projet dont il avait révisé le texte dans le *Monde* du 6 septembre. Lorsqu'un prévenu sera sur la point d'être inculqué, il pourra renoncer à être placé en détention provisoire par les trois magistrats campant les futures chambres d'instruction. Toutefois, ce renoncement à la collégialité ne sera possible que si le prévenu est déjà assisté, à ce stade de la procédure, par un avocat.

C'est une retouche sensible du projet Badinter qui a ainsi été décidée, après une « large consultation » des organisations professionnelles, souligne-t-on à la chancellerie. Cette modification vise à alléger la charge

de travail des juges d'instruction. Le projet initial allourdissait en effet sensiblement leur tâche et posait des problèmes difficilement solubles dans les petits tribunaux, où il n'y a parfois qu'un ou deux magistrats instructeurs. On parle, au ministère de la justice, de « simplification » du projet initial, mais on s'y défend de tout « reniement ».

Le projet ainsi modifié a été soumis au début de cette semaine au Conseil d'Etat. Celui-ci devrait émettre un avis sur ce texte jeudi 26 ou vendredi 27 septembre. Le projet pourrait alors être examiné en première lecture par le Parlement avant la fin octobre.

B.L.G.

De notre envoyé spécial

Une paysanne des environs disait : cette ville est tellement grande qu'il peut y faire « au même moment très beau et très mauvais ». Aussi peut-on avoir ici l'impression que la fin du monde est arrivée et là que la ville continue comme si de rien n'était.

Cette immensité explique aussi la première surprise des visiteurs étrangers débarqués après les tremblements de terre des 19 et 20 septembre : ils ont l'impression de s'être trompés de ville. « Nous pensions que Mexico était onéantie, ou presque. Or que voient-ils ? Une ville qui a retrouvé ses inextricables embouteillages, des quartiers entiers où l'on ne voit pas l'ombre du commencement d'une ruine. Il y a même, chez certains visiteurs, comme un sentiment de frustration : quoi, ce n'est que cela ? Au point qu'on se demande finalement si Mexico n'aura pas à s'excuser d'un séisme qui n'aura fait « que » neuf

LA LISTE DE 3000 FRANÇAIS DU MEXIQUE SUR MINITEL

Depuis le 24 septembre à 20 heures, le fichier de trois mille Français « localisés » par l'ambassade de France au Mexique peut être consulté par Minitel. Téléphonez au (1) 555-92-22. Cette liste comprend 3000 noms sur les quels 10 000 Français vivant au Mexique, auxquels s'ajoute un nombre indéterminé de touristes.

En outre, on peut toujours appeler trois numéros spéciaux pour tenter d'avoir des renseignements :

550-34-60 (ministère des relations extérieures) ;
783-16-00 (ministère de la coopération) ;
261-51-60 (collectif Mexique-Solidarité).

DEVANT LA COUR D'ASSISES DE LOIRE-ATLANTIQUE

La logique vertigineuse de Frédéric Boulay tueur par racisme proclamé

De notre envoyé spécial

Nantes. - Ce jeune homme mince et blême, plus vauré qu'assis sur le banc des accusés des assises de Loire-Atlantique, affichant un ennui ostensible jusqu'à l'insolence, a tué, le 11 novembre 1984 à Châteaubriant, en criant : « Heil Hitler » deux travailleurs turcs. Il en a blessé cinq autres, et son seul regret est de ne pas avoir pu faire mieux. Il s'appelle Frédéric Boulay, il a vingt-trois ans et il est nazi. Le dossier constitué contre lui a été facile à établir. Arrêté dans l'instant qui suivit ses crimes, il a tout dit de leurs raisons, aussi bien aux gendarmes qu'au juge d'instruction.

Les procès-verbaux de ses auditions sont éloquentes. « J'ai pris mon fusil de pompe et une vingtaine de cartouches d'armes pour le sanglier. Je ne prends pas de cartouches à plomb, car ce n'est pas assez précis. J'ai attendu la tombée de la nuit pour ne pas me faire trop voir. Dans le café, il y avait pas mal de monde. J'ai épaulé et tiré du milieu de la rue. Je voyais très bien les gens à l'intérieur. J'ai visé au mieux des corps. Là où j'ai tiré le plus de coups de fusil, c'est devant moi. J'ai vu que les gens se couchaient. Alors, j'ai abaissé mon angle de tir. Vous m'inculpez d'assassinat et de tentatives d'assassinat. Je suis d'accord. Il y a eu un coup de malchance pour que je n'en tue que deux. » Frédéric Boulay a dit encore : « Je voulais flinguer des bagnoules. Les Turcs et les Arabes, pour moi, c'est la même chose. En aucun cas, je ne regrette ce que j'ai fait. La France a beau être une terre d'asile, ce n'est pas un dépôt. L'estime que j'ai eue pour mon pays. D'abord, aujourd'hui ce pays me met en prison, mais tout peut changer. D'ici cinq ou six ans, il aura un régime d'extrême droite ou alors les étrangers feront la loi. »

De ces propos qui donnent le vertige, il a écouté le rapettement sans broncher, indifférent, les yeux au plafond, avec ce dédain propre à l'accusé politique. En six heures d'audience, il n'a pas consenti plus de vingt phrases. Aux questions, il oppose, sans même se lever : « Je n'ai pas envie de vous répondre. » Quand le président, M. Alain le Caignec, a fini par le fâcher et l'a menacé d'expulsion s'il perséverait dans cette « désobéissance », il a répondu avec une morgue identique : « Si vous voulez », comme on dirait chiche.

Les psychologues et les psychiatres tenaient assurément à un beau sujet d'examen, mais, malgré leur science, ils sont restés plutôt pantois.

Un père résistant

Il y avait de quoi. Ce tueur de Turcs est impénétrable et paradoxal aussi. Car Frédéric Boulay, qui tapissait sa chambre au domicile paternel de Martigné-Ferebaud, en Ille-et-Vilaine, de

« Je voulais flinguer des bagnoules... En aucun cas, je ne regrette ce que j'ai fait. » Aux assises de Loire-Atlantique, Frédéric Boulay a écouté, indifférent et sans broncher, le rappel de ses propos.

portraits de Hitler, de drapeaux à croix gammée, qui écoutait avec ferveur des enregistrements de chants nazis et de discours du Führer dans les années 30, est le fils d'un artisan peintre qui, lui, fut un grand résistant aux heures de l'Occupation. Il est aussi le beau-frère d'un naturaliste d'origine tunisienne il ne trouva jamais rien à redire au mariage de sa sœur.

Alors ? On a cherché, fouillé dans une enfance et une adolescence encore toute proche. Minces découvertes. Jusqu'à douze ans, Frédéric Boulay fut un écolier calme, appliqué, mais, au dire de ses proches, il devient taciturne et renfermé à partir des années de collège, avec des résultats exécrables. Faut-il aussi chercher des raisons dans un incident qu'il eut à dix-huit ans avec un ouvrier étranger ? Qualifié de perturbateur, il fut renvoyé du centre d'apprentissage.

L'armée, où il entra ensuite en devançant l'appel, ne lui convint pas mieux. Il attendait que l'armée des bureaucrates, On le verse dans l'infanterie de marine. Il juge qu'il y a là trop d'Antilles pour son goût. Il revient chez papa et maman. Il retrouve cette chambre où les insignes nazis s'ajoutent à d'autres. Le père, à qui l'on dira : « Ça ne vous a pas surpris ? », répondra que non et invoquera l'incapacité d'un dialogue avec ce fils impénétrable.

Vous savez qu'il a dit que ce qu'il avait fait, c'était exactement la même chose que ce qu'avaient fait les résistants. Qu'en pensez-vous ?

- Je ne comprends pas.
- Est-ce lui qui refusait le dialogue ou est-ce vous qui hésitez à lui parler ?

- Je ne sais pas. On n'avait pas tellement envie de se parler ni l'un ni l'autre.

On n'a pas tourmenté davantage ce pauvre homme. La mère, elle, se bat plus vigoureusement, mais aussi maladroïtement. Non, elle n'a jamais rien remarqué qui l'ait gêné à aucun moment. Tout est venu de ce renvoi de Frédéric de

l'usine où il travaillait et qui en fit un chômeur.
« Nous voudrions qu'il s'en sorte. »
- Pourtant, il lui fallait bien de l'argent, puisqu'il était chômeur, pour acheter tous ces insignes, toutes ces cassettes et aussi cette arme qui fut celle du crime ?
- Ah ! monsieur le président, Frédéric ne dépendait rien de ces choses inutiles. Mais on ne peut pas non plus se passer de tout.

Serait-ce à la maison qu'il aurait entendu des propos peu amènes sur les étrangers ?
- Non, monsieur, on n'avait pas de conversations sur ces gens-là. Nous les ignorions. Nous voulions seulement travailler. Nous ne demandons que notre place dans la société.

Un vengeur solitaire

Serait-ce une façon pour cette mère de signifier obscurément que sans cette communauté turque, à Châteaubriant, Frédéric ne serait pas lui.

Lui, pour la première fois, a manifesté un peu d'émotion. Pour cette mère, l'épreuve, il a jeté brutalement à l'adresse de la cour : « Vous ne croyez pas que ça suffit comme ça ? Ca suffit, en effet. De la même façon, il avait réglé d'une phase les remarques sur son cheminement vers l'idéologie nazie en regard du passé éternel à l'égard de l'Occupation. « Moi, c'est moi, et mon père, c'est mon père. »

Le président lui dit que ce n'est pas un raisonnement. Il répond : « C'est tout ce que j'avais à dire. »

Il consentira tout de même deux ou trois répliques : « Les idées racistes m'intéressent. » On lui a parlé de l'ex-FANE et de son président Marc Fredrikson, « un patronyme qui n'est pourtant pas de vieille noblesse », dira le président. On lui a parlé aussi de M. Le Pen, pour qui c'était, faute de mieux, Fut-il en ce jour tragique du 11 novembre 1984 un isolé, un autonome. Rien n'a permis en tout cas d'établir une liaison avec un groupement quelconque.

Les psychiatres disent même qu'il n'aurait pas supporté un encadrement quel qu'il fût. Ils ont trouvé un manichéisme complaisant jusqu'au bout de ses ressentiments pour se fortifier dans un rôle de « vengeur solitaire ». Ils ont constaté « une absence totale de remords ». Ils ont entendu Frédéric Boulay dissenter sur les Japonais, car ces derniers ne sont pas la production nipponne : ils travaillent bien, mais on n'a pas besoin des Japonais chez nous. D'ailleurs, leur alliance avec Hitler ne fut que de circonstance. » Il leur a expliqué, encore, que, à son avis, « Wehrmacht, comparée aux SS, ça faisait plutôt désordre. Ils ont été frappés par son anéantissement à refouler toute affectivité.

Bilan de tout cela ? « Une surestimation de soi-même, des réactions de préstance, une rigidité excessive tout remise en question, la certitude d'une omnipotence singulière allant jusqu'à la conviction qu'il pouvait faire ce qu'il fit sans être inquiété. » Mais le bilan, ce sont aussi ses victimes, ces travailleurs turcs rescapés qui n'en sont pas encore revenus, qui vivaient à Châteaubriant depuis 1973, appelés par un employeur de la ville, sous contrat tout à fait régulier passé avec le consulat, et qui vivaient en paix. Ce sont les veuves des morts. Pour dire leur malheur, leurs mots sont simples et leur ton sans ostentation. Frédéric Boulay n'en a que faire. L'avenir, son avenir, au dire des psychiatres, passe par « une crise existentielle qu'une psychothérapie n'améliorera pas obligatoirement. Faute de cela, il reste dangereux. »

Voilà sur quelles données il faut le juger. L'assassin, avec les parties civiles qui sont, en la circonstance, le MRAP et l'association Solidarité aux travailleurs immigrés, représentés par MM^{es} Joyeux et Jean Danet, ainsi que l'avocat général, M. Jacques Bruneau, ont assuré la part plus belle que M^{re} Loïc Mathord, en quête d'hy-pothétiques circonstances atténuantes.

JEAN-MARC THÉOLÉPHE.

Le FMI invite le Mexique à bénéficier d'un prêt de secours

Depuis le tremblement de terre qui a ravagé le pays, le Mexique peut demander au Fonds monétaire international (FMI) à bénéficier d'un prêt d'urgence. Le Fonds lui-même l'aurait proposé aux autorités locales, dès le vendredi 20 septembre, soit le lendemain de la première secousse. D'autres organisations internationales ont fait depuis des propositions similaires : la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement.

On estime que Mexico pourrait obtenir de 300 à 600 millions de dollars de tirages spéciaux (1 DTS = 1,05 dollar) du seul FMI. Par comparaison avec d'autres pays frappés par des catastrophes naturelles, le Nicaragua avait reçu 120 millions de DTS au lendemain du tremblement de terre de 1973, soit 44 % de sa quote-part au Fonds, tandis que la République dominicaine avait obtenu 50 % de sa quote-part, soit 23,25 millions de DTS.

après l'ouragan qui l'avait dévastée en 1979.

Les deux parties doivent également négocier les conditions de déblocage de 900 millions de dollars de prêts restant à devoir au Mexique.

Le FMI a précisé que la suspension de ces deux tranches de crédits, révélée par des fuites à la presse le jour même du séisme, n'était pas due à une « décision » de sa part, mais résultait des conditions de l'emprunt : pour obtenir l'ouverture d'une ligne de crédit stand-by de 300 millions de dollars en novembre 1982, le pays s'était engagé à fournir certains résultats économiques résumés dans un indicateur trimestriel. En juin, l'indicateur révélait que le Mexique, conséquence d'une politique de relance de l'économie et de la baisse des prix du pétrole, s'était écarté de ses objectifs, notamment budgétaires.

« Le Canard enchaîné » accuse M. Jacques Médécine de contrebande de bijoux

Le Canard enchaîné du 25 septembre accuse M. Jacques Médécine, député des Alpes-Maritimes, maire de Nice (appartient RPR), d'avoir, au mois de juillet 1984, tenté de passer en contrebande aux Etats-Unis des bijoux d'une valeur de 11 072 dollars. Contrôlé par la douane américaine, M. Médécine aurait dû payer une amende correspondant au double de la valeur des bijoux, soit 174 000 francs. De plus, le Canard fait état de démarches commerciales entreprises par le maire de Nice aux Etats-Unis, et notamment du rôle d'intermédiaire joué par M. Médécine entre la mairie de Los Angeles et les Sanisettes Decaux. M. Médécine demandait un pourcentage de 10 % sur la publicité apposée sur les Sanisettes.

Depuis Nouméa, où il se trouve actuellement, M. Médécine n'a répondu qu'il poursuivait le Canard enchaîné en justice et a précisé : « Cette affaire (des bijoux) est toute simple et banale, et elle remonte à juillet 1984. J'étais dans mes bagages, en arrivant à Los Angeles, un bracelet avec un saphir pour mon épouse et deux mantras qui n'étaient pas de grande valeur. La confusion est venue du fait que je suis marié à une Américaine et que je me rends souvent aux Etats-Unis. Le douanier a voulu me considérer comme un résident américain et a établi sur son procès-verbal que j'étais possesseur d'une amende d'un montant maximum de 22 000 dol-

lars, pour avoir omis de déclarer des objets de valeur soumis à droit de douane. »

« N'étant pas résident américain, ajoute M. Médécine, je n'ai eu qu'à produire la facture d'achat de ces objets et à apporter la preuve que je n'étais résident américain ni de droit ni de fait. Et j'ai dû payer des droits simples, pour un montant qui est plus de dix fois inférieur aux chiffres avancés par le Canard enchaîné. Mais il n'y a eu ni amende, ni suite, ni poursuite pour une affaire dont je n'ai jamais fait mystère. J'avais même eu l'occasion d'en parler au micro de Radio Baie des Anges, comme exemple de lo grande rigueur et du fonctionnement du système douanier aux Etats-Unis. »

« Les deux sociétés de droit américain - et non panaméen dont il [le Canard] fait état n'existent pas, affirme encore M. Médécine. La première est restée à l'état de projet. Ses statuts n'ont même jamais été déposés. Elle aurait eu pour objet de s'occuper de l'importation aux Etats-Unis de divers matériels français - dont des Sanisettes Decaux, - mais nous n'avons pas poursuivi le projet (...). Quant à la seconde société, elle avait pour but d'importer des techniques françaises électroniques, mais aucune opération n'a été faite, et elle a été dissoute au bout de quelques mois, il y a déjà plus de deux ans. »

صك امت الاصل

RTL partout!

Vendredi 20 septembre, 20 H 30, LENS :
PSG continue son parcours sans faute.

PSG, l'équipe RTL.

Samedi 21 septembre, 20 H 30, BERCY :
Jacques HIGELIN poursuit son triomphe au POPB.

Un spectacle RTL.

Samedi 21 et Dimanche 22 septembre :
"Fête du Cinéma" en France.

Une réussite exceptionnelle soutenue par RTL.

Dimanche 22 septembre, PARIS :
Plus de 100.000 personnes assistent
au grand défilé du 1er Festival International de la Mode.

Un show extraordinaire avec RTL.

Dimanche 22 septembre :
Journée "portes ouvertes" dans tous les monuments historiques de France.

Record absolu avec 1.500.000 visiteurs, grâce à RTL.

Formidable RTL.

INFORMATIONS « SERVICES »

JEUX

LE NOUVEAU LOTO SPORTIF

Un « Totocalcio » à la française

Le Loto sportif, premier concours de pronostics organisé en France, qui avait été arrêté après cinq tirages le 9 juillet dernier, reprend les 25 et 26 septembre avec une formule renouvelée : sur 45 tirages, 25 seront consacrés au football en 1985, et sur les 27 premiers bulletins du nouveau jeu, 24 porteront sur le football et les trois autres sur le rugby.

La nouvelle formule est plus simple : les parieurs devront trouver les résultats de rencontres et

non plus les nombres de buts ou les classements. La périodicité du jeu est désormais hebdomadaire avec validation les mercredis et jeudis ; la mise est de 5 francs au lieu de 12,50 francs, avec la possibilité de jeux multiples sur un bulletin ; et le tirage de hasard est supprimé.

La différence est donc infime désormais avec le Totocalcio italien, dont le principe avait été préalablement révisé.

Les cinq premiers tirages avaient rapporté 20 millions de

francs au mouvement sportif, qui reçoit 30 % du montant des enjeux. Sur cette somme, 4 millions étaient reversés au sport de haut niveau et 16 millions aux sports de masse, par l'intermédiaire du Fonds national de développement du sport (FNDS). Selon les estimations du ministère de la jeunesse et des sports, le Loto sportif devrait fournir en 1985, lors des 45 tirages prévus, 300 millions de francs au sport, soit près de 7 millions de francs en moyenne par jeu.

LOTO SPORTIF

VALIDATION 25 et 26 Sept. N°6

Equipe 1	Equipe 2	Equipe 1	Equipe 2
1 MARSEILLE MONACO	1 N 2	10 LAVAL STRASBOURG	1 N 2
2 AUXERRE LENS	1 N 2	11 LE HAVRE METZ	1 N 2
3 NICE NANTES	1 N 2	12 TOURS SETE	1 N 2
4 BREST NANTES	1 N 2	13 LYON GUEUGNON	1 N 2
5 NANCY TOULON	1 N 2	14 LE PUY RHODES	1 N 2
6 PARIS-S.G. SOCHAUX	1 N 2	15 LORIENT GUIMPER	1 N 2
7 LILLE TOULOUSE	1 N 2	16 SEVILLAN REAL VALLADOLID	1 N 2
8 BORDEAUX BASTIA	1 N 2	17 CAEN VALENCIENNES	1 N 2

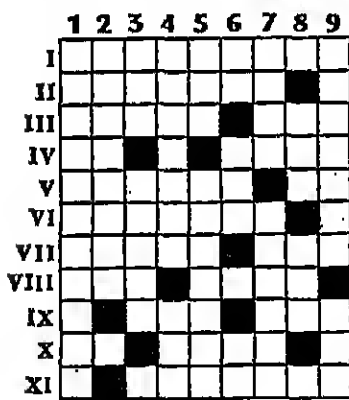
NE COCHER QU'UNE SEULE MISE

JEU SIMPLE		JEU MULTIPLE	
1 Double = 1 ligne à 2 croix	1 Triple = 1 ligne à 3 croix	1 Double = 1 ligne à 2 croix	1 Triple = 1 ligne à 3 croix
1 Double = 1 ligne à 2 croix	1 Triple = 1 ligne à 3 croix	1 Double = 1 ligne à 2 croix	1 Triple = 1 ligne à 3 croix
1 Double = 1 ligne à 2 croix	1 Triple = 1 ligne à 3 croix	1 Double = 1 ligne à 2 croix	1 Triple = 1 ligne à 3 croix
1 Double = 1 ligne à 2 croix	1 Triple = 1 ligne à 3 croix	1 Double = 1 ligne à 2 croix	1 Triple = 1 ligne à 3 croix
1 Double = 1 ligne à 2 croix	1 Triple = 1 ligne à 3 croix	1 Double = 1 ligne à 2 croix	1 Triple = 1 ligne à 3 croix
1 Double = 1 ligne à 2 croix	1 Triple = 1 ligne à 3 croix	1 Double = 1 ligne à 2 croix	1 Triple = 1 ligne à 3 croix
1 Double = 1 ligne à 2 croix	1 Triple = 1 ligne à 3 croix	1 Double = 1 ligne à 2 croix	1 Triple = 1 ligne à 3 croix
1 Double = 1 ligne à 2 croix	1 Triple = 1 ligne à 3 croix	1 Double = 1 ligne à 2 croix	1 Triple = 1 ligne à 3 croix
1 Double = 1 ligne à 2 croix	1 Triple = 1 ligne à 3 croix	1 Double = 1 ligne à 2 croix	1 Triple = 1 ligne à 3 croix

NOM :
RUE :
CODE : VILLE :

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4061



VERTICALEMENT

1. Le supplice de la goutte. - 2. Son domaine est réduit ou incommensurable. - 3. Favorise les rapprochements intimes. Peuple thrace. - 4. Au pied d'une botte. Ballade à pieds. - 5. Maréchal de France qui servit deux rois. Non périssable. - 6. Se fête dans l'allégresse tant à la naissance qu'à la mort. Il est généralement vite « retourné ». Négation. - 7. Bien que source de lumière, il n'émet guère dans nos aspirations. On peut leur faire une niche sans qu'ils s'en formalisent. - 8. Comme Brigitte, elle a pour mission de protéger, entre autres, les bardots. Rousse pour un Corse. - 9. Antigrippe. « Article » du « Times ».

Solution du problème n° 4060

- Horizontalement**
I. Ténia. St. - II. Ambulance. - III. Toulon. As. - IV. Ouissant. - V. Of. - VI. Naine. Pil. - VII. Elocution. - VIII. Me. Epouse. - IX. Eau. En. Is. - X. Tentées. - XI. Tucs. Esse.
- Verticalement**
1. Tâtonnement. - 2. Amou. Aléa. - 3. Eblé. lo. Ute. - 4. Nuisance. Es. - 5. Iles. Eupen. - 6. Aaraz. Tente. - 7. Pin. Es. - 8. Scatologies. - 9. Tes. Finesse.

GUY BROUTY.

PTT

PCV : il faut qu'un service soit ouvert ou fermé

Le 17 septembre au matin, le ministre délégué aux PTT, voulant vérifier lui-même que ses consignes étaient bien appliquées, décrocha son téléphone. Il compose le 10, demande un PCV et se voit refuser catégoriquement la communication par une opératrice zélée.

Ignorant qu'il était son interlocuteur, sans doute lui a-t-elle répondu que ce service vieux d'un demi-siècle avait été supprimé depuis plus de deux semaines en France et dans les DOM-TOM (1). Pourtant, devant les protestations des usagers indignés de voir disparaître une formule qui permettait de téléphoner sans un sou en poche, M. Mexandeau avait demandé à ses services, le 4 septembre dernier, de « continuer à accueillir le PCV classique tant que les produits de substitution ne seraient pas connus du public ». Force a donc été pour lui de constater que ses directives étaient appliquées de manière inégale.

Résultat : les usagers ne savent plus à quel saint se vouer. D'autant que les nouvelles conditions d'accès à ce service ont été mal définies : pour pouvoir encore obtenir le PCV, il faut, expliquent très leconiquement les opérateurs, s'appeler d'une cabine « sans cloche » (non applicable) ou justifier de son appel par des « circonstances exceptionnelles ». A chacun ensuite de se débrouiller !

Devant de telles réponses, les usagers ont reculé, et le trafic PCV a été réduit des trois quarts depuis le début du mois de septembre, selon les PTT. Mais les produits de substitution, pourtant plus rapides et moins coûteux grâce à l'automatisation, n'ont pas pour autant recueilli les suffrages du public. La généralisation du numéro vert, qui permet à une société de disposer d'un numéro d'appel particulier accessible gratuitement, peut certes satisfaire les entreprises (1/3 des utilisateurs, 2/3 du trafic PCV). Mais les différents systèmes de « carte-téléphone » (Carte télécom, Télécarte, Carte vacances) (2) ne constituent pas, il est vrai, une formule de remplacement valable, puisqu'ils nécessitent un abonnement préalable. Restent les « cabines à cloche », le système le plus proche du PCV, car il permet de demander à son correspondant de rappeler au numéro indiqué dans ledite cabine. Mais sur 170 000 cabines en France, 5 000 attendent encore d'être équipées. Le délai accordé par le ministre des PTT pour la suppression du PCV permet pour l'instant de pallier ce retard.

Malgré ces sursis, et bien qu'aucune date précise n'ait été fixée, le PCV est condamné à disparaître à plus ou moins long terme. Depuis plusieurs années,

ce secteur enregistré en effet un déficit croissant (100 millions de francs en 1984). Le prix payé par l'usager étant inférieur au coût de revient du PCV, qui nécessite l'intervention d'un opérateur et une chaîne de gestion complexe pour répercuter la communication sur la bonne facture.

D'autre part, la baisse régulière des utilisateurs (8,1 millions de communications en 1983, 7,8 en 1984, et seulement 3,1 pour les six premiers mois de l'année 1985) a convaincu la direction générale des télécommunications que le moment était venu de remplacer ce vieux service peu rentable par des équipements plus modernes. Mais devant le mécontentement manifeste des usagers, M. Mexandeau paraît maintenant décidé à laisser mourir le PCV de sa belle mort, plutôt que de le condamner brutalement.

(1) Le PCV international est, quant à lui, maintenu jusqu'à nouvel ordre.
(2) La Carte télécom fonctionne comme une carte de crédit et assure un paiement différé. La Carte vacances est plus particulièrement destinée aux enfants. Elle permet d'appeler sans payer trois numéros préalablement définis, le prix de la communication étant ensuite répercuté sur la facture des parents. La Télécarte s'utilise dans les publications où elle remplace la monnaie.

BREF

CONCERT

ANACREON. - L'association Musique et spectacle à Lariboisière s'est donné pour but le développement d'une animation musicale et culturelle dans cet hôpital en faveur des malades (externes ou hospitalisés) et du personnel. Elle propose le 26 septembre à 19 h 30 un concert de l'ensemble de musique baroque Anacréon, qui interprétera sur des instruments anciens des œuvres de Telemann, Montéclair, Bernier, Dornier, etc.

* Chapelle de l'hôpital Lariboisière, 2, rue Ambroise-Paré, Paris-10°. Prix d'entrée fléchés à l'appréciation du public.

SPORTS

MARCHONS, MARCHONS. - Pour les amateurs de marche, l'Amicale des randonneurs de Paris-Sarcelles (ARPS) organise le dimanche 29 septembre une randonnée de 10, 20 ou 30 kilomètres en circuits fléchés au départ de Sarcelles.

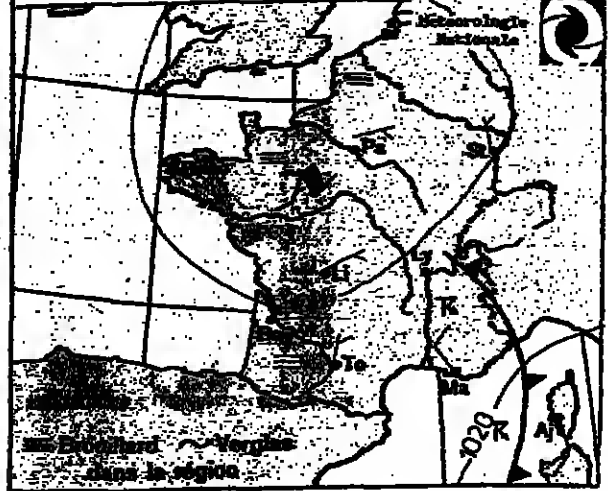
* Renseignements et inscriptions : ARPS c/m, et M. Pellerin, 18, rue H.-Meyer 93200 Sarcelles. Tél. : (3) 992-28-00.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 25.09.85 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 26.09.85 DÉBUT DE MATINÉE



Front quasi stationnaire / Front chaud / Front froid / Pluie / Brouillard / Verglas / Neige / Averses / Vent fort

Evolution probable du temps en France météorologique le 25 septembre à 8 heures et le jeudi 26 septembre à 24 heures.

La situation restera anticyclonique, le pays ayant été frotté par les nuages d'un front sur les frontières du Nord et peu touché par de l'instabilité orageuse dans le Sud.

PRÉVISION. - Jeudi, celle-ci concernera, le matin, la Côte d'Azur et la Corse ; l'après-midi et le soir, la Corse seulement. Les nuages rivalisant avec les éclaircies donneront lieu à quelques orages de faible activité pluvieuse. Sur les Alpes, la vallée du Rhône et le Languedoc, la matinée sera nuageuse, puis le soleil dominera.

Ailleurs, on trouvera des brouillards le matin. Après leur dissipation, tardive en métropole sur les régions côtières seulement, le temps sera à nouveau bien ensoleillé.

Les températures minimales, généralement supérieures aux normales, seront de l'ordre de 15 degrés en Méditerranée. Ailleurs, elles seront comprises entre 8 degrés et 12 degrés à l'intérieur, 13 degrés et 16 degrés près des côtes de la Manche et de l'Atlantique.

Les maxima, élevés pour la saison également, atteindront 20 degrés à 25 degrés au nord-est, 22 degrés à 24 degrés sur les côtes atlantiques, 25 degrés à 28 degrés en moitié sud.

Les vents seront faibles à modérés.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 24 septembre, le second, le minimum de la nuit du 24 au 25 septembre) : Ajaccio, 28 et 13 degrés ; Biarritz, 23 et 18 ; Bordeaux, 30 et 15 ; Brest, 19 et 16 ; Brest, 20 et 14 ; Cannes, 24 et 16 ; Cherbourg, 18 et 13 ; Clermont-Ferrand, 31 et 13 ; Dijon, 28

et 12 ; Digne, 20 et 13 ; Embrun, 27 et 11 ; Grenoble-St-M-H., 28 et 11 ; Grenoble-St-Geoirs, 28 et 13 ; La Rochelle, 28 et 17 ; Lille, 20 et 10 ; Limoges, 29 et 14 ; Lorient, 19 et 12 ; Lyon, 29 et 12 ; Marseille-Marianne, 27 et 15 ; Metz, 24 et 16 ; Nancy, 25 et 10 ; Nantes, 28 et 16 ; Nice-Côte d'Azur, 25 et 17 ; Nice-Ville, 25 (max) ; Paris-Montsouris, 24 et 15 ; Paris-Orly, 24 et 14 ; Pau, 28 et 17 ; Perpignan, 25 et 17 ; Rennes, 26 et 12 ; Rouen, 20 et 12 ; Saint-Etienne, 30 et 11 ; Strasbourg, 25 et 12 ; Toulouse, 30 et 18 ; Tours, 28 et 15.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 18 degrés ; Genève, 27 et 10 ; Lisbonne, 26 et 18 ; Londres, 19 et 13 ; Madrid, 30 et 13 ; Rome, 27 et 14 ; Stockholm, 12 et 0.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel du mercredi 25 septembre :

DES DÉCRETS

- Portant création du Conseil national des langues et cultures régionales.
- Portant incorporation au code général des impôts de divers textes modifiant et complétant certaines dispositions de ce code.
- Créant sur les céréales et le riz une taxe parafiscale au profit de l'Association nationale pour le développement agricole.
- Portant délivrance du diplôme d'expertise comptable (sessions de 1984).

PARIS EN VISITES

VENDREDI 27 SEPTEMBRE

« L'Opéra », 14 h 30, dans le hall, D. Bouchard.

« Gustave Doré et la peinture religieuse médiévale », 15 h 30, Petit Palais, G. Casari.

« Le quartier Saint-André-des-Arts », 15 heures, fontaine Saint-Michel, P.-Y. Jaslet.

« Rues et maisons du Moyen-Âge de Saint-Séverin », 14 h 30, façade Saint-Séverin (Paris pittoresque et insolite).

« Christo emballe le Pont-Neuf », 15 heures, musée de la Ville de Paris, 15 h 30, hall d'entrée, C.-A. Mézière.

« Couvents secrets, jardins en cage, souvenir du Père Goriot et des Misérables autour de Saint-Médard », 15 heures, métro Camille-Desmoulins, Paris et ses histoires.

« Chapelles souterraines dans le quartier des Halles », 15 h 30, angle rue des Halles et des Déchargeurs, Paris et son histoire.

« Notre-Dame de Paris. Du passage des grands alchimistes à la Rose-Croix de 1622. Les ateliers supérieurs de la franc-maçonnerie, le secret des archives de Paris », 15 heures, métro Cité, I. Hanlier.

« La place des Vosges inconnue, ses habitants, ses fêtes, ses lieux secrets », 14 h 15, 1, place des Vosges, M. Banaś.

« Hôtels du Marais (nord) », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville (sortie Lobau), G. Bottean.

« Hôtels Ile Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie, les Flaneries.

« Le vieux Belleville et ses jardins », 14 h 30, métro Métro-Télégraphe, Résurrection du passé.

CONFÉRENCES

11 bis, rue Keppler, 20 h 15 : A la recherche des maîtres spirituels.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde DES LIVRES

TOURISME

Heureusement, le dollar...

Rentrée aussi pour la Fédération nationale des offices de tourisme et syndicats d'initiative, qui vient de présenter le bilan de la saison estivale. Une météo décevable au Nord a rendu le sourire au Sud, malheureusement, où le soleil a brillé. La Provence, la Côte d'Azur, le Languedoc-Roussillon, la Corse et l'Aquitaine ont, en effet, connu une bonne fréquentation. A ce propos, notre correspondant à Bayonne nous signale que les professionnels du tourisme basque sont satisfaits. La saison a été excellente et les hôtels de luxe affichent complet jusqu'à la mi-octobre.

Pour ces offices - ils sont deux mille sept cent cinquante répartis sur tout le territoire - cet été-1985 confirme également la tendance observée ces dernières années. Les séjours ont été plus courts, la nourriture frugale et les hébergements nombreux chez des amis ou dans la famille. Les gîtes ruraux, l'accueil à la ferme et la toile de tente continuent leur progression. Bref, on s'en va de la bourse. Une saison « médiocre » donc pour l'hôtellerie, qui annonce une baisse de 10 % de la clientèle dans ses établissements.

Saison « moyenne » aussi chez les agents de voyages, qui assurent le départ en vacances d'environ 8 % des Français. Pour M. Georges Toromanoff, président du SNAV (Syndicat national des agents de voyages), le chiffre d'affaires imputable à la vente des programmes de voyages et de séjours touristiques a

progressé de 6 à 10 %, un chiffre à peine supérieur à l'augmentation du taux de l'inflation. Le bassin méditerranéen est de loin la destination favorite des Français. Pour les long-courriers, l'Asie du Sud-Est précède l'Australie du Nord, dont la situation est identique à celle de 1984.

La France, elle, a toujours le vent en poupe. La fréquentation des touristes étrangers est en très nette augmentation. Outre les Américains (en hausse de 15 %), qui ont profité d'un dollar fort, les offices de tourisme et syndicats d'initiative ont remarqué la présence de nombreux Britanniques, Allemands (Midi-Pyrénées et Paris), Italiens (Corse, Provence, Côte d'Azur et Auvergne). Enfin, certains offices notent l'arrivée de visiteurs jusqu'ici inconnus : des Danois, des Canadiens, des Suédois, quelques Hongrois et des Australiens, qui ont visité la Bretagne du Nord. Les Américains aiment toujours Paris (38 % des visiteurs) et les Hollandais possèdent la palme de l'éclectisme : ils campent partout.

Les professionnels estiment donc que les prévisions de M. Michel Crepeau, ministre du tourisme, seront confirmées. Le maire de La Rochelle avait, en effet, annoncé au début de l'été que le « record » de la balance touristique (27,7 milliards de francs d'excédent en 1984) serait battu. Un bon résultat qui donne à l'Hexagone un côté Espagne des années 60.

JEAN PERRIN.

ÉCHECS

LE CHAMPIONNAT DU MONDE

Le pion qui ne passe pas

Aimez-vous la variante Tartakover du gambit de dame ? Kasparov et Karpov, eux, l'aiment. Après l'avoir joué plusieurs fois, avec les Blancs comme avec les Noirs, dans leur première rencontre, en ne faisant que des nœuds ; ils ont remis ça mardi dans la huitième partie du championnat du monde.

Comme des automatismes, ils ont rejoué les mêmes quinze premiers coups de la 39^e partie du match annulé. On se doutait bien qu'il y aurait une nouveauté. C'est Karpov qui l'a présentée : 16-Dx3 ou lieu de Dc2. Et alors ? Alors, il s'ensuivit une série d'échanges bien calculés qui permirent au champion du monde de gagner un pion. Pion que Kasparov donna plutôt à Karpov, préférant sa perte à une défense passive.

Le finale, avec un matériel réduit, ressembla à un combat d'affaires pour une arête de poisson : Karpov ne lâcha pas le pion. Kasparov, l'empêchant de l'avaler, s'est à dire d'aller à dame. Au 41^e coup, le challenger ajournait cette partie exaspérante dans une position que la majorité des experts considéraient comme nulle. Les analyses de la nuit

l'ont confirmée, et les deux joueurs n'ont pas repris le jeu ce mercredi. Karpov s'est donc gardé son pion... et son point d'avance (4,5-3,5). Nouvelle partie jeudi.

Blancs : KARPOV
Noirs : KASPAROV
Huitième partie
Commentaire de la Partie
Variante Tartakover

1. d4	22. Dg5	Cxg5
2. e4	23. Cx4	Cx4
3. Cc3	24. Txd5	Tb1+
4. Cb3	25. Rb2	Cxh7
5. Fg5	26. Td8+	R5
6. Fh4	27. Td7	Td2
7. g3	28. Fd7	Cd1
8. Fxh6	29. Fd7	Tb4
9. Cxg5	30. Td7	Cxh3
10. b4	31. Cb4	Tc4
11. Fd2	32. Cg5	Txd5
12. h4	33. Txd5	Txd5
13. Td1	34. Td5	Td5
14. Fd4	35. Txd5	Td5
15. Fh5	36. b4	Rg6
16. Dg3	37. g4	Rh6
17. Td1	38. Td5+	Rd6
18. Fxg5	39. Td4	g5
19. Txd5	40. h4	h4
20. Dxd5	41. Td4	Ajourn.
21. Dxd5	42. Dxd5	

Position à l'ajournement :
BLANCS : Rb2, Td4, Pa4 et g4 ;
NOIRS : Rb6, Td3, Fg5.

هك:امن الأصل

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Picasso pour tous

LE MOUTON, L'ORANGE ET LA FLÛTE DE PAN

DÈS l'entrée, une fois traversée la grande cour d'honneur, on sait que Picasso est à sa place dans la noble demeure du temps de Louis XIV. Qu'il est chez lui. On croirait même qu'il a toujours été là. Il vous reçoit tout naturellement. N'a-t-il pas vécu et travaillé dans des demeures d'un esprit proche de celui de l'hôtel Salé ? Il vous accueille comme il faut, à la fois grave et amusé, figé et riais, mouton et orange, pour être plus juste.

Grave, la bronze de l'Homme au mouton de 1943, dans la tradition de la sculpture à l'antique, placé en bas du grand escalier dont on subit l'irrésistible ascendant. Ce qui permet à l'œil errant vers les hauteurs et leur riche décor de capter les ronds-bosses des plantureuses et très helléniques Femmes à la fontaine, une grande sanguine sur toile de 1921. Non sans avoir remarqué la lanterne blanche de tiges et de feuilles signée Diego Giacometti, mort trop tôt cet été (à moins que ce ne soit le musée qui ait ouvert trop tard) pour pouvoir vérifier le bel effet de ses lustres allés aux stucs chaque fois que les plafonds anciens ont pu être saoués. De Giacometti encore, les chaises, les banquettes et les tables basses disposées un peu partout pour le

sont venues rejoindre les Picasso de la dation, dont certains leur font directement écho. Parmi ces œuvres : la Nature morte à l'orange, de 1912-1913, une très grande œuvre de Matisse, l'ami, le rival, le complice (bien plus que Braque).

Après la visite du premier étage, on peut choisir l'option longue et monter par une rampe au second étage où est accroché le reste de la donation : Corot, Le Nain (vrai ou faux) Modigliani... et où sont installées les salles d'expositions temporaires : avec pour commencer une soixantaine de dessins de Picasso cubiste (dont une série étonnante de fumées accolées à une table), qui méritent à eux seuls le déplacement à l'hôtel Salé. On peut aussi prendre l'option courte et descendre directement au rez-de-chaussée (en passant ou non par les salles de gravures) pour retrouver peintures et sculptures des années 30, et gagner le jardin de sculptures, serre chaude que l'on découvre d'ailleurs grâce à une grande baie vitrée, depuis la cour, la billetterie et la cafétéria. L'idée de pouvoir prendre un pot dans le voisinage de la tête en perspective de la Femme à la poussette et ses incroyables roues à quelque chose de très réjouissant.

et les œuvres-clés, nous restitue à travers des petites choses le processus créateur et la dynamique de l'œuvre, dans ses devenir changeants, dans la diversité des styles et des formes, permet de mesurer combien ce qui d'abord peut être perçu comme une rupture ici était inscrite là, en attente depuis longtemps. Ce dont on ne se rend sans doute pas compte en une seule visite. Au musée Picasso, il faut revenir plusieurs fois.

L'itinéraire est passionnant, plein de surprises, pleio de tout ce qu'il faut pour comprendre Picasso, le relire, et peut être même bénéficier à travers lui de la meilleure approche qui puisse se faire de l'art du vingtième siècle, comme le pense Dominique Bozo, à qui l'on doit cette réussite.

Ce qu'il faut pour comprendre Picasso et le cubisme, on le trouve dans les premières salles où, non loin de l'Autoportrait sauvage de 1906, la quasi-totalité des études existantes et les carnets de dessins pour les Femmes d'Alger, sont exposés, à défaut du grand tableau (qui est au Musée d'art moderne de New-York et qui viendra en 1987 à l'hôtel Salé). Tandis que dans des vitrines masquées et potées de vitrage que Picasso avait à l'atelier rappellent la référence à l'art primitif, via Gauguin peut-être, comme le suggèrent les bois sculptés de 1907 et le Miroir aux trois femmes.

Quant aux surprises, elles sont nombreuses dans ce secteur, bico que la plupart des grandes œuvres cubistes soient ailleurs, parfois très loin. C'est, après avoir jubilé de retrouver la célèbre Nature morte à la chaise cannelée, premier collage, premier ready-made



Femme à l'orange (Bronze 1943).

(1912), par exemple, la découverte du petit cabinet dérobé où sont réunis les collages et toutes les constructions de bouts de ficelle, de bois, de cartons, de tôle, de 1912 à 1916, dont on ne se lasse pas de découvrir les merveilles d'inventions formelles.

Ce qu'il faut pour comprendre le Picasso de la période dite « classique » de l'après-guerre est là aussi, avec des œuvres peu connues, peu étudiées, comme la Lecture de la lettre, la Source, face à la Flûte de Pan, de 1923, un des sommets de la collection, une œuvre que Picasso a toujours refusé de vendre, et qui est beaucoup trop pleine d'absolue sérénité pour qu'on n'attende pas dans la fondée un grand remue-ménage. Le Baiser, de 1925, féroce et cubiste et de vaine surréaliste en est un formidable exemple, tandis que le Grand nu au fauteuil rouge, de 1929, quelque chose comme la version molle de la

Les richesses de l'hôtel Salé sont déployées sur trois étages. Des peintures, toutes les sculptures, des collages, des reliefs, des dessins, des gravures, de grandes et petites choses pour comprendre Picasso, ou le revisiter.

Danse de la Tate Gallery de Londres, ferme la perspective du premier étage, placé en vis-à-vis, lointain (et proche - pour la couleur), de Mère et enfant, de 1907. De ces propositions de lectures, de ces pistes défiant la chronologie, il y en a beaucoup, et c'est très amusant.

On ne peut évidemment pas faire l'inventaire de toutes les salles, mais il faut souligner que, pour la période de l'entre-deux-guerres la collection est forte, qui peut à nous plonger dans les profondeurs de la minitaurinomie, nous permet de découvrir la Crucifixion (1930), un tableau pas très grand aux couleurs de peintures catalanes, ouvrant le chemin de Guernica. On peut découvrir aussi Picasso sculpteur à Boisgeloup, les peintures et les ronds-bosses des Femmes au bord de la mer, opulentes comme des Renoir, et le très grand papier-collé des Femmes à leur toilette (1938), qui a sa salle pour lui tout seul, avec gradins où s'assoient pour méditer la leçon de cette « vanité » en morceaux de papier peints, coupés ou déchirés (c'est un carrousel de tapisserie, très littéraire).

Les femmes, les muses, l'amour, la création, la mort, la guerre, le quotidien et l'histoire, la leçon est forte, qui peut à nous plonger dans les profondeurs de la minitaurinomie, nous permet de découvrir la Crucifixion (1930), un tableau pas très grand aux couleurs de peintures catalanes, ouvrant le chemin de Guernica. On peut découvrir aussi Picasso sculpteur à Boisgeloup, les peintures et les ronds-bosses des Femmes au bord de la mer, opulentes comme des Renoir, et le très grand papier-collé des Femmes à leur toilette (1938), qui a sa salle pour lui tout seul, avec gradins où s'assoient pour méditer la leçon de cette « vanité » en morceaux de papier peints, coupés ou déchirés (c'est un carrousel de tapisserie, très littéraire).

Les femmes, les muses, l'amour, la création, la mort, la guerre, le quotidien et l'histoire, la leçon est forte, qui peut à nous plonger dans les profondeurs de la minitaurinomie, nous permet de découvrir la Crucifixion (1930), un tableau pas très grand aux couleurs de peintures catalanes, ouvrant le chemin de Guernica. On peut découvrir aussi Picasso sculpteur à Boisgeloup, les peintures et les ronds-bosses des Femmes au bord de la mer, opulentes comme des Renoir, et le très grand papier-collé des Femmes à leur toilette (1938), qui a sa salle pour lui tout seul, avec gradins où s'assoient pour méditer la leçon de cette « vanité » en morceaux de papier peints, coupés ou déchirés (c'est un carrousel de tapisserie, très littéraire).

GENEVÈVE BRIERRETE.

* Les collections comportent : les œuvres de la dation : 203 peintures, 158 sculptures, 16 papiers collés, 29 tableaux-reliefs, 88 céramiques, plus de 3 000 dessins et gravures ; les œuvres de la donation : 60 peintures et œuvres graphiques de Cézanne, Le Douanier Rousseau, Matisse, Renoir, Degas, Balzac, ayant appartenu à Picasso ; des enrichissements récents, dons, legs et achats ; ainsi que des dépôts du Musée national d'art moderne.

* Musée Picasso, hôtel Salé, 5, rue de Thorigny. A partir du 28 septembre, tous les jours sauf mardi de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Demi-tarif : 8 F.



« La danse villageoise » (1922).

repos des visiteurs, qui en auront bien besoin.

On a cité le mouton, reste l'orange, l'autre offrande, celle que tient la femme en bronze de 1943, placé dans l'escalier, aussi (peu) innocente qu'une Eve à la pomme, dans une version habillée à partir d'un moule à gâteau, de carton gâté et de grillage. Deux Femmes toutes en nez de Matisse, plâtre et bronze, du début des années 30, complétant cette entrée en matière vouée à la forme sculptée et au lien de connaissance que l'œuvre de Picasso entretient avec l'histoire de l'art. C'est splendide.

On l'a dit, le grand escalier appelle la montée. La visite des collections commence donc au premier, à l'étage noble comme on disait autrefois, où l'enfilade des pièces aux volumes restreints nous mène de 1901 et des débuts bleus et roses (pas si bleus, pas si roses) à Paris, jusqu'à la fin des années 20, et en marge du surréalisme. Entre-temps, il y aura eu l'épisode du cubisme et celui de sa remise en question, ainsi qu'une présentation d'un choix d'œuvres de la donation : des tableaux de Matisse, de Cézanne, de Derain, du douanier Rousseau, que Picasso avait acquises et qui

Après le jardin de sculptures, c'est la descente au sous-sol, dont les salles aux belles voûtes d'arêtes regroupent des œuvres de la période de Guernica, de la guerre, jusqu'au milieu des années 50, la céramique, les essais littéraires et poétiques. Le parcours s'achève avec la remontée à la lumière du jour, à la couleur, dans deux vastes salles du rez-de-chaussée, côté jardin de l'hôtel, où ont été placées d'autres sculptures : le groupe des Baigneurs, de 1956, et le monument à Apollinaire, réalisé pour le musée à partir de la maquette de 1928, qui figure dans les collections.

Un parcours chronologique rigoureux aux articulations souples, de façon à ne pas éparpiller des ensembles cohérents sans équivalents dans d'autres musées, de façon à malotiner un dialogue constant entre les peintures, les sculptures et les dessins, tel est le principe qui a réglé l'accrochage de la formidable collection, mise en valeur avec beaucoup d'intelligence et de finesse du début jusqu'à la fin. Un accrochage qui éclaire ce qu'il faut, met en évidence les chefs-d'œuvre (il y en a plus d'un reconnu depuis longtemps, ou qui reste à découvrir)

JEAN CASSOU : « ONZE TOILES, ÇA VA ? »

« PENDANT près de trente ans, j'ai vu et revu Picasso. Du temps où il sortait de la misère jusqu'à ce que la gloire le rattrape. Des rapports qui ne sont pas descriptifs. Emouvants. Presque toujours dérisoires. On s'embrassait, on se prenait par les mains. Une comédie humaine.

Pendant le premier hiver de l'Occupation, Picasso avait l'atelier des Grands-Augustins. Il y avait là les gens les plus divers qui l'attendaient, dès le matin. Picasso était dans la salle de bains. Il se rasait, et, pendant ce temps-là, les gens attendaient. C'étaient des princesses hindoues, des philosophes chinois, des Russes blancs, des franciscains. Picasso hébergeait un juif qui avait débarqué avec son perroquet. Et tous ces gens qui attendaient parlaient ensemble, avec leurs langages, leurs accents. Parmi les plus extravagants, il y avait Ortiz de Sarate, le plus vieux des montparnos. Quelle gueule il avait ! Dans la rue, on l'arrêta régulièrement. « On me dit que je suis juif. » Pour prouver qu'il ne l'était pas, il baissait son pantalon. Ce qu'il faisait dans l'atelier de Picasso : « C'est la preuve que je ne suis pas juif, non ? » La milice le laissait partir.

Picasso était parfaitement à l'aise dans cette ambiance-là. Sabartès m'avait prévenu : « Et il y a des hiboux ! » Et Picasso parlait à ses hiboux qui volaient dans l'atelier. Il les faisait poser. Et il dessinait. Et il peignait.

Un jour, il m'a accompagné jusqu'à la rue. Il voulait me parler seul. « La pire, dans cette guerre, c'est qu'elle vous oblige à vivre avec des fous ! » La complexité, la connivence - cet

accord secret, - lui était très cher.

À la Libération, lorsque j'ai créé le Musée national d'art moderne, Picasso était à la tête de cette révolution avec moi. Car la création d'un musée national d'art moderne était une révolution. On présentait les œuvres de notre temps au grand public. Fini

toiles auxquelles il tenait, qu'il avait gardées pour lui, refusé de vendre. « Je vous donne ça. » Il les comptait. « Il y en a onze. Ça va ? Ce n'est pas trop ? » Que j'étais heureux !

C'est comme ça que j'ai eu onze Picasso. C'est comme ça que les onze premières toiles de Picasso sont entrées au Musée national d'art moderne.

Essayiste, poète, romancier, Compagnon de la Libération, Jean Cassou est un homme d'action et de passion. A la Libération, il crée le Musée national d'art moderne où il allait, le premier, accueillir des toiles de Picasso.

la musée du Luxembourg, qui tombait dans l'oubli, dans l'ordure.

J'avais demandé six mois pour faire des achats rapidement. Des achats très importants. Très précis. Je les faisais avec les artistes eux-mêmes. Pour pouvoir, dès l'ouverture du musée, présenter l'itinéraire même de l'art moderne. On parlait du musée Cassou.

Un matin, Picasso m'a téléphoné : « Venez demain à 11 heures. Je vous prépare quelque chose. » Le lendemain, à 11 heures, dans son atelier, il y avait des toiles posées contre les murs, les meubles, couchées par terre. C'étaient des toiles de toutes ses époques. Comme la Cafetière bleue qui était là. Des

« Le musée a été inauguré par Georges Salles, alors directeur des musées de France, et Jacques Jaujard, directeur des Beaux-Arts. Dans son discours, lors de l'inauguration, Pierre Bourdieu, qui était le premier ministre de la culture du général de Gaulle, qui avait été l'une des voix de Londres - « Les Français parlent aux Français », à nous qui étions de ce côté-ci de la Manche, dans le vert de gris, - a déclaré : « Aujourd'hui cesse le divorce entre l'Etat et le génie. Nous le devons à Jean Cassou. »

Picasso revenait sans cesse voir ses toiles au musée. Il venait voir où je les mettais. Il venait pour les accrocher. Les toiles étaient couchées par terre. Il les changeait de place. Il découvrait de nouveaux rapports entre elles.

Il en discutait avec moi comme avec le gardien. Et, chaque fois, il découvrait d'autres façons d'en parler. Picasso adorait parler. Il était très « oratoire », vocal. Il avait besoin d'un tiers pour discuter. Pour discuter comme ça - des propos rigolos, drôles, absurdes. C'étaient des conversations comme au marché de Malaga, des gaudrioles très espagnoles, des repentes - comment traduire cela ? - c'étaient des non-sens, des coq-à-l'âne. Et, le lendemain, ce n'était pas la même chose en face de la même toile.

Il était bavard, comme il était manuel, et à tripatouiller toujours quelque chose. Un bout de terre à modeler. Il posait une petite sculpture à peine achevée sur la table. Et il la reprenait. Ça devenait autre chose. Comme il dessinait sans arrêt. Sur la carta, au restaurant. Il parlait. Des balivernes. Mais quelle verve ! C'était la suprême séduction de Picasso. On restait là, bouche bée, imbécile. Ja lui disais parfois : « Ne faites pas l'Espagnol, pas à moi, Picasso ! » Il riait. Il passait à autre chose. Et il recommençait. Il parlait par collages.

Les commentaires de ses œuvres ne permettaient pas de visites guidées. Ses commentaires étaient l'ambiguïté même. C'est-à-dire que la chose dite sous-entendait autre chose que ce que l'on entendait. Et ça, tout de suite. Et ce quelque chose devenait autre chose. C'était un enchantement. Mais pas de ces enchantements qui rendent pri-sonnier...

Propos recueillis par PASCAL BONAFOUX

Bob Wilson

« KNEE PLAYS », DE L'ARBRE A LA MER

Par le magicien de l'image théâtrale, à Bobigny, un voyage en treize tableaux. Avec une découverte, la très orientale danseuse Suzushi Hanayagi.

Un homme dort dans un arbre, dessous un lion attend : premier tableau des *Knee Plays*, spectacle de Bob Wilson, créé à Francfort pour le Festival Theater der Welt, avant de venir à la maison de la culture de Bobigny, du 26 septembre au 3 octobre, puis de partir pour Venise et Madrid.

C'est un spectacle de Bob Wilson, alors l'homme n'est pas un homme, mais une marionnette de métal doré, manipulée par des servantes blanches en cage. Le lion est une Japonaise agenouillée, perdue dans une tunique. L'arbre est une construction de bois peint en blanc en forme de croc.

« Un arbre est plus grand quand il est à terre... C'est le sous-titre de *Civil Wars*, cet opéra mondial en cinq parties, chacune étant créée dans un pays différent, et dont l'ensemble devait être le clou du Festival des Arts aux Jeux olympiques de Los

Angeles 1984. Le comité des Jeux et la ville ont reculé devant le coût de l'opération. Bob Wilson n'a pas pardonné, il ne s'est pas résigné. Il est allé au Texas trouver des Ewing mémoires. Les *Knee Plays*, dont une première version a été présentée à Minneapolis, sont les pièces qui devaient s'insérer entre les cinq actes de *Civil Wars*, et permettre les changements de décor. Cette forme avait déjà été utilisée dans *Eisenstein on the Beach*.

Knee Plays. *Knee*, genou, « articulation entre la cuisse et le mollet », précise Bob Wilson. En attendant de pouvoir réaliser son rêve démesuré. Devant un cyclo blanc (1) et sur un plateau lisse, Bob Wilson réunit les *Knee Plays* en treize tableaux, qui sont le voyage de l'arbre, dont on fait un bateau qui emmène l'empereur au Japon. Le bateau sombre, on le retrouve dans le « jungle tropicale ». On s'en sert pour fabriquer

une bibliothèque. Un homme, dont le tête est un masque plein, blanc, aux joues pouspées, se plonge dans un livre d'où sort l'arbre... Simple et mystérieux comme ces chenaons très anciens dont on ne connaît plus le sens et qui ressemblent à des conversations avec des fées équivoques, où l'on parle de manger les enfants sages.

Puisque c'est un spectacle de Bob Wilson, le bateau, comme l'arbre, est une silhouette à la manière d'un dessin d'enfant — construite en cadres de bois de couleur blanche, qui s'embrassent. Quand le bateau s'en va en mer, les servantes, vêtues de blanc mais sans capote, le font glisser sur un praticable qui avance sur des rails. Quand le bateau sombre, le cyclo devient un écran sur lequel sont projetées successivement des silhouettes qui le reproduisent. Elles sont de plus en plus petites, descendant de plus en plus bas, jusqu'à cette vision miniaturisée qui se dissout dans le plancher lisse.

De la manière la plus aiguë, les *Knee Plays* appartiennent à la magie de Bob Wilson, pourtant sans flamboyants spectaculaires, dans le plus intime de la simplicité — « la chose, dit-il, la plus difficile à réaliser ». C'est vrai, sans aucun doute, car la perfection doit être, dans le plus intime mouvement, et la moindre décalage fait l'effet d'une tache sale.

Naturellement, puisque c'est un spectacle de Bob Wilson, les images merveilleuses ne sont pas absentes — le naufrage, la chute de l'arbre, elle aussi en projections successives : les deux rangées perpendiculaires s'écroulent, les lignes se décalent, regardant en louchant, juste un instant. Par à-coups lents, ces reflets immatériels et nets se rejoignent, se dispersent et dansent sur le ciel de l'écran, et c'est comme si on voyait l'éclosion d'une fleur, l'explosion au ralenti d'un volcan silencieux. Dans le dépeuplement ou dans la magnificence, la magie de Bob Wilson, c'est sa manière de distendre l'espace, d'en faire un élément subtil, d'oublier les lois de la gravité et de l'équilibre.

Ici, dans cet univers lumineux peuplé de formes qui entraînent la vue et le « géométrisme », l'événement est d'autant mieux ressentie que, en contrepoint, il y a

Suzushi Hanayagi. Elle est japonaise, danseuse et chorégraphe. « Elle est un génie », dit Bob Wilson : il faudrait trouver un autre mot, car, pour une fois, c'est réel, indéniable.

Au Japon, Suzushi Hanayagi a étudié le *no*, et c'était dur, car les femmes en sont traditionnellement exclues. Elle est allée à New-York. Bob Wilson l'a rencontrée, a été obnubilé par sa technique, d'abord. Surtout par une façon d'être debout, par la densité élastique du corps dissimulé sous des robes droites en *kimono*, et, en scène, sous des drapés. Elle est prodigieuse à voir : visage lunaire immobilisé à l'échelle d'un silence qui vient de l'infini, déplacements saccadés des poignets, des bras, tordus en voie de désarticulation, glissement latéral des pieds, soudaine tension du cou, quelques bonds invraisemblablement souples et une indéfinissable adhésion au sol.

Pourtant, elle est trappée. Elle est carrée et légère : un tronc d'arbre qui se laisse balancer sur un torrent, puis s'arrête, indifférent aux tractions du courant, un dauphin surgi de la haute mer et qui se courbe.

Pour accompagner cette extrême orientalis, Bob Wilson a choisi le très occidental David Byrne — fondateur des Talking Heads. Il s'est principalement inspiré de spiritualistes, aussi connus que *la the upper room*. Là encore, c'est une simplicité qui touche la réalité, comme d'ailleurs certains tableaux, volontiers — deux petites marionnettes blanches jouent à Guignol derrière un castlet — ou non — ainsi pour la scène du grand oiseau porté à bout de tige, la question se pose.

Quoi qu'il en soit, et que l'on soit ou non sensible au merveilleux japonais, il faut aller découvrir Suzushi Hanayagi. Quatre apparitions d'elle, et c'est le miracle.

COLETTE GODARD.

* Bobigny. Maison de la culture, 21 heures, jusqu'au 3 octobre. Bob Wilson ne sera pas à Paris. Il répète à New-York la version américaine des *Fourier d'or*, son chef-d'œuvre, créé à Munich, et qu'il espère un jour pouvoir monter en France avec Madeleine Renaud.

(1) Telle place ou courbe, tendue, qui couvre tout le fond de la scène.



Meena Kumari dans « Pakizad » (1972).

A l'occasion de l'année de l'Inde, le Centre Georges-Pompidou rend une seconde fois hommage à la plus puissante industrie cinématographique mondiale. Non plus à travers ses auteurs vedettes comme Satyajit Ray, Mrinal Sen, Ritwik Ghatak, mais par ses grands films populaires, longtemps perçus en Occident comme le comble du mauvais goût et du kitsch et soudain acceptés avec respect comme le dernier cinéma de masse, un curieux mélange de l'ancien Hol-

lywood des années 30 et de celui des années 80. C'est un cinéma qui entame sa mue, à l'ère des cassettes et de la télévision, et va devoir se plier aux nouvelles règles du jeu économique. 823 films n'en ont pas moins été produits en 1984, dont environ 90 % relèvent du cinéma strictement commercial. Deux grands centres de production se partagent l'essentiel, Bombay, capitale du film hindi, et Madras, capitale du sud.

Hollywood indien

LA RÉTROSPECTIVE DES STARS

Cent films pour découvrir « le cinéma indien à travers ses stars » au Centre Georges-Pompidou. Avec, pour rêver en couleurs et en chansons, les meilleures productions hindis.

Le film hindi, théoriquement, est compris par le plus grand nombre de spectateurs à travers le sous-continent. Le film de l'Inde du Sud, à la diffusion plus limitée, est parlé en tamoul ou télugu. Il traite principalement de sujets mythologiques et historiques. Ces films du sud, réussis, sont encore plus époustouflants que ceux de Bombay. Il s'en dégage une vitalité, une violence, qui laissent pantois.

Que ce cinéma, tant au nord qu'au sud, soit en perte de vitesse,

que les frontières ne soient plus aussi nettement tranchées qu'autrefois entre le cinéma-spectacle et le cinéma d'auteur, cela annonce peut-être une évolution irrévitable. Guru Dutt, que nous avons découvert la saison dernière avec ses deux classiques *Assoiffé* (1957) et *Fleurs de papier* (1959), témoigne à la fin des années 50 de cette volonté de concurrencier le cinéma-spectacle et le cinéma-conscience. Plusieurs de ses anciens films sont programmés à Paris. Au milieu des années 70 s'esquissent avec Shyam Benegal, également bien représenté à Beaubourg, la tentative de fabriquer une forme de spectacle à la fois populaire et néanmoins proche des normes occidentales : *Ankur* (la Graine, 1974), son premier film, révèle Shabana Azmi ; *Bhumika* (le Rôle, 1977), un triomphe auprès du public, consacre le talent d'une autre jeune actrice promise à un bel avenir, Smriti Patil.

Shabana Azmi et Smriti Patil, toutes deux élevées dans des milieux de gauche, féministes convaincues, viennent en France, mais aussi les superstars de l'écran : Shashi Kapoor et Amitabh Bachchan. Comme à Hollywood, le cinéma conduit à la politique. Amitabh Bachchan vient d'être élu triomphalement au Parlement. Il ne fait que suivre l'exemple d'autres stars du sud de l'Inde, entrées depuis longtemps en politique, comme M.-G. Ramachandran, premier ministre du Tamil Nadu, ou N.-T. Rama Rao, élu de l'Andhra Pradesh, qui incarnait volontiers à l'écran, symbole prémonitoire, des deux tout-puissants. La couleur des décors de leurs films est devenue parfois celle du parti qu'ils défendent.

Seront projetées à Beaubourg, outre un choix d'œuvres de l'Inde du Sud, notamment *Sita Kalpa-*

nam (1977) de Bapu, quelques-uns des meilleurs productions de l'histoire du cinéma hindi : citons en premier lieu *Sholay* (les Flamme du soleil, 1975), de Ramesh Sippy, policier aux allures de western, un des plus prodigieux succès ; *Avaar* (le Vagabond, 1951), de Raj Kapoor, qui fit rêver des millions de spectateurs en Union soviétique par sa façon très musicale d'évoquer la misère ; *Zanjeer* (1973), de Prakash Mehra, avec Amitabh Bachchan dans un rôle de flic décidé à combattre la corruption.

Supersar du cinéma commercial, le metteur en scène Manmohan Desai ne sera pas là, mais nous verrons un de ses films, les plus célèbres, *Amar Akbar Anthony* (1977), qui raconte l'histoire de trois frères adoptés par des familles de confession différente, l'une hindoue, la seconde musulmane, la troisième chrétienne, comme l'indiquent les pré-noms des trois héros du titre.

Une jeune Américaine du Texas, Connie Habam, née depuis quinze ans en France, où elle enseigne l'anglais, admire inconditionnellement Desai, qu'elle juge aussi important qu'Hitchcock et Hawks. Lors d'une intervention très remarquée à un colloque sur le cinéma indien, à Pesaro, en juin dernier, elle a ainsi défini les caractéristiques de ce cinéaste, sur lequel elle prépare un livre, caractéristiques qui s'appliquent aussi bien au cinéma hindi en général : « Desai s'est toujours considéré comme un amateur. Il s'efforce de soulager la misère des spectateurs en les transportant au septième ciel, en leur donnant trois heures d'un spectacle rapide, plaisant à regarder et à entendre, magique en quelque sorte ».

Les films hindis, aujourd'hui en couleurs, des couleurs affri-

olantes, saturées, durent volontiers trois heures. Ils sont entrecoupés de chansons qui presque toutes deviennent des « tubes ». Le public s'identifie aux héros, nous explique Nasreen Kabir, qui a organisé la rétrospective indienne de Beaubourg, « un peu comme *Mia Farrow* dans la Rose pourpre du Caïro, de *Woody Allen* ». Les cinéastes connaissent sur le bout du doigt leur cinéma américain, presque invisible sur les écrans indiens à cause des rôles sévères d'importation de films étrangers par le pouvoir. Mais ce n'est pas la seule maison. Ils fabriquent un parfait substitut d'Hollywood. Parfois, certes, la continuité dramatique laisse à désirer, mais qu'importe, aussi longtemps que le spectateur reste fasciné !

La rétrospective indienne de Beaubourg sera complétée par quelques œuvres récentes du nouveau cinéma, notamment par *Taranga*, de Kumar Shahani, et *Face à face*, d'Adoor Gopalakrishnan, tous deux sortis en 1984, le dernier remarqué à Locarno cet été. Kumar Shahani a tenté, et réussi, avec les moyens techniques du grand cinéma commercial, un film exceptionnel sur la désintégration d'une famille d'industrialiste : cet ancien assistant de Robert Breason s'inscrit clairement dans la double tradition de Bernardo Bertolucci et de Jean-Marie Straub, son film marque une date dans le cinéma indien. *Face à face* est assez bouleversant : celui qu'on peut considérer comme l'héritier de Satyajit Ray, par son sens du récit, sa maîtrise de la direction d'acteurs, est le premier cinéaste, peut-être, à avoir abordé de front un thème brûlant, la perte des illusions politiques, la mort de l'utopie rouge. Nous sommes, dans l'un et l'autre cas, aux antipodes des films enchanteresses et enchantés de l'industrie.

LOUIS MARCORELLES.

* Centre Georges-Pompidou, jusqu'au 1^{er} janvier 1986. — Deux livres récents offrent une bonne introduction à la manifestation : *Les cinémas indiens*, numéro spécial de *Cinéma-action*, 80 F. *Les Stars du cinéma indien*, 1985, 80 F. (publié par le Centre Georges-Pompidou).

THÉÂTRE DU SOLEIL
L'HISTOIRE TERRIBLE
MAIS INACHEVÉE
DE NORODOM SIHANOUK
ROI DU CAMBODGE
DE HÉLÈNE CIXOUS
Les portes seront fermées dès le début du spectacle
CARTOUCHERIE 374.24.08

INSTRUMENTS HEUGEL

en kit ou montés
Clavicorde «ANTHONY SIDEY»
Epinette «HUBERT BEDARD»
Clavecins «HUBERT BEDARD»
Pour recevoir le catalogue détaillé
demandez la documentation 240
INSTRUMENTS HEUGEL
c/o EDITIONS A. LEDUC
175, rue Saint-Honoré - 75040 PARIS CEDEX 01

A l'initiative du Ministère de la Culture
THÉÂTRE
CONTEMPORAIN
DE LA DANSE
Une coproduction de
ALPHA P.W.C. LINEAR, FUZZI,
PUBLIC, CONTRAIL, SNUCH,
MC 55 DE BOISVILLIERS ET RUPE

LE DÉFILÉ

RÉGIE
CHORE
PAUL
GOLTER

PAVILLON BALIARD
RER NOGENT-SUR-MARNE
Les 27, 28 septembre à 20 h 30
Le 29 septembre à 17 h
Réservations : 824.40.26

هك امان الاصل

مركز الفن الحديث

Gisèle Freund

BAS LES MASQUES

Autoportrait de l'artiste en « photographe concernée ». Une exposition, un album : Gisèle Freund évoque ses itinéraires. De James Joyce à Virginia Woolf, en passant par la grande et la petite histoire.

Elle le photographait au clair de lune. Il ne lui demandait qu'une seule chose : quelle ne lui coupe pas sa barbe. Le photo de George Bernard Shaw à la barbe coupée figure bien sûr dans l'album de Gisèle Freund qui sort ces jours-ci aux éditions Albin-Michel. Toute une vie, et les images commentées au fur et à mesure des rencontres qui les ont rendues possibles.

« J'ai trouvé vos coordonnées dans le Botin. Il y est écrit : « Gisèle Freund, photographe d'art ». Qu'est-ce à dire ?

— Ce doit être une erreur de la poste. Je ne suis pas photographe d'art, je suis une journaliste reporter photographique, et surtout documentariste. En 1947, à la fondation de Magnum, Robert Capa avait trouvé une bonne formule pour nous définir : « concernés photographes », photographes concernés.

— Comment renfermer toute une vie dans un album ?

— Mon livre est plutôt une coupe transversale, de part en part de ma vie. J'ai choisi pour titre *Itinéraires*, parce que ce mot me fait penser au poète Henri Michaux. On peut toujours suivre plusieurs chemins dans sa vie, et moi je m'oppose à l'idée de n'être qu'une portraitiste. Je suis peut-être d'ouïe de malentendu : en 1968, un mois avant la révolution, on m'a proposé une exposition au Musée d'art moderne. Je me suis plainte que les murs étaient d'une saleté dégoûtante. On m'a répondu : « Ici on ne peint qu'un mois de mai ». Alors j'ai décidé de noyer cette crasse dans le noir, et de faire ressortir chaque visage avec un projecteur individuel. C'était spectaculaire, vivant ; ça a eu un succès fou. Je trouve terrible l'actuelle manière d'accrocher des photos, les unes à côté des

autres, comme des saucisses de Francfort.

— Vous êtes vous-même originaire de Francfort ?

— J'y ai fait mes études ; mon père était un collectionneur de tableaux. Il m'a emmenée très jeune dans les musées pour me faire rencontrer la peinture. Le premier livre de photos qu'il m'a montré était celui de Karl Blossfeldt, avec ses planches de plantes. Je ne voulais pas être photographe, mais sociologue. A l'université, en 1933, on était une petite bande qui photographiait une feuille de chou anti-hitlérienne. On n'était que deux filles parmi les garçons : Anne et Gisèle. Anne s'est fait arrêter tandis qu'elle vendait le journal à la sauvette. Elle n'a pas livré les noms de ses camarades, mais huit jours plus tard on remettait à ses parents son cercueil scellé, avec défense de l'ouvrir. Ils avaient dû la violer. J'ai pris peur, j'ai déguerpé en France.

— A cause d'un décret de Hitler, on ne pouvait pas sortir d'argent de l'Allemagne ; mes parents n'avaient plus le moyen d'assurer ma subsistance. Je suis devenue photographe pour payer mes études. Je vivais avec un jeune homme qui faisait de la littérature. Il ne gagnait rien, il affichait sur les murs de notre chambre, à l'hôtel Esmeralda, les feuilles imprimées d'avance que lui retournaient les éditeurs avec ses manuscrits : « Nous vous remercions, notre programme est complet ». On descendait le matin prendre un café avec deux croissants sur le boulevard Saint-Michel, puis nous avions partagé un croissant pour deux, puis nous ne sommes plus descendues : on se faisait du thé et des frites dans la chambre.

— Comment la photographie a-t-elle pu devenir un gagne-pain ?

— Ce jeune homme avait un frère qui était le rédacteur en chef

d'un grand illustré allemand ; il m'a expliqué le principe des parutions qui depuis lors est resté en vogue : une photo centrale avec autour des petites photos de détails. J'ai commencé par faire un reportage sur les enfants au Luxembourg, puis sur les transac-

voit tout en couleurs ». Et je choisis au hasard comme premiers sujets la devanure d'un coiffeur, des feux de circulation et une vespasienne. En découvrant les résultats, je pense : « Ce serait encore bien plus sensationnel de photographier des hommes en con-



André Gide avec « la petite dame » (1939).

tions à la Bourse. Et ça s'est vendu en Allemagne, en Belgique, et jusqu'en Amérique. Mon copain ne pouvait pas supporter que je gagne le frie et pas lui ; à l'époque, c'était ainsi. Il a essayé de poser comme modèle à Montparnasse, mais ça ne payait pas assez. Moi, je pourrais aller à la Sorbonne des cours en économie, sociologie et histoire de l'art. J'ai écrit ma thèse sur la photographie française au dix-neuvième siècle. Je crois que c'était plus important pour mes parents que pour moi que j'obtienne ce titre de docteur. Entre-temps, j'avais travaillé pour *Life Magazine*, en 1936.

— C'est le moment où vous découvrez les couleurs.

— Oui, un jour, je vois qu'on vend un film en couleurs. Je me dis : « C'est formidable puisqu'on

leurs ». Et je vais le proposer à Adrienne Monnier, qui était une amie, et qui tenait cette fameuse librairie rue de l'Odéon, fréquentée par Gide et Valéry.

— Pourquoi avoir préféré comme modèles des écrivains à des stars anonymes ?

— Un bon écrivain est en avance sur son époque ; c'est un penseur ou un poète, un homme curieux qui travaille pour l'avenir, qui lance des idées nouvelles. Tout se lit sur le visage.

— Il semble qu'à l'époque les écrivains n'aient guère apprécié vos portraits.

— Absolument pas, en effet, et vous savez pourquoi ? En 1939, selon les poncifs de la beauté, la mode était aux visages léchés.

Chaque personne voulait être lisse et « beautiful », et la retouche s'y employait. J'ai fait une projection de mes photos rue de l'Odéon ; nous avons tendu sur les murs de la librairie des bouts de papier et un vieux drap, et nous avons convié Aragon, Breton, Nizan, Cocteau, qui venaient d'être nos modèles. Ils ont tous ri ; chacun trouvait les portraits merveilleux, sauf le sien. Ils se plaignaient d'être mal rasés, Cocteau a presque pleuré devant ses rides. Tériade, l'éditeur de *Verve*, m'a dit : « Vous les avez eus une fois, vous ne les aurez jamais plus ».

— Vous avez pourtant réuni à photographier Joyce à deux reprises.

— Sylvia Beech, voisine d'Adrienne Monnier et libraire de Shakespeare and Co., m'avait dit : « Il est terriblement superstitieux. Ecrivez-lui sous votre nom de femme mariée ». Joyce a tout de suite accepté ma proposition, mon mari s'appelait Bloom. La première séance a été difficile, à l'intérieur. Il fallait éclairer avec des lampes, demander des poses. Joyce avait cinquante-huit ans mais il me semblait horriblement vieux, il soufflait tout le temps en parlant. En le quittant, j'avais tellement hâte de développer mon rouleau que je prends un taxi et je lui dis de monter ; il s'embourbe, mon appareil est égaré. J'en aurais pleuré. Je téléphone à Joyce et je lui dis : « Vous m'avez jeté un sort, vous voulez ma mort ». J'entends un long soupir, j'avais raison ; il m'avait désignée au diable. Mais il ajoute : « Revenez demain ». Il ne voulait tout de

blables. Les traits se réfléchissent sur la personnalité. Mais on porte un masque pour cacher ses émotions. De temps à autre, les traits traversent le masque : on ne peut pas toujours le garder sur le nez. A cela s'ajoute qu'on ne se connaît pas : dans un miroir, on se voit à l'envers, et il est fatal de se trouver mieux qu'on est, toujours aimable avec soi-même, on repousse le monstre loin de soi. En général, pour percer le masque, j'essaie de détourner la personne de l'appareil.

— Vous dites dans votre livre qu'il est « essentiel de faire oublier l'appareil », et donc aussi le photographe qui est derrière ?

— Non, mais il y a un petit truc très simple pour photographier des artistes. Chacun est très près de soi-même. Pour obtenir leur expression, il faut arriver à les faire parler de leur travail.

— Vous dites aussi que vous redoutez les photos « artificielles ».

— Oui, parce que le masque n'est pas nous. Les dernières photos de la séance sont en général les meilleures. Le modèle se relâche, il pense : « Tiens, c'est fini », il se laisse tomber, il n'a plus besoin de faire des grimaces. J'ai dû longtemps attendre pour faire disparaître en Saint-John Perse le masque de diplomate qu'il affectait.

— Vous est-il arrivé d'être amoureux de l'un ou de l'autre de vos modèles ?

— Vous savez, les surréalistes étaient très beaux, tous, mais de là à être amoureux, je me sentais



André Malraux (1935).

Musiques d'ailleurs

LES RYTHMES DE L'IMMIGRATION

Le grilleur de marguez dans le périmètre était en panne de pain, le petit débiteur de boissons, dès 22 heures, n'avait plus rien de frais à offrir, certains parfums comme la noisette étaient épuisés chez la marchande de glaces à l'entrée. C'est sûr, il y avait du monde à La Villette, samedi soir 21 septembre, aux portes du Théâtre présent et sous les deux chapiteaux dressés tout à côté à l'occasion de la Grande Nuit des musiques communautaires organisée par la MJC de Ris-Orangis et le Centre national d'action musicale. L'opération, largement annoncée et dûment préparée auprès des associations d'immigrés, avait pour titre à deux temps : France, musiques d'ailleurs.

Dans la journée s'était tenu un colloque sur le thème « Identités musicales étrangères en milieu urbain » ; une poignée d'anthropologues, de sociologues, d'éthnomusicologues et autres chercheurs ou représentants de groupes constitués s'étaient posés la question de savoir comment les musiques traditionnelles habitent la ville, si elles survivent telles qu'en leurs villages ou chies d'origine, ou si elles se mêlent d'autres rythmes et couleurs jusqu'à totale hybridation, ou occidentalisation. Vaste sujet.

Le pari non moins ambitieux de la soirée était de faire entendre aux Portugais, par exemple, non seulement leurs fados favoris mais aussi de la musique arménienne, chilienne, africaine, maghrébine ou encore d'Extrême-Orient et d'Asie Mineure. De la même façon, on supposait que les Cambodgiens venus à la pour écouter un orchestre khmer composé de réfugiés désarmés resteraient jusqu'après minuit, où se produ-

raient des ballets barbares camerounais.

Près d'une vingtaine de concerts au total, donnés donc simultanément en trois lieux, étaient au programme de ce gala spécial melting pot. On s'écrasait — à en mourir de chaleur — dans la salle du théâtre, aux alentours des trois heureusement dispersés de sonorisation excessive. Là, un maître du larn laotien a officié entouré de ses musiciens et dan-

seurs ; là, les Algériens Mehenna Mehroufi et Ould Yahoui ont restitué au darbuka et à la flûte à bec les mêmes mélodies que Bela Bartok transcrivait en 1913. Ensuite est venu le tour d'Ali Didié Akouss, vedette turque, compositeur, entre autres, de la musique du film *Yol* et auteur d'albums de « rock anatolien » où le küt, le ney et le darbuka s'arrangent avec la basse électrique.

Pendant ce temps, d'un chapiteau l'autre, des familles entières sagement assises sur des gradins de bois très éloignés des scènes n'avaient pas l'air dérangées par le va-et-vient incessant — entre les bancs et le plateau — d'auditeurs déambulant et devenant pendant les représentations. Au total, une atmosphère bon enfant — il y avait d'ailleurs des tas de gamins et de bébés : on était loin de la ferveur quasi religieuse qui baigne les concerts chics de musiques extra-européennes tels que les

spécialistes, en majorité français, en ont l'habitude, du Festival d'Automne à Avignon, en passant par la Maison des cultures du monde ou les Bouffes du Nord. Comme quoi l'exotisme est une notion relative, ou du moins la perception qu'on en a.

Il faut dire que tous les artistes rassemblés à La Villette et qui avaient l'air heureux de se rencontrer, de prendre des contacts — ne venaient pas de leurs pays

lointains mais de quartiers voisins ou de banlieues d'Île-de-France : « musiciens communautaires », comme on les appelle, ils sont pour beaucoup les mêmes qui « font les mariages » et animent les fêtes de leurs royaumes respectifs d'exilés ou de leurs diasporas. Après tout ne se dénomment-ils pas les Griots de Paris, ceux qui, autour de Sarakata, virtuose à la kora, chantant les aventures des tribus et des princes peuls ?

Devant le stand des éditions Bellet Records, une maison de disques sénégalais fabriqués en France, on discutait ferme de savoir si telle chanteuse malfienne parlait encore correctement son dialecte d'origine. « Il y a tellement longtemps qu'elle n'est pas retournée... », disait un de ses compatriotes, dubitatif, à un autre pour qui « les frontières n'existent pas. Guinée, Mali, Sénégal, c'est pareil : on est international, mon frère ». Et cette réplique est venue

« Attention, mon frère, pas d'arnalage ! », dans un rire.

Il serait difficile d'affirmer que tout ce qu'on a entendu ce soir-là était authentiquement conforme aux modèles ancestraux. L'honnêteté oblige à dire que les prestations étaient d'un niveau pour le moins négligé. On a appris que l'Algérien Ray Ben Larbi, qui donnait du bonheur sous le chapiteau 2, allait bientôt être une star et sortir du circuit des mariages. On a trouvé bellin et émouvante la chanteuse Claudia Maria, digne émule d'Amalia Rodriguez et — encore dans le registre de la « saudade », cette mélancolie lusitanienne — signalons qu'un autre Portugais, Arlindo de Carvalho, presque un vétéran, a joliment chanté *Grândola Vila Morena*, la mélodie qui, en 1974, marque le début de la révolution des œillères.

Enfin le Vietnam a fait un malheur en la personne de Trang Quang Hai : petit magot réjoui, ce musicien du Musée de l'homme, archidoué, est désorienté dans son numéro de vulgarisation de techniques complexes. Ses démonstrations de toutes sortes d'instruments, des cuillères à la ciquette à espèces, en passant par le violon à deux cordes, ont laissé tout le monde ébahi. Et quand il s'est mis à imiter les voix de chanteurs d'opéra japonais ou chinois, ou encore les diphonies des mongols, l'assistance a tondu.

MATHILDE LA BARDONNIE.

★ Le CENAM a publié récemment un guide *France, musiques d'ailleurs*, 50 F (51, rue Vivienne, 75002 Paris).

même pas être méchant. Quand je suis revenue, il avait troqué sa robe d'intérieur noire contre une autre rouge grenat, et changé toutes ses bagues.

— Virginia Woolf et Peggy Guggenheim, dans leurs *Mémoires* ou leurs correspondances, ne semblent pas vous porter dans leur cœur : on ne parvient pas à savoir laquelle des trois était la plus chère.

Peggy Guggenheim a écrit des idioties que ses exécuteurs ont dû faire retirer de ses *Mémoires*. Par exemple, elle me reproche d'être masculine, sous prétexte que je portais des pantalons. C'était ma tenue préférée à cause des poches, où je fourrais mes appareils ou leurs accessoires ; et puis je n'allais tout de même pas lui dire que j'avais un fiancé ingénieur du froid pour la rassurer sur mes mœurs ! Avec Virginia Woolf, c'est pire. Elle me traite de folle, elle prétend que je l'ai violée. Est-ce qu'un change trois fois de robe pour mieux se faire violer, et est-ce qu'on dédicace ensuite gracieusement un livre à son agresseur ?

— Est-ce une bonne idée, comme vous le faites dans votre livre, de confronter sur la même double page Samuel Beckett et le nez de la prison de la Santé ?

— Il habite boulevard Arago, il a vu sur la prison. Quel dommage que je n'aie pu les prendre tous les deux ensemble ! Pour moi, ce boulevard vide personnifie le malheur de l'homme : je crois qu'il a une forte relation avec Beckett, dont l'œuvre est extraordinairement vide et désespérée.

— Qu'est-ce qui vous captive dans un visage ?

— C'est l'homme. Il n'existe pas deux visages vraiment sem-

blés. Les traits se réfléchissent sur la personnalité. Mais on porte un masque pour cacher ses émotions. De temps à autre, les traits traversent le masque : on ne peut pas toujours le garder sur le nez. A cela s'ajoute qu'on ne se connaît pas : dans un miroir, on se voit à l'envers, et il est fatal de se trouver mieux qu'on est, toujours aimable avec soi-même, on repousse le monstre loin de soi. En général, pour percer le masque, j'essaie de détourner la personne de l'appareil.

— Vous dites dans votre livre qu'il est « essentiel de faire oublier l'appareil », et donc aussi le photographe qui est derrière ?

— Non, mais il y a un petit truc très simple pour photographier des artistes. Chacun est très près de soi-même. Pour obtenir leur expression, il faut arriver à les faire parler de leur travail.

— Vous dites aussi que vous redoutez les photos « artificielles ».

— Oui, parce que le masque n'est pas nous. Les dernières photos de la séance sont en général les meilleures. Le modèle se relâche, il pense : « Tiens, c'est fini », il se laisse tomber, il n'a plus besoin de faire des grimaces. J'ai dû longtemps attendre pour faire disparaître en Saint-John Perse le masque de diplomate qu'il affectait.

— Vous est-il arrivé d'être amoureux de l'un ou de l'autre de vos modèles ?

— Vous savez, les surréalistes étaient très beaux, tous, mais de là à être amoureux, je me sentais

Propos recueillis par HÉLÈNE GUILBERT.

★ *Itinéraires*, de Gisèle Freund, aux Éditions Albin-Michel.

★ Exposition à la Galerie de France, 52, rue de la Verrerie, Paris-4, du 26 septembre au 3 octobre.

DUST (Fr.-Belg.) (V) : Forum Orient-Express, 1^{er} (233-42-26) ; Quinette, 5^e (633-79-39) ; George-V, 5^e (562-41-46) ; Lumière, 5^e (246-49-07) ; Parisienne, 14^e (335-21-21).

EMMANUELLE IV (Fr.) (**) : George-V, 5^e (562-41-46).

LES ENFANTS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6^e (326-48-18).

ESCALIER C (Fr.) : Saint-Germain-Hochet, 5^e (633-63-20) ; Ambassade, 8^e (339-19-08) ; Paramount Montparnasse, 14^e (335-30-40).

LA FORÊT D'ÉPINEAUX (A., v.a.) : Cinéoches Saint-Germain, 6^e (633-10-82) ; Marignan, 8^e (339-92-82) ; Paramount Montparnasse, 14^e (335-30-40) ; V.F. : Capit, 2^e (508-11-69).

GOULAG (A., v.a.) : Paramount City, 8^e (562-45-70).

GREYSTONE, LA LÉGENDE DE TAZAN, SEIGNEUR DES SINGES (Ang., v.a.) : Espace Gohé, 14^e (327-95-04) ; V.F. : Opéra Night, 2^e (296-62-56).

L'HOMME AU CHAPEAU DE SOIE (Fr.) : Saint-André des Arts, 6^e (326-48-18).

LES LOUIS ET LES NUTS DE CHINA BLUE (A., v.a.) : UGC Marbeuf, 5^e (561-94-95).

KAOS, CONTESSA SÉRIENNE (R., v.a.) : Épée de Bois, 5^e (337-57-47).

LEGEND (A., v.a.) : Gaumont Hall, 1^{er} (297-49-70) ; Quinette, 5^e (633-79-39) ; Marignan, 8^e (339-92-82) ; Parisienne, 14^e (335-21-21) ; V.F. : Richelieu, 2^e (233-56-70) ; Frappes, 9^e (770-33-88) ; Pavane, 13^e (331-56-86) ; Images, 18^e (522-47-94) ; Biarritz, 8^e (562-20-40) ; V.F. : Rex, 2^e (233-42-26).

LIFE FORCE (A., v.a.) (**) : Forum Orient-Express, 1^{er} (233-42-26) ; Ciné-Beaubourg, 3^e (271-52-36) ; UGC Danton, 6^e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6^e (574-94-94) ; Écrans, 9^e (563-16-16) ; Biarritz, 8^e (562-20-40) ; V.F. : Rex, 2^e (233-42-26).

LA FEMME FÉVERVIERE (**) : film italien de Joe D'Amato - V.F. : Paramount Marivaux, 2^e (296-80-40) ; Parisienne, 14^e (335-45-70) ; Maxville, 9^e (770-72-80) ; Paramount Opéra, 9^e (742-56-31) ; Paramount Gobelins, 13^e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14^e (335-30-40) ; Paramount Opéra, 14^e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15^e (579-13-00) ; Victor Hugo, 16^e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17^e (579-24-24) ; Wepler, 18^e (522-46-01) ; Secrétan, 19^e (241-77-99) ; Gaumont Gambetta, 20^e (636-10-60).

MAD MAX AU DELÀ DU DÉSERT : film américain de George Miller et George Ogilvie (v.a.) : Gaumont Hall, 1^{er} (297-49-70) ; UGC Odéon, 6^e (225-10-30) ; Paramount Opéra, 9^e (742-56-31) ; Marignan, 8^e (339-92-82) ; Parisienne, 14^e (335-21-21) ; UGC Normandie, 14^e (563-16-16) ; Parisienne, 14^e (335-21-21) ; Kinoparadise, 15^e (306-50-50) ; V.F. : Grand Rex, 2^e (233-42-26) ; Breteigne, 6^e (222-46-01) ; Paramount Opéra, 9^e (742-56-31) ; Lumière, 5^e (246-49-07) ; Bastille, 11^e (307-54-40) ; UGC Gare de Lyon, 12^e (343-01-59) ; Nations, 12^e (343-04-67) ; Pavane, 13^e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 13^e (580-18-03) ; Montparnasse Pathé, 14^e (320-13-60) ; Métrol, 14^e (539-52-43) ; UGC Convention, 15^e (742-56-31) ; Convention Saint-Charles, 15^e (579-13-00) ; Victor Hugo, 16^e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17^e (579-24-24) ; Wepler, 18^e (522-46-01) ; Secrétan, 19^e (241-77-99) ; Gaumont Gambetta, 20^e (636-10-60).

LE MYSTÈRE ALEXANDRE, film français de René Forest : Richelieu, 2^e (233-56-70) ; Biarritz, 8^e (562-20-40) ; Ciné-Beaubourg, 3^e (271-52-36) ; Studio de la Harpe, 5^e (634-25-52) ; Colisée, 8^e (339-29-46) ; Parisienne, 14^e (335-21-21) ; Gaumont Convention, 15^e (742-56-31) ; Secrétan, 19^e (241-77-99) ; Gaumont Gambetta, 20^e (636-10-60).

LE VAITOUR, film israélien de George Miller et George Ogilvie (v.a.) : Gaumont Hall, 1^{er} (297-49-70) ; UGC Odéon, 6^e (225-10-30) ; Paramount Opéra, 9^e (742-56-31) ; Marignan, 8^e (339-92-82) ; Parisienne, 14^e (335-21-21) ; UGC Normandie, 14^e (563-16-16) ; Parisienne, 14^e (335-21-21) ; Kinoparadise, 15^e (306-50-50) ; V.F. : Grand Rex, 2^e (233-42-26) ; Breteigne, 6^e (222-46-01) ; Paramount Opéra, 9^e (742-56-31) ; Lumière, 5^e (246-49-07) ; Bastille, 11^e (307-54-40) ; UGC Gare de Lyon, 12^e (343-01-59) ; Nations, 12^e (343-04-67) ; Pavane, 13^e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 13^e (580-18-03) ; Montparnasse Pathé, 14^e (320-13-60) ; Métrol, 14^e (539-52-43) ; UGC Convention, 15^e (742-56-31) ; Convention Saint-Charles, 15^e (579-13-00) ; Victor Hugo, 16^e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17^e (579-24-24) ; Wepler, 18^e (522-46-01) ; Secrétan, 19^e (241-77-99) ; Gaumont Gambetta, 20^e (636-10-60).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.a.) : Parisienne, 14^e (335-21-21) ; UGC Odéon, 6^e (225-10-30) ; Ambassade, 8^e (339-19-08) ; UGC Marbeuf, 5^e (561-94-95).

LA ROUTE DES INDES (A., v.a.) : Reflet Balzac, 5^e (561-10-60).

SROAH (Fr.) : UGC Normandie, 14^e (563-16-16) ; UGC Odéon, 6^e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6^e (574-94-94) ; Écrans, 9^e (563-16-16) ; Biarritz, 8^e (562-20-40) ; V.F. : Rex, 2^e (233-42-26).

STON MAKING : film américain de George Miller et George Ogilvie (v.a.) : Gaumont Hall, 1^{er} (297-49-70) ; UGC Odéon, 6^e (225-10-30) ; Paramount Opéra, 9^e (742-56-31) ; Marignan, 8^e (339-92-82) ; Parisienne, 14^e (335-21-21) ; UGC Normandie, 14^e (563-16-16) ; Parisienne, 14^e (335-21-21) ; Kinoparadise, 15^e (306-50-50) ; V.F. : Grand Rex, 2^e (233-42-26) ; Breteigne, 6^e (222-46-01) ; Paramount Opéra, 9^e (742-56-31) ; Lumière, 5^e (246-49-07) ; Bastille, 11^e (307-54-40) ; UGC Gare de Lyon, 12^e (343-01-59) ; Nations, 12^e (343-04-67) ; Pavane, 13^e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 13^e (580-18-03) ; Montparnasse Pathé, 14^e (320-13-60) ; Métrol, 14^e (539-52-43) ; UGC Convention, 15^e (742-56-31) ; Convention Saint-Charles, 15^e (579-13-00) ; Victor Hugo, 16^e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17^e (579-24-24) ; Wepler, 18^e (522-46-01) ; Secrétan, 19^e (241-77-99) ; Gaumont Gambetta, 20^e (636-10-60).

STRANGER KISS (A., v.a.) : Cinéoches Saint-Germain, 6^e (633-10-82) ; UGC Marbeuf, 5^e (561-94-95).

SUBWAY (Fr.) : Métro, 14^e (320-13-60).

TERMINATOR (A., v.a.) : Arrades, 2^e (233-54-58).

LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMÈDE (Fr.) : Rialto, 19^e (607-87-61).

TRISTESSE ET BEAUTÉ (Fr.) : Reflet Balzac, 5^e (561-10-60).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : Rialto, 19^e (607-87-61).

VIAGES DE FEMMES (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6^e (326-48-18).

WITNESS (A., v.a.) : Quinette, 5^e (633-79-39) ; George-V, 5^e (562-41-46) ; V.F. : Capit, 2^e (508-11-69) ; Montparnasse, 14^e (335-30-40).

LES grandes reprises

A.K. (Fr.) : Ambassade, 8^e (339-19-08).

LE BAL DES VAMPIRES (A., v.a.) : Parisienne, 14^e (335-21-21) ; UGC Odéon, 6^e (225-10-30) ; Ambassade, 8^e (339-19-08) ; UGC Marbeuf, 5^e (561-94-95).

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.a.) : Napoléon, 17^e (267-63-42).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.a.) : Boite à Film, 17^e (622-44-21) ; Rialto, 19^e (607-87-61).

LA CAGE AUX FOLLES (Fr.) : UGC Marbeuf, 5^e (561-94-95).

LES CHEFS-D'ŒUVRE DE WALT DISNEY (A., v.a.) : Napoléon, 17^e (267-63-42).

LA DRAGONNE DU FOU (Fr.-d.) : Compteur, 5^e (325-78-37).

LES DEUX ANGLAIS ET LE CONTINENT (Fr.) : Rialto, 19^e (607-87-61).

2001 ODISSEY DE L'ESPACE (A., v.a.) : Action La Fayette, 5^e (329-79-89).

D'AMOUR (A., v.a.) : Action Rive Gauche, 5^e (329-79-89).

DEUX CŒURS DE JEUNESSE (A., v.a.) : Reflet Média, 5^e (633-25-97).

EASY RIDER (A., v.a.) (**) : Temples, 3^e (272-94-56).

L'ÉVÉNEMENT D'ALCATRAZ (A., v.a.) : Ciné-Beaubourg, 3^e (271-52-36).

FELINE-ROMA (A., v.a.) : Reflet Balzac, 5^e (561-10-60).

LA FILLE DE RYAN (A., v.a.) : Rameau, 16^e (288-64-44).

LE FLEUVE (A., v.a.) : Action La Fayette, 5^e (329-79-89).

GRANT (A., v.a.) : Quinette, 5^e (633-79-39).

GEORGIA (A., v.a.) : Rialto, 19^e (607-87-61).

HAROLD ET MAUDE (A., v.a.) : Reflet Balzac, 5^e (561-10-60).

HISTOIRES EXTRAORDINAIRES (A., v.a.) : Rameau, 16^e (288-64-44).

L'HOMME AU PISTOLET D'OR (A., v.a.) : Rameau, 16^e (288-64-44).

LA FEMME DE BARRE-BLEUE (A., v.a.) : Action Christine, 6^e (329-11-30) (2 salles) ; Élysées-Lincoln, 8^e (339-92-82).

IL ÉTAIT UNE FOIS LA RÉVOLUTION (A., v.a.) : Arcades, 2^e (233-54-58).

JÉSUS DE NAZARETH (Il.) : Grand Rex, 2^e (233-42-26).

LAURA (A., v.a.) : Action Écoles, 5^e (325-72-07).

LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (A., v.a.) : Rialto, 19^e (607-87-61).

LA MÉRIÈRE APPRIVOISÉE (A., v.a.) : Ciné-Beaubourg, 3^e (271-52-36) ; Élysées-Lincoln, 8^e (339-92-82) ; UGC Gohé, 14^e (320-13-60) ; V.F. : Rex, 2^e (233-42-26) ; Lumière, 5^e (246-49-07) ; UGC Gohé, 14^e (320-13-60).

METROPOLES (A., v.a.) : Cinéoches, 6^e (633-10-82).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (A., v.a.) : 14-Juillet Parisienne, 14^e (335-21-21).

MIDWINTER EXPLAINS (A., v.a.) (**) : Capit, 2^e (508-11-69).

LA MOMIE (A., v.a.) : St-Germain Studio, 5^e (633-63-20).

OPÉRATION TUPONS (A., v.a.) : 14-Juillet Parisienne, 14^e (335-21-21).

ORFÈVE NEGRO (Fr.) : Grand Rex, 2^e (233-42-26).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.a.) : Reflet Balzac, 5^e (561-10-60) ; Calypso, 17^e (330-11-11).

QUEST-IL ARRIVÉ A BABY JANE? (A., v.a.) : UGC Normandie, 14^e (563-16-16) ; UGC Odéon, 6^e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6^e (574-94-94) ; Écrans, 9^e (563-16-16) ; Biarritz, 8^e (562-20-40) ; V.F. : Rex, 2^e (233-42-26).

ROBIN DES BOIS (A., v.a.) : Napoléon, 17^e (267-63-42).

LE ROI LEAR (Sov., v.a.) : Cosmos, 6^e (544-28-80).

THES IS MY FATHER (A., v.a.) : Péniche des arts, 15^e (527-77-57).

TO BE OR NOT TO BE (A., v.a.) (Lithuanien) : Action La Fayette, 5^e (329-79-89).

LA TRAVIATA (A., v.a.) : Reflet Balzac, 5^e (561-10-60).

UNDERFIRE (A., v.a.) : Club, 9^e (770-81-77).

UN FAUTEUIL POUR DEUX (A., v.a.) : George-V, 5^e (562-41-46).

VIVRE LES FEMMES (Fr.) : Club, 9^e (770-81-77).

YENTIL (A., v.a.) : Panthéon, 5^e (354-15-04).

LES FILMS NOUVEAUX

LA FEMME FÉVERVIERE (**) : film italien de Joe D'Amato - V.F. : Paramount Marivaux, 2^e (296-80-40) ; Parisienne, 14^e (335-45-70) ; Maxville, 9^e (770-72-80) ; Paramount Opéra, 9^e (742-56-31) ; Paramount Gobelins, 13^e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14^e (335-30-40) ; Paramount Opéra, 14^e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15^e (579-13-00) ; Victor Hugo, 16^e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17^e (579-24-24) ; Wepler, 18^e (522-46-01) ; Secrétan, 19^e (241-77-99) ; Gaumont Gambetta, 20^e (636-10-60).

MAD MAX AU DELÀ DU DÉSERT : film américain de George Miller et George Ogilvie (v.a.) : Gaumont Hall, 1^{er} (297-49-70) ; UGC Odéon, 6^e (225-10-30) ; Paramount Opéra, 9^e (742-56-31) ; Marignan, 8^e (339-92-82) ; Parisienne, 14^e (335-21-21) ; UGC Normandie, 14^e (563-16-16) ; Parisienne, 14^e (335-21-21) ; Kinoparadise, 15^e (306-50-50) ; V.F. : Grand Rex, 2^e (233-42-26) ; Breteigne, 6^e (222-46-01) ; Paramount Opéra, 9^e (742-56-31) ; Lumière, 5^e (246-49-07) ; Bastille, 11^e (307-54-40) ; UGC Gare de Lyon, 12^e (343-01-59) ; Nations, 12^e (343-04-67) ; Pavane, 13^e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 13^e (580-18-03) ; Montparnasse Pathé, 14^e (320-13-60) ; Métrol, 14^e (539-52-43) ; UGC Convention, 15^e (742-56-31) ; Convention Saint-Charles, 15^e (579-13-00) ; Victor Hugo, 16^e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17^e (579-24-24) ; Wepler, 18^e (522-46-01) ; Secrétan, 19^e (241-77-99) ; Gaumont Gambetta, 20^e (636-10-60).

LE MYSTÈRE ALEXANDRE, film français de René Forest : Richelieu, 2^e (233-56-70) ; Biarritz, 8^e (562-20-40) ; Ciné-Beaubourg, 3^e (271-52-36) ; Studio de la Harpe, 5^e (634-25-52) ; Colisée, 8^e (339-29-46) ; Parisienne, 14^e (335-21-21) ; Gaumont Convention, 15^e (742-56-31) ; Secrétan, 19^e (241-77-99) ; Gaumont Gambetta, 20^e (636-10-60).

LE VAITOUR, film israélien de George Miller et George Ogilvie (v.a.) : Gaumont Hall, 1^{er} (297-49-70) ; UGC Odéon, 6^e (225-10-30) ; Paramount Opéra, 9^e (742-56-31) ; Marignan, 8^e (339-92-82) ; Parisienne, 14^e (335-21-21) ; UGC Normandie, 14^e (563-16-16) ; Parisienne, 14^e (335-21-21) ; Kinoparadise, 15^e (306-50-50) ; V.F. : Grand Rex, 2^e (233-42-26) ; Breteigne, 6^e (222-46-01) ; Paramount Opéra, 9^e (742-56-31) ; Lumière, 5^e (246-49-07) ; Bastille, 11^e (307-54-40) ; UGC Gare de Lyon, 12^e (343-01-59) ; Nations, 12^e (343-04-67) ; Pavane, 13^e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 13^e (580-18-03) ; Montparnasse Pathé, 14^e (320-13-60) ; Métrol, 14^e (539-52-43) ; UGC Convention, 15^e (742-56-31) ; Convention Saint-Charles, 15^e (579-13-00) ; Victor Hugo, 16^e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17^e (579-24-24) ; Wepler, 18^e (522-46-01) ; Secrétan, 19^e (241-77-99) ; Gaumont Gambetta, 20^e (636-10-60).

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

"ALAMO BAY... UN FILM QUE L'ON REÇOIT COMME UN COUP DE POING DANS LE VENTRE... ON EN REPARLERA !"

Louis MALLE

"TOUT CELA EST TRÈS BEAU, TRÈS FORT : DE QUOI S'ENTHOUSIASMER."

Jacques SÉDER - LE MONDE

UN FILM DE LOUIS MALLE

Alamo Bay

culture

une nouvelle approche: l'analyse économique

L'économie du domaine musical 140 F. A paraître mi-octobre

L'économie du spectacle vivant et de l'audiovisuel 90 F

Les artistes 60 F

LA Éditions DOCUMENTATION FRANÇAISE 31, quai Voltaire Paris 7^e

LES séances spéciales

AMERICAN GIGOLLO (A., v.a.) : Calypso, 17^e (330-11-11), mer, jeu, ven, sam, 22 h 30.

ANOTHER COUNTRY (Brit., v.a.) : UGC Normandie, 14^e (563-16-16) ; UGC Odéon, 6^e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6^e (574-94-94) ; Écrans, 9^e (563-16-16) ; Biarritz, 8^e (562-20-40) ; V.F. : Rex, 2^e (233-42-26).

AU-DESSUS DU VOLCAN (A., v.a.) : Temples, 3^e (272-94-56), jeu, ven, sam, 22 h.

BOY MEETS GIRL (Fr.) : Saint-Ambroise, 11^e (700-89-16), ven, 17 h 30.

CASANOVA (de Fellini) (It., v.a.) : Temples, 3^e (272-94-56), sam, dim, 17 h 30.

LES CHARIOTS DE FEU (Brit., v.a.) : Boite à Film, 17^e (622-44-21), mer, jeu, ven, sam, 18 h 45.

LES CHIENS DE PAILLE (**) (A., v.a.) : Temples, 3^e (272-94-56), sam, dim, 22 h.

CLÉOPÂTRE (A., v.a.) : République, 11^e (805-51-33), mer, 15 h 50.

CUL-DE-SAC (A., v.a.) : Ciné-Beaubourg, 3^e (271-52-36), jeu, 11 h 35.

Le Monde Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

Ide 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés

Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

LA LONGUE MARCHÉ DE 300 ENFANTS A TRAVERS LA CHINE EN GUERRE

LES ENFANTS DE YEYEN

"Tous les faits rapportés dans ce récit sont vrais, d'une vérité ou s'unissent l'émotion la plus poignante et la poésie la plus fine"

Emmanuel ROBLES de l'Académie Goncourt

264 pages 26 F

Stock

CARNET DU Monde COMMUNICATION

Réceptions

- Au cours d'une réception à l'Élysée, mardi 24 septembre à 18 heures, M. François Mitterrand a remis à notre collaborateur M. Alfred Saury les insignes de grand-croix de l'Ordre national du Mérite.

Naissances

- M. Adrien FILIMON et M^{me} née Laurence Berthé Lehmann ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils.

Paul

Paris, le 21 septembre 1985.

Mariages

- Robert LION et Brigitte KOSMI sont heureux de faire part de leur mariage, qui a été célébré dans l'intimité le 7 septembre.

44, rue de la Butte-aux-Cailles, 75013, Paris.

Décès

- M^{me} Yvette Aubert, sa compagne, M. et M^{me} Stéphane Van Son-Rougerie et leurs enfants Gazi et Thomas, ont la douleur de faire part du décès de

M. André BARBEY, docteur en droit.

Selon le désir du défunt, ses obsèques ont eu lieu à Genève dans la plus stricte intimité.

Domicile : 70, route de Suisse, CH 1290 Versoix.

- Sarah Borenstein, son épouse, Michel Borenstein et Jacqueline, ses enfants, Jérôme et Nicolas, René et Berl Gold, Boris et Gilberte Borens, Marc et Fanny Borens, Maurice et Gaby Chevenne, ses sœurs, frères, belles-sœurs et beaux-frères, Ses neveux, nièces, cousins, cousines, parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Israël BORENSTEIN,

survenu le 20 septembre 1985, à l'âge de quarante-trois ans. Les obsèques seront célébrées le jeudi 26 septembre, à 10 heures, en l'église de la porte principale du cimetière de Bagneux-Parisien, à 15 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

54, rue Pelleport, 75020 Paris. 69, rue d'Amsterdam, 75008 Paris.

- Le conseil de surveillance, Les gérants et le personnel de la société internationale de la Moselle GmbH,

ont la tristesse de faire part du décès accidentel de

M. Rolf LAHR,

membre du conseil de surveillance de la SIM, ancien secrétaire d'Etat de l'Auswärtiges Amt, ancien ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne, grand officier de la Légion d'honneur, grand-croix de l'Ordre du Mérite de la République fédérale d'Allemagne.

survenu dans sa soixante-dix-septième année, le 14 septembre 1985.

- M^{me} Barbara Lecoq ne Krieger, Et sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Daniel LECOQ,

survenu subitement le 22 septembre 1985. L'inhumation aura lieu le vendredi 27 septembre à 16 heures, au cimetière de Saint-Victor d'Épône, près de Brienne (Eure). Cet avis tient lieu de faire-part.

- M^{me} Monique Raudinabeha, sa fille, a la douleur de faire part du décès de

M^{me} Yvonne MARTIN,

avocat honoraire au barreau de Paris, juge au tribunal de grande instance de Paris, survenu le 13 août 1985, à l'âge de soixante-quatre ans. La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale, le lundi 19 août 1985, en l'église de Celles (Loir-et-Cher). Elle repose désormais en Val-de-Loire, dans la sépulture de famille.

19, rue Devivier, 75007 Paris.

SEMINAIRES DE LECTURE RAPIDE 233.34.34. **Lecrika** 12, rue Vauvilliers, 75001 PARIS.

Anniversaires

- Pour le cinquantième anniversaire du décès de

Gisèle BESNAÏNOU,

tous ceux qui l'ont connue, estimée et aimée auront une pensée et une prière pour elle.

- Il y a sept ans disparaissait

Louis GURAL né Louis GURMAN.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

- Pour le dixième anniversaire de son décès, le souvenir du

docteur Roland IRAILAU,

de Saint-Cyr-sur-Loire, a été évoqué le 25 septembre 1985 à la synagogue de Tours, à l'initiative de ses parents, qui demandent à ceux qui l'ont connu et aimé une pensée pour sa mémoire.

Messes anniversaires

- A l'occasion du dixième anniversaire du rappel à Dieu de

M. Tino ROSSI

une messe sera célébrée en l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine, 90, avenue du Roule, le 27 septembre, à 17 h 30.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé. De la part de M^{me} Tino Rossi, Laurent, Pierrette et leur famille.

Communications diverses

- A l'invitation de Mgr Deroubaix, le cardinal François Marty donnera le dimanche 29 septembre à 10 heures une conférence à la basilique de Saint-Denis, 7, rue Catheline 93200 Saint-Denis sur le thème, « Vingt ans après, les enjeux du concile ». Renseignements : (1) 820-35-01.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

- Université Paris-I, samedi 28 septembre à 9 heures, salle L. Liard, M. Bakri Alabdin : « Abdalgani An-Nabulsi (1143-1731) ». Œuvre, vie et doctrine.

- Université Paris-I, lundi 30 septembre à 14 h 30, salle L. Liard, M. Thomas Moncar-Bah : « Guerre, pouvoir et société dans l'Afrique précoloniale (entre le lac Tchad et la côte du Cameroun) ».

Au conseil des ministres

LE PROJET DE LOI SUR LES TÉLÉVISIONS LOCALES FAVORISE LES ENTREPRISES MULTIMÉDIAS

Le conseil des ministres devait examiner, ce mercredi 25 septembre, le projet de loi sur les télévisions locales, qui modifie la loi du 29 juillet 1982. Après deux mois de concertations et d'arbitrages, le texte qui est sorti du Conseil d'Etat en début de semaine est d'inspiration très libérale. Il accorde à la Haute-Autorité la tutelle de toute la communication audiovisuelle locale, en télévision hertzienne comme sur le câble. La zone de diffusion locale est définie comme n'excédant pas 60 kilomètres dans sa plus grande dimension. En revanche, la Télédiffusion de France (TDF) conserve le monopole des moyens de diffusion.

Le texte corrige l'article 80 de la loi de 1982 afin de permettre le développement d'entreprises multimédias, tout en faisant obstacle aux concentrations abusives. Ainsi une même personne physique ou morale pourrait cumuler jusqu'à cinq autorisations dans chacun des différents types de services : radio, télévision hertzienne, télévision par câble. Comme dans la loi sur la presse, cette règle se réfère à la participation dans une société titulaire d'autorisation, exercerait un quelconque contrôle sur le fonctionnement de celle-ci.

Le projet de loi prévoit la possibilité pour les exploitants du câble d'être opérateurs de télévisions locales. Les collectivités locales engagées dans le plan de câblage pourraient ainsi être associées au développement des stations de télévision.

VENTES A CHARTRES

GALERIE DE CHARTRES
SAMEDI 26 SEPTEMBRE à 15 h
DIMANCHE 29 SEPTEMBRE à 13 h 45
LA POUPÉE ANCIENNE
et son environnement
DIMANCHE 29 SEPTEMBRE à 14 h
MUSIQUE MÉCANIQUE
Orgues, pianos mécaniques, tabliers et boîtes à musique, automates
DIMANCHE 6 OCTOBRE à 14 h
200 APPAREILS PHOTOGRAPHIQUES
N^o 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000.

AU 37^e PRIX ITALIA DE TÉLÉVISION

La fuite des réalités

La BBC a encore remporté deux récompenses cette année au 37^e prix Italia, avec *West Side Story* de Leonard Bernstein et *Héros hantés*. Deux seconds prix, pourtant. Quelle que soit leur qualité, on est loin du grand choc provoqué l'an dernier à Trieste avec *Mado la Brava*. En dehors peut-être du document réalisé par Agneta Elera Jalerum pour la télévision suédoise - *An-deli du chagrin et de la douleur*, qui a obtenu le prix Italia du documentaire, rien qui bouleverse, rien qui passionne. La cuvée 1985 est bonne, elle n'est pas excellente.

LE PALMARÈS

Dramatique. - Prix Italia : Une écriture de femme bleu pâle, d'Axel Cortel et Kurt Ritting, d'après Werfel (Autriche, ORF). Prix RAI : 7^e pas une chance, sans dessus, de Jeri Ennesen Larsen (Norvège, NRK).

Documentaire. - Prix Italia : Au-delà du chagrin et de la douleur, d'Agneta Elera-Jalerum (Suède, SVT). Prix Villa de Luca : Héros hantés, de Tony Selmon et Nadia Hagger (Grande-Bretagne, BBC).

Musique. - Prix Italia : Koyaanisqatsi, de Godfrey Reggio, musique de Philip Glass (États-Unis, CPB/PBS). Prix de la région autonome de la Sardaigne : West Side Story de Leonard Bernstein, de Christopher Swan (Grande-Bretagne, BBC).

En radio, le Prix Italia a été attribué à Scènes d'une exécution (Grande-Bretagne, BBC) et le Prix spécial, à Tournants d'amour (Italie, RAI).

huit fictions présentées, treize ont trait au passé. Étrange fuite de la réalité. Faut-il voir là une évolution de la production mondiale, le début d'un conformisme, d'une timidité à l'égard des problèmes de société comme l'a dénoncé (peut-être un peu vite) le jury ?

La crainte du « grand public » ?

Pas si simple ! Car si l'on regarde ce qui se passe chez nous, on voit que ce regard existe, sous de nouvelles formes. Mais qui oserait envoyer un de ces « polars » à l'écran moderne, où se décryptent les mécanismes sociaux dans l'humour, la violence et les règles du genre. Qui oserait envoyer dans la section musique des émissions de rock ou même de jazz, là où, justement, le langage bouge ? Le Festival a peut-être gardé de ses origines aristocratiques une forme de crainte devant l'émission dite « grand public ». Il a préféré cette année donner son premier prix musique à Koyaanisqatsi, le second au West Side Story de

Leonard Bernstein. C'était privilégier un travail de recherche intelligent - variations visuelles sur une musique répétitive - mais pour initier par rapport à un film qui fait l'unanimité. En filmant les tensions, les erreurs, les colères, les moindres mouvements d'humour de quelques journées de l'enregistrement du disque dirigé pour la première fois par le Maître, la BBC a réalisé un document film d'initiation sur la musique. « Quelle conception du service public ont-ils donc ? », ont ironisé certains. Au prix Italia, un ne s'étripe pas, les parisiens du service public et ceux du privé s'envoient des vacheries en douce.

Le jury a donc en beaucoup de mal à départager les programmes. On a bien aimé dans la catégorie des documentaires Une écriture de femme bleu pâle, présentée par la télévision autrichienne ORF, qui décrit une journée particulière de la vie de Leonidas Tachezy, homme politique influent, descendant en 1936 qu'il a un fils de douze ans d'une femme juive aimée auparavant. Ironie, subtilité, raffinement, intelligence des situations, mais la facture est absolument classique.

Pas davantage de surprises avec Personnes déplacées, de la télévision australienne, qui traite de manière efficace des répercussions de la guerre sur des adolescents. Citons, parce qu'elles le méritent, mais sans pour autant monter au ciel, Esclaves et pharaons, de Patrick Meunier, qui on verra bientôt sur Antenne 2, fable forte, baignée d'une lumière qui fait penser aux écrits d'un diamant ; A propos d'hommes, de femmes et d'enfants (de la télévision yougoslave), un des rares regards sur le monde d'aujourd'hui ainsi que l'as pas une chance, sans dessus, de la NRK norvégienne, sur les squatters des années 70.

Un seul documentaire s'imposait vraiment : le film d'Agneta Elera Jalerum, Au-delà du chagrin et de la douleur, dont on a dit tout le bien qu'on peut quand il a été diffusé chez nous en mars dernier. Un document entre la vie et la mort, l'histoire vraie d'Agneta, qui a filmé pendant quatre ans ses efforts pour ramener à la surface son mari mort, aveugle, hémiparétique. Un film pourtant personnel, à vil, on ne jamais impudique. Signalez encore Héros hantés (BBC), un reportage sur des anciens soldats du Vietnam incapables de se réadapter à la vie civile et qui errent dans des forêts américaines, et la Voix, un document yougoslave sur un vieux paysan qui a plus dans sa vie que son être, installé aux États-Unis. Depuis des années, il correspond par cassettes : échange incessant des voix sur table rotative de vert. Simplicité, densité.

CATHERINE HUMBLLOT.

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR

TOME 1 : LES ANNÉES FROIDES 1944-1954



De débarquement au France. De l'attentat Staline. De l'abdication de Dien-Bien-Phu. C'est entre 1944 et 1954 que, bien souvent, notre planète a pris son visage d'aujourd'hui. Pour mieux comprendre l'origine des situations actuelles, pour découvrir ou redécouvrir cette période charnière de notre histoire, le Monde a fouillé ses archives. Il y a sélectionné les articles les plus significatifs sur la décennie. Les Années froides, premier volume de l'Histoire au jour le jour, vous feront revivre, entre autres, le blocus de Berlin, l'entrée des communistes à Shanghai, la guerre de Corée, l'aventure de l'Exécutoir ou le procès de Pétain. L'ouvrage retrace les portraits des grands de l'époque, tel celui de Churchill que Mendès France écrivait lors de sa mort. Il fait resurgir des figures parfois oubliées - Mossadegh, Peron, MacArthur - de ceux qui faisaient cependant la une des journaux de leur temps. L'Histoire au jour le jour est également un guide pratique, illustré de cartes originales et complété de chronologies précises rappelant, année après année, le cours des principaux événements. L'Histoire au jour le jour est un ouvrage de référence qu'il faut lire, et conserver dans sa bibliothèque.

LE TOME 1 VIENT DE PARAÎTRE, 208 PAGES

En vente chez tous les marchands de journaux

Le Monde

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR - TOME 1 : LES ANNÉES FROIDES 1944-1954 - L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR

Acheter, vendre, louer...

par MINITEL

Laissez votre message sur PRISME par le 615-91-77, puis GP1 ou GP2 et PRISME (ou choix 9 du menu)

هكزامن الأصل

RADIO-TÉLÉVISION

Mercredi 25 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 30 Parloir France. Avec M. Laurent Fabius.
- 20 h 45 Téléfilm : Le Ciel du faubourg. De J. Trépo. Avec P. Banderet, N. Borgeaud, N. Jado.
- Deuxième partie : le domaine enchanté où aboutissent Marc et Paul se déchire. Pour les héros, c'est le retour au faubourg, avec l'angoisse du chômage et la grisaille quotidienne.
- 21 h 45 Contre-enquête. Émission d'Anne Hoang.
- Au sommaire : l'impact du père ; les Saint-Aubin, des parents à la recherche de la vérité sur la disparition de leur fils ; Jean Drouot : les choses de la mémoire ; Jacques Laurent, dont la nationalité française est contestée ; la Projection, le film d'un Tunisien sur Paris.
- 22 h 50 Performances. Magazine d'actualité culturelle de M. Carozza.
- Au programme : la création artistique et le comportement culturel des Français à travers plusieurs reportages ; des images de l'étranger et l'agenda.
- 23 h 20 Journal.
- 23 h 35 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Les cinq dernières minutes : Tilt. Réalisation J.-P. Desnat. Avec J. Debarry, M. Eyraud, E. Dandry.
- On retrouve un, puis plusieurs cadavres sur les escaliers rouillants du forum des Halles. Une main criminelle directement inspirée par l'environnement contemporain anime un homme étrange.
- 22 h 5 Les sept chocs de l'an 2000. Émission de L. Joffrin et R. Portiche, présentée par Mon-Mon, Michel Drucker et Bernard Tapie.
- Une plongée dans le prochain siècle. Il sera là dans moins de quinze ans. Des anticipations qui ne sont pas toutes irréalistes, et dans on commence à percevoir les prémices avec la retraite à la carte, la France multiraciale ou l'approche d'une nouvelle manière d'occuper le temps libre. Des révolutions aussi, qui ne surviendront sans doute pas avant le troisième millénaire, comme celle qui permettra un jour d'atteindre bonanement l'âge de cent ou cent vingt ans !
- 23 h 35 Journal.
- 0 h 5 Bonssoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Variétés : Drôles de stars. Émission de C. Flécher.
- Seconde partie de la saga du rire. Avec Pierre Desproges, Richard Gotainer, Guy Bedos, Gérard Jugnot, Jacques Villeret, Zola, Thierry Le Luron... Sketches et interviews diffusés selon un rythme soutenu. Une émission digne de son titre, qui fait rire à coup sûr.
- 21 h 30 Journal.
- 21 h 55 Portrait de Pier Luigi Pizzi. De S. Hübner.
- Une rencontre avec l'un des plus étonnants maîtres en scène d'opéra contemporains, entrecoupée d'images

superbes de ses productions (Sémiramis, la Passion selon saint Jean, Aïda) ; des décors et des costumes qui font de chaque spectacle de Pizzi une véritable fête baroque. Un regret cependant : la pauvreté des intentions, qui alternent de façon conventionnelle avec les séquences filmées sans faire surgir la personnalité de l'homme derrière celle du metteur en scène.

22 h 50 Coup de cœur.

23 h 30 Prélude à la nuit.

IBM sur FR3

Découvrez l'ensemble de la gamme de machines à écrire électroniques IBM.

Vendredi 26 septembre de 23h 10 à 23h 55.

Samedi 27 septembre de 13h à 13h 55.

Mercredi 25 septembre de 13h à 13h 55.

Jeudi 26 septembre de 23h 30 à 23h 55.

FR 3-PARIS - ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 5, Feuilleton : La révolte des Haidouks ; 17 h 15, Ex 11 ; 17 h 24, La cuisine des jennies ; 17 h 30, Fragile roc ; 18 h 5, Les deux sur le toit ; 18 h 30, Sésame ; 18 h 45, Intrigues et pizazz à Hanoi ; 18 h 55, Il faut le faire ; 19 h 5, Hello moineau ; 19 h 15, Atout pic ; 19 h 15, Informations ; 19 h 40, Feuilleton : Un journaliste un peu trop voyant.

CANAL PLUS

- 20 h 35, Cinéma : 21 h, Les Voleurs de la nuit, film de S. Fuller.
- 22 h 45, Stress, film de J.-L. Bertucelli.
- 0 h 5, Descent aux enfers, film de G. A. Sherman.
- 1 h 40, Hill street blues.
- 2 h 25, Jazz à Antibes 84.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30, Antipodes : les racines de l'écriture.
- 21 h 30, Paléontologie : les origines et l'évolution de la vie, dans la région parisienne l'Afrique d'une savane urbaine.
- 22 h 30, Nuits magiques : profession témoin.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 4, Concert (donné le 20 septembre 1985 à la Salle Pleyel) : « Theodor », oratorio de Hindemith par le Concerto Musiciens de Vienne et le Chœur de chambre néerlandais, dir. N. Harmoncourt, sol. E. Niekoff, J.V. Nies, R. Kennedy, P. Eswood, W. Kenda et une masse.
- 23 h, Les soirées de France-Musique : Jazz Club (en direct de New Morning).

Jeudi 26 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 10 h 45 ANTOPE 1.
- 11 h 15 La une chez vous.
- 11 h 30 Les jours heureux.
- 12 h 2 Tournez-vous... mariage.
- 13 h Journal.
- 13 h 50 Série : La lumière des Justes.
- 14 h 45 Documentaire : Les animaux du monde.
- 15 h 10 Quartier en direct de Maisons-Laffitte.
- 15 h 30 A cœur ou à raison.
- 17 h 10 La maison de TF 1.
- 17 h 30 La chance aux charbons.
- 18 h Salut les petits loups.
- 18 h 30 Mini-journal pour les jeunes.
- 18 h 45 Série : Huit, ça suffit.
- 19 h 15 Jeu : Anagram.
- 19 h 40 Cocorococoboy.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Les jeux de l'information : Questions à domicile à Lionel Jospin.
- Émission d'A. Sincère, P.L. Séguillon et A. Taz.
- 21 h 55 Feuilleton : Les oiseaux se cachent pour mourir. D'après le roman de M. McCullough. Réal. D. Duks. Avec R. Chamberlain, R. Ward, J. Simmons, B. Stanwick.
- Méggie, plus amoureuse que jamais, résiste à sa passion pour Ralph ; le père est toujours aussi tourmenté par ses sentiments envers la jeune fille.
- 23 h 10 Journal.
- 23 h 25 Cinéma : La Sultane de l'armoire. Ce chef-d'œuvre du muet réalisé en 1919, puis mis en couleurs quatre ans plus tard, connu à l'époque un grand succès populaire. Il fut même le premier long métrage français en couleurs. Tombé aux oubliettes, il est remonté pour la première fois ce soir dans son intégralité, avec une orchestration musicale créée pour l'occasion. Un rendez-vous à ne pas manquer.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 5 h 45 Télématin.
- 10 h 30 ANTOPE.
- 11 h 30 Les rendez-vous d'Antenne 2.
- 11 h 35 La télévision des téléopérateurs.
- 12 h Journal et météo (à 12 h 45).
- 12 h 10 Jeu : l'Académie des neufs.
- 13 h 35 Feuilleton : Histoires à suivre.
- 14 h Aujourd'hui la vie ?
- 15 h Série : La reine des diamants.
- 16 h C'est encore mieux l'après-midi.
- Avec Jeanne Mar. Patrick Baudry.
- 17 h 30 Récit A 2.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 35 Expression directe : l'UDF et la CGT.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Cinéma : Celles qu'on n'a pas eues. Film français de P. Thomas (1980), avec M. Aumont, M. Galabru, D. Cecaldi, B. Menez, S. Grimaldi.
- Dans un compartiment de chemin de fer, six hommes se racontent des aventures amoureuses où ils n'ont pas forcément joué le rôle et dans lesquelles entre en jeu une certaine mythomane. Une suite de narrations à la Sacha Guitry.
- 22 h 25 Magazine : Actions.
- Magazine de J.-C. Ranaud, présenté par G. Morin et F.-H. de Villiers.
- Prévue émission : « Parloir argent » ou comment gérer ses problèmes économiques quotidiens ; « Titres en jeu », un jeu destiné à faire connaître le fonctionnement de la Bourse ; « D'aujourd'hui », « Coup de pouce » et « Complément d'enquête ».
- 23 h 40 Journal.
- 0 h 5 Bonssoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 17 h Télévision régionale.
- Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 heures, où l'on verra sur tout le réseau la Révolte des Haidouks ; à 17 h 30 Edgar, le détective cambrioleur ; à 18 h 55 Hello, moineau ; à 19 h 40 Un journaliste un peu trop voyant.

- 19 h 55 Dessin animé : Il était une fois l'homme.
- 20 h 05 Les jeux.
- 20 h 35 Cinéma sans visa.
- Émission de J. Lacroix et J.-C. Guillebaud.
- 20 h 40 Film indien : Tonnerre lointain.
- Film de S. Ray (1973), avec S. Chatterjee, Babita, S. Roy, R. Mukherjee, C. Bannerjee, N. Ganguly, G. Chakravarty (v.a. sous-titré).
- 1942-1943, dans un village du Bengale. Un brin de jeunesse s'efface pour une vie équilibrée, au sein d'une petite société qui, par contrecoup de la guerre lointaine, souffre de misère et de famine. D'après un roman de l'auteur qui inspira la trilogie d'Apu à Satyajit Ray. La pauvreté du Bengale rural, l'obsession de la nourriture, une curieuse atmosphère de sensualité. Très belle œuvre.
- 22 h 20 Témoignages.
- Avec Vijay Singh, journaliste à Libération, d'origine indienne, Narayan Kabir française d'origine indienne, spécialiste du cinéma indien, Alain Dautou, philosophe spécialiste de l'Asie et, sous réserve, le réalisateur Satyajit Ray.
- 22 h 50 Journal.
- 23 h 15 Coup de cœur.
- 23 h 20 Prélude à la nuit.
- 23 h 30 Toute l'écriture sur le bout des doigts.

CANAL PLUS

- 7 h, Gym à gym ; 7 h 15, Cabou Cadu ; 7 h 40, Top 50 ; 8 h 30, Dancin' days (à 11 h 55) ; 9 h, La Guerre des étoiles, film de G. Lucas ; 11 h, Document : Les stars en lade ; 12 h 35, Direct ; 14 h, Les héros n'ont pas froid aux oreilles, film de Neuma ; 15 h 15, Le facteur sous le pont ; 15 h 30, Les films de R. Kattin ; 17 h 15, Série : l'or des autres ; 17 h 45, 4 C + ; 18 h 25, Top 50 ; 19 h, Maxi-télé ; 19 h 5, Zénith ; 19 h 40, Tout s'écrit ; 19 h 58, Dessin animé ; 20 h 5, Jeu : Les affaires sont les affaires ; 20 h 35, Ti à la maison ; 22 h 15, Disquette comme Bogart, film de R. Day ; 0 h 5, Le Frak défilé, film de J.-L. Brunet ; 1 h 20, Les Implacables, film de R. Walsh.

FRANCE-CULTURE

- 7 h, Culture matin ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : Vergiliani ; (et à 10 h 30) : Les chemins de la connaissance : une œuvre ; « Saint Jean de la Croix » ; 10 h 30, Musique : miroirs ; 11 h 10, Répétée, dit le maître : une expérience à Nice ; 11 h 30, Feuilleton : Mort d'un personnage de Jean Giono ; 12 h, Presses ; avec Vladimir Volkoff ; à 12 h 45, Arts plastiques ; 13 h 40, Peintres et ateliers : avec le sculpteur Claude Vissieux ; 14 h, Un livre, des voix : « Rue des Victoires », de Guy Lagarde ; 14 h 30, Radio-Canada présente : « Suivre le caillou » ; 15 h, Les œuvres de Paul Grimaud, galerie de portraits ; 15 h 30, Médiocrité ; 17 h, Texte de François Xénakis : « Bonheur » ; 17 h 10, Le pays d'été ; à Charleville-Mézières ; 18 h, Subjectif : Agora avec Dominique Dagnès, spécialiste de la musique ; 19 h 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : l'insuffisance rénale chronique avec les professeurs M. Legrain et A. Bannesson ; 20 h, Musique, mode d'emploi : le saxophone dans tous ses états.

FRANCE-MUSIQUE

- 7 h 10, L'Intrépide, magazine d'actualité musicale ; 9 h 5 Le matin des musiciens : le néo-classicisme - Modèles : œuvres de Saint-Saëns, Berlioz, Poulenc, Hindemith, Chostakovitch ; 12 h 10, Le cœur à cœur ; 9 h 55, Boîtes ; 12 h 30, Concert : œuvres de Tchaïkovski, Haendel, par les Chœurs et l'Orchestre symphonique de la radio de Berlin, dir. H. Roegner, sol. I. Oistrakh, violon, S. Lorenz, basse ; 14 h 2, Répères contemporains : K. Meyer ; 15 h, Les après-midi de France-Musique : Karel Ancer dirige des œuvres de Prokofiev, Bartok, Lutoski, Stravinski, Smetana, Varèse, Bruckner ; 18 h 2, C'est jardin : magazine de l'opéra ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : le biocœur ; 19 h 10, Roscoe, magazine de la guitare ; 20 h 4, Séances de Scharlat, par Scott Ross ; 20 h 20, Avant-courier.
- 20 h 30, Concert : Sonate pour violon et piano en la majeur, Improvisation en si bémol majeur, Sonate pour arpeggione et piano en la mineur, Trio pour piano, violon et violoncelle en si bémol majeur de F. Schubert, par T. Eschmair, violon, H. Schiff, violoncelle, E. Leonskaia, piano.
- 22 h 30, Les soirées de France-Musique : Feuilleton « Walter Jouss ».
- 23 h 05, Rêves d'Orient : « La Sultane de l'armoire », film muet de René Le Somptier, musique de C. Dorodice (en simultané sur TF 1).

SICOB 85

L'informatique américaine marque le pas

CONSTRUCTEURS de grands ordinateurs comme de micro-ordinateurs et éditeurs de logiciels : tous sont atteints par la « crise » que traverse l'informatique américaine. Tous ont presque pu jusqu'à certaines entreprises comme Digital, Convergent ou Ashton Tate réussissent remarquablement à tirer leur épingle du jeu. Le trait caractéristique du phénomène est qu'il s'agit plus d'un ralentissement de la croissance que d'une chute des ventes, mais que ce ralentissement suffit à affecter sérieusement la rentabilité des entreprises. Les sociétés d'informatique avaient l'habitude de croître ; une simple stagnation les désorganise.

Aux Etats-Unis, constructeurs et prestataires de services constatent un ralentissement de leur croissance. Cela les autorise à parler de « crise ».

Les directions de l'informatique des entreprises semblent en train de prendre le contrôle de ces investissements désordonnés dans le cadre de plans ou de schémas globaux. Elles aussi réclament donc un peu de temps pour voir clair et pour élaborer ces schémas.

Une troisième explication relève des constructeurs d'ordinateurs eux-mêmes, lesquels ont fait des annonces très prématurées de nouveaux matériels. De telles annonces ont toujours pour effet de geler le marché.

Ces explications sont toutes d'ordre conjoncturel. Si d'autres facteurs, encore inconnus, ne perturbent pas plus profondément le marché, l'informatique devrait donc voir ses ventes repartir d'ici quelques mois. La crise aura, alors, été passagère. Provoquant toutefois de sérieux dégâts parmi les fabricants le plus fragiles.

ERIC LE BOUCHER.

LES DERNIERS RÉSULTATS

(en millions de dollars)

	DATE des RÉSULTATS	CHIFFRE D'AFFAIRES	BÉNÉFICE NET	COMPARAISON AVEC 1984	
				CA	Bén. nets
CONSTRUCTEURS					
IBM.....	1 ^{er} semestre	21 200	2 400	+ 2	- 15
Burroughs.....	1 ^{er} semestre	2 398	100	+ 4	0
N.C.R.....	1 ^{er} semestre	1 874	110	- 9,4	0
Control Data.....	1 ^{er} semestre	2 460	- 54	0	M.S.
Digital Equipment.....	Exercice 85	6 686	447	+ 19	+ 35
	clôt le 29-06				
Hewlett Packard.....	9 mois	4 828	362	+ 11	- 5
	à fin juillet				
Tandem.....	9 mois	450	22,2	- 18,6	+ 4,6
	à fin juin				
Convergent Technology.....	1 ^{er} semestre	194	2,66	+ 37,7	+ 160
Prime.....	1 ^{er} semestre	363	25,1	+ 18	+ 9
Wang.....	Exercice 85	2 351	15,5	+ 7,6	- 92,6
	clôt à fin juin				
Computervision.....	1 ^{er} semestre	218	- 38,2	- 14	M.S.
SOCIÉTÉS DE SERVICES ET DE LOGICIELS					
Callnet.....	Exercice 85	184	24,7	+ 53	- 49
	clôt fin avril				
M.S.A.....	1 ^{er} trim. 85	25	- 2,7		
A.D.R.....	1 ^{er} semestre	64	- 2,6	+ 29	M.S.
Software A.G.....	Exercice 85	52,3	5,14	+ 27	8,12
	clôt fin mai				
Boul of Babbage.....	6 mois	13,3	- 0,9	0	M.S.
	à fin mars				
Lotus Developt.....	1 ^{er} semestre	104	20,4	+ 70	+ 35
Ashten Tate.....	1 ^{er} trimestre	24	2,3	+ 113	+ 147
	clôt fin avril				
Micropro Int'L.....	9 mois	32	1,02	- 41	- 84
	à fin avril				

Source : Compilation réalisée par CAP GEMINI SOGETI.

POST-IT NOTE
C'EST LE MESSAGE QUI SE COLLE, SE DÉCOLLE ET SE RECOLLE À VOLONTÉ.



Sur un téléphone, une porte ou un bureau, on ne peut pas manquer ce petit mot. En jaune, et aussi en rose, blanc, vert ou bleu, il attire le regard. Selon l'importance de votre message, utilisez le petit, le moyen ou le grand format. A chaque instant, Post-it Note vous facilite la vie.

3M

PRESENT AU SICOB, STAND 4414D.

مكتبة الأمل

Le Monde

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

L'amour de la métropole à quatre voix

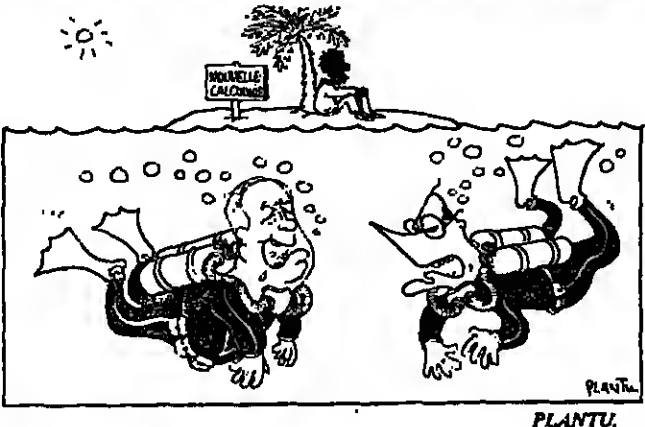
De notre envoyé spécial

Nouméa. — L'amour de la lointaine métropole, ce mercredi 25 septembre, se chantait à quatre voix. D'abord les deux voix de la ville et de la brousse, Nouméa et Bourail, modulant en duo leur credo tricolore. En alto chez les femmes des stockmen de Bourail, gauches et endimanchées, ou en soprano suraigu pour les lycéennes de Nouméa revêtues de tee-shirts ornés du portrait de M. Dick Ukeiwe.

A ces deux voix-là répondent les accents de ténor de M. François Léotard, qui fait si bien chanter la chaleur de la France éternelle et les vertus de la tolérance, et la grande basse de M. Jacques Chirac, qui éternelle fermes promesses et mûle indignation d'avoir découvert « ici, en France, des réfugiés ». En

cependant nueenée Jacques Chirac, se donnant ainsi, quant au défilé, une plus large marge de manœuvre.

En cas de réponse favorable au maintien dans la métropole, le nouveau gouvernement commencera à étudier un nouveau statut du territoire. « Il faudra être souple et pragmatique », indique à ce propos M. Chirac. Ce qui est bon en Polynésie n'est pas forcément bon en Calédonie. M. Chirac a rappelé qu'un projet de statut existe. Il n'est pas parfait, il faudra sans doute le remettre à peu sur le chantier. Toujours est-il que les propositions du RPR s'inspirent largement des propositions Ukwé de l'hiver dernier, prévoyant notamment « un gouvernement et une assemblée territoriale disposant de compétences larges et une forme de régionalisation, bien sûr, fort différente de celle qui est organisée de



PLANTU.

effet, M. Chirac avait la veille rendu visite aux rapatriés de l'île de Lifou. Quatre voix pour une même chanson. On était grave et recueilli à Bourail, et si l'on se déridait à Nouméa on ne s'y trouvait guère nombreux : la place des Cocotiers, qu'on vit déborder de cocotiers à d'autres occasions, n'était remplie qu'au tiers de son plein.

Ce fut donc d'abord Bourail. Bourail est ainsi. La capitale des cow-boys n'aime rien tant que s'entendre répéter des choses simples ou se voir combler de serments. Bourail, qui avait revêtu pour le choc ses robes les plus chatoyantes, n'aime rien tant que d'entendre M. Léotard cajoler ses enfants et ses anciens combattants, ou M. Chirac faire claquer son grand fouet aux oreilles des « lanceurs de cailloux ». Ou encore M. Didier Baniati, maire radical du vingtième arrondissement de Paris, lui lancer un sonnet : « Nous sommes tous des Néo-Calédoniens. »

Pour le reste, on écoute, dans la discipline mais sans délice, M. Chirac réitérer les promesses déjà formulées une semaine plus tôt par son fidèle Jacques Toubon en cas de victoire de l'opposition aux législatives. D'abord, l'engagement d'organiser un scrutin d'autodétermination, « dès que l'ordre sera rétabli », e

façon absurde par la loi actuelle. L'ensemble rappelle à s'y méprendre le défunt statut Lemoine sous lequel a vécu la Calédonie du 18 novembre 1984 jusqu'à maintenant.

Dernière promesse, en ces derniers jours de campagne électorale : la métropole, financièrement parlant, n'oubliera pas les victimes « de brimades ou d'agressions », qui seront indemniées, ni « certains de nos compatriotes méridionaux qui n'ont pas un niveau de vie digne d'une grande nation comme la France », a promis M. Chirac, dans une relative indifférence de l'assistance.

Dans l'immédiat, cependant, il importe surtout de gagner. En voix bien sûr, et pas un orateur ne s'est fait faute de fustiger le découpage électoral conçu par le gouvernement. Mais aussi en sièges. Pour scandaleux que soit le découpage, il seule la région de Nouméa doit accorder une majorité au RPR, l'impression serait fâcheuse, notamment pour l'étranger, a rappelé M. Chirac.

Mais cette angoisse, réelle chez tous les dirigeants indépendantistes de ne pas gagner la région Centre était bien oubliée, le soir, à Nouméa, où, elle, en ce jour tricolore, demeurait plus blanche que jamais.

D. SCHNEIDERMAN.

AU CONSEIL DES MINISTRES

Un projet de loi destiné à pénaliser davantage le cumul emploi-retraite

Le conseil des ministres devait examiner ce mercredi 25 septembre le projet de loi sur le cumul emploi-retraite présenté par M. Michel Delebarre, ministre du travail et de l'emploi (le Monde du 13 septembre), et destiné à pénaliser le cumul, en augmentant très fortement la contribution de solidarité payée par le retraité sur son revenu d'activité et versée à l'assurance-chômage.

Cette contribution ne touche que les retraités dont la pension personnelle est supérieure au montant de SMIC brut, augmenté de 25 % par personne à charge : les pensions de réversion touchées par les veuves ne sont pas prises en compte.

Si le revenu d'activité est inférieur à deux fois et demie le SMIC (11 000 francs de revenu net par

mois), la contribution du « cumulard » est portée à 10 % de ce revenu, l'employeur versant une contribution équivalente (au lieu de 5 % et 5 % auparavant). Si le revenu d'activité est supérieur, la contribution de retraite et celle de l'employeur sont portées à 50 % de la part dépassant les 11 000 F.

La mesure concerne les salariés, ainsi que les commerçants et artisans (dont le régime de départ à la retraite est aligné sur celui des salariés), mais non les agriculteurs. Elle ne s'appliquera qu'au-dessus de soixante ans ; ceux qui sont partis à la retraite à cinquante-cinq ans pourront donc cumuler pension et revenu d'activité jusqu'à soixante ans. D'autre part, la personne qui renonce à toucher sa pension pour reprendre ou continuer une activité n'est pas touchée : cette précision est destinée à éviter le reproche de décourager le travail des plus de soixante ans.

Par ailleurs, une pénalité de 10 % est prévue par la loi pour les personnes qui ne déclarent pas leur revenu d'activité. On estime en effet qu'une partie des retraités « cumulards » ne faisaient pas de déclaration.

PERTURBATIONS

ALA RATP ET LA SNCF

Les transports parisiens ont été légèrement perturbés, mercredi 25 septembre, par un ordre de grève lancé par la CGT dans le cadre de sa journée d'action dans les transports urbains. Ce syndicat, seul, appelait le personnel à un arrêt de travail de deux heures sur le réseau ferré et de vingt-quatre heures sur le réseau bus. Selon la RATP, le trafic était assuré à 80 % pour les bus, à 95 % dans le métro et à 100 % dans le RER.

En revanche, le mot d'ordre de grève lancé à la SNCF par la CGT, la CFDT et la FGAAC (conducteurs autonomes), pour une période allant du jeudi 26 septembre à 20 heures au samedi 28 à 6 heures, devrait être très suivi. Même si ces trois syndicats mettent en avant des revendications en matière de sécurité, leurs demandes portent surtout sur les salaires, les effectifs et les conditions de travail. Le trafic ferroviaire sera très perturbé pendant toute la journée du 27 septembre.

La SNCF prévoit un service normal sur les lignes TGV Paris-Lyon, Paris-Lausanne et Paris-Genève.

Sur

CFM

de 19 heures à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100.3 MHz)
à Bordeaux (101.2 MHz)
à Saint-Nazaire-La Baule (94.8)

MERCREDI 25 SEPTEMBRE

Allé « le Monde »
Le temps des corridors

Une émission animée
par CHRISTIAN VILLAIN
avec JEAN PERRIN

JEUDI 26 SEPTEMBRE

« le Monde » reçoit
FRANÇOISE VERNY
des Editions Gallimard
avec Philippe BOUCHER

VALEURS

L'HÉBDOMADAIRE DE L'AUDACE CAPITALISTE
en kiosque ou par abonnement
SPECIMEN SUR DEMANDE
écrire 6, rue d'Uzès, 75081 Paris cedex 02

Sur le vif

Tendres barbares

Alors, la rentrée s'est bien passée ? Vous avez réussi à trouver vos gosses ? Vous avez trouvé des places dans les écoles ? Vous êtes à peu près tranquilles de ce côté-là, cinq jours sur sept, surtout s'ils bouffent à la cantine ? Je ne voudrais pas vous casser le moral, mais je suis en train de lire un truc absolument génial. Collège à cœur ouvert, de Jean-Pierre Berland, principal à Houdan. Et j'en apprend de belles.

Tiens, sur la façon dont se comportent ces hordes hurlantes de gamins libérés à heures fixes dans les couloirs, les escaliers, se bousculant devant les rampes de la cantine justement. Le « Tu m'laisses passer ou j'te fais la tête au carré » assés par le blanc-bec de troisième à un microbe vietnamien de sixième, le squelette-purée et le salam-salade. Je passe sur la cour de récré ténante, dans un tourbillon de poussière, de feuilles mortes et de papiers, par des dizaines d'agités transformés en billes de flipper qui rebondissent d'un mur à une vitre, se catapultent et font tilt. J'évoque pour mémoire les toilettes-bunker, haut lieu du vandalisme et du baston, loin des yeux des pions. Question de pudeur.

Et l'en arrive à ces deux variantes typiquement féminines — eh oui ! — d'un terrorisme quasi institutionnel. La chasse gardée : « T'es parlé à mon copain, hein, salope ! Tu vas voir ta gueule à la récré. » Et le gang des maths : « Prête-moi ton devoir, tu veux ? Tu veux pas ! J'te retrouverai à l'heure dans la car, tu me répatras ça. » Attendez, c'est pas fini, il y a des passages désopilants sur l'attention des élèves, sur l'ampleur du phénomène, les balais sont littéralement attirés par ce fétu. Avec une mention spéciale pour l'attention bricoleur dont le long travail de sape, derrière son pupitre, culmine dans une hécatombe de vis entre 16 et 17 heures.

Maintenant, si, par hasard, indigné par ces révolutions, vous vous aviez d'écrire au principal de la boîte où s'éclate votre enfant, voici, page 48, un modèle de lettre qui sera très apprécié : « Monsieur le directeur, je vous salue de mettre immédiatement de l'ordre dans votre collège. C'est simple. Primo : mettez les feignants au travail. Secundo : mettez les agités à la porte. Si ce n'est pas fait dans quinze jours, je m'adresse au ministre. »

CLAUDE SARRAUTE.

La sécheresse qui sévit depuis quatre mois en France affecte surtout l'élevage

Depuis trois à quatre mois, la pluie fait défaut sur au moins un quart de la France : les régions Auvergne, Limousin, Aquitaine, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon.

Les rendements des productions végétales encore en terre risquent de chuter. Surtout, les éleveurs sont dans une situation désastreuse. On a déjà d'entamer leurs réserves d'hiver.

En Midi-Pyrénées, il n'a pratiquement pas plu depuis quatre mois : les records de sécheresse pour juillet sont de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946, pour novembre, de 1946, pour décembre, de 1946, pour janvier, de 1946, pour février, de 1946, pour mars, de 1946, pour avril, de 1946, pour mai, de 1946, pour juin, de 1946, pour juillet, de 1946, pour août, de 1946, pour septembre, de 1946, pour octobre, de 1946,